

Diasporiques

Revue trimestrielle interculturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux
n° 43
Septembre 2007

Ouvrir

Michel Rocard

Débattre

Régine Dhoquois
Michel Groulez
Thérèse Spector

Méditer

Danielle Rozenberg
Mylène Baum
Marcel Jablonka
Dominique Lazar
Bernard Magné
Serge Radzyner
Georges Wajs

Découvrir

Devorah Boxer
Orson Welles
Maurice Mourier
Fania Perez

Raconter

Jacques Burko

Michel Rocard : la vraie signification du socialisme (page 4)



Photo J.-F. Lévy

Meilleurs vœux
5768 !



Sommaire

Dans ce numéro...

English translation of this abstract p. 56

Voici une bonne habitude prise : ce numéro comporte comme le précédent une série de poèmes proposés par Jacques Burko (p. 2), tous cette fois de Jerzy Ficowski. Mais *Diasporiques* a encore bien d'autres innovations en tête : l'éditorial (p. 3) révèle ce que sont nos intentions pour faire évoluer la revue à un moment où l'on s'interroge sur ce que peut être aujourd'hui un engagement à gauche susceptible de conduire demain à une alternance politique – une question au cœur des préoccupations de Michel Rocard (p. 4). Un tel projet politique ne pourra, entre autres, faire l'économie d'une réflexion sur la façon dont sont perçues et traitées les cultures non dominantes de ce pays. Michel Groulez, Régine Dhoquois et Thérèse Spector ont, à titre exemplaire, constitué un impressionnant dossier à ce sujet en s'interrogeant sur ce qu'on dit des Juifs et des Musulmans à l'école (p. 11). Dans un registre voisin, Dominique Lazar analyse pour nous le remarquable ouvrage de Danielle Rozenberg sur la question juive dans l'Espagne contemporaine, en avant-première du colloque à venir du cercle Gaston-Crémieux sur les sources historiques et culturelles de la judéité diasporique et laïque en Europe (p. 24). Nous restons en Espagne avec Maurice Mourier, que nous accompagnons dans sa quête fascinante et poignante de ce qu'aurait pu être le grand film, hélas inachevé, d'Orson Welles : Don Quichotte (p. 34). Et encore avec le disque judéo-espagnol que commente Jean-François Lévy (p. 47). Deborah Boxer, que Fania Perez nous fait découvrir, aurait sans doute pu prendre pour modèle de l'une de ses gravures la lance du preux chevalier, tant elle s'attache aux objets, à ce qu'ils ont « de brut et de différent » (p. 40). Jacques Burko enfin reprend le flambeau allumé par Rita Thalmann dans le précédent numéro de *Diasporiques* en nous confiant ce que le cercle Gaston-Crémieux et son fondateur Richard Marienstras lui ont apporté, à lui et à ses amis du CLEJ¹, lorsqu'ils l'ont rejoint cinq ans après sa création (p. 48). Anne-Emmanuelle Lazar nous invite, dans l'encart central, à la table des dieux, sur laquelle Sylvie Kuisinexkise dépose comme à l'accoutumée quelques plats savoureux. ■

¹ Club laïque de l'Enfance juive.

Editorial : <i>Diasporiques</i> demain	3
Ouvrir	
Entretien : Michel Rocard	4
Débattre	
Juifs et Musulmans à l'École	11
Méditer	
L'Espagne contemporaine et la question juive	24
Revue des revues	28
Découvrir	
Orson Welles, Don Quichotte	34
Deborah Boxer, le bonheur de graver	40
Festival international du film contre l'exclusion	42
Les livres	43
Actualité musicale	47
Raconter	
Jacques Burko et le Cercle Gaston-Crémieux	48
Convivialité	59
Le Cercle Gaston-Crémieux	
La Fédération Humaniste Européenne	60

Poésie : suite...

Le numéro 42 de *Diasporiques* contenait toute une série de poésies. Selon Jacques Burko, à l'origine de cette innovation, « la poésie est la quintessence de la littérature, elle s'efforce de *dire la même chose* avec le minimum de mots ». Par divers échos, nous avons le sentiment que cette initiative a été bien reçue (faites-le nous quand même savoir explicitement !) et nous nous sentons encouragés à poursuivre. Voici donc une nouvelle poignée de poèmes choisis selon le même principe : la poésie dans la vie. Ils sont cette fois tous de la plume d'un même auteur, Jerzy Ficowski, récemment disparu (il est mort au printemps 2006). Né en 1924 en Pologne, humaniste, poète et écrivain, c'est un homme de talent, reconnu par la littérature mondiale et traduit en une douzaine de langues. Résistant sous l'occupation, hostile au régime communiste, il s'est intéressé en particulier aux minorités ethniques : les Juifs et les Tsiganes, qu'il a défendues activement et dont il a fait connaître la poésie dans son pays. Il est notamment l'auteur d'un recueil consacré au génocide des Juifs : *Déchiffrer les cendres*, publié en France en 2005. Un choix des poèmes de Ficowski est paru chez Buchet Chastel en 2005. C'est à ce recueil que nous empruntons la plupart des poèmes ici présentés, traduits par Jacques Burko¹.

¹ Nos lecteurs avaient déjà pu faire connaissance avec ce poète dans le numéro 33 de *Diasporiques* (mars 2005).

Diasporiques demain

Une fois n'est pas coutume, je signerai cet éditorial : il engage en effet ma responsabilité en tant que directeur de la publication.

Le conseil d'administration du Cercle Gaston-Crémieux a pris récemment (à l'unanimité moins une voix) une importante décision de principe (qui devra être ratifiée par sa prochaine assemblée générale) : celle de dissocier la gestion du cercle et celle de la revue. Dans la logique de cette décision, nous avons, Georges Wajs et moi, permuté nos fonctions de vice-président et de président du cercle et je conserve celle de directeur de la revue.

Les motivations de cette évolution sont essentiellement de deux ordres. Il s'agit d'une part de prendre acte des conséquences de notre « décentrage » vis-à-vis des courants dominants de la judéité française et d'autre part d'apporter plus efficacement notre pierre à la construction d'une alternative politique dont le projet aujourd'hui, c'est le moins qu'on puisse dire, piétine.

Notre décentrage

Le cercle Gaston-Crémieux a, on le sait, quarante ans cette année. Créé en 1967 à l'initiative de Richard Marienstras et de quelques complices, il a joué un rôle majeur dans la prise de conscience de la possibilité de se déclarer juif à part entière sans pour autant s'inféoder à la synagogue ou à l'État d'Israël. Depuis lors l'idée a fait son chemin, elle fait désormais partie des acquis collectifs de notre société. Ce serait pourtant se leurrer que de croire qu'elle a pris l'ampleur espérée dans la « communauté » juive, du moins au niveau des médias qui s'expriment en son nom. Le lectorat de *Diasporiques*, bien que presque dix fois plus nombreux que les adhérents du cercle, ne « décolle » pas vraiment malgré le bouche-à-oreille militant de nos abonnés. Quant au cercle lui-même, il a le plus grand mal à faire connaître ses positions auprès de la plupart des Juifs, ils ne le reconnaissent pas vraiment comme exprimant une facette légitime de la judéité. Et cette mise à l'écart vaut aussi de fait pour les médias non juifs. Les raisons en sont pour partie de même nature (en quoi pouvons-nous être considérés comme « représentatifs » ?) et pour partie liées à notre refus de

prendre des positions anti-israéliennes systématiques : cette absence de fracas de notre part contribue incontestablement au silence médiatique qui règne autour de nous.

Pour une alternative politique

Nos lecteurs connaissent notre engagement « diasporiste » : le fait diasporique est en soi un élément essentiel de l'histoire des Juifs et, plus généralement, de l'histoire des sociétés ; il est fondateur de la capacité d'évolution et de métissage des cultures, donc de progrès, et d'un authentique internationalisme. Si nous reconnaissons par ailleurs – engagés à gauche que nous sommes sur l'échiquier politique – que la lutte contre les inégalités et pour la résorption des exclusions est prioritaire, nous ne saurions pour autant admettre que cette priorité minore de facto tout autre préoccupation. Ouvrons les yeux : l'actuel président de la République a été élu sur la base de considérations avant tout idéologiques, et pas seulement par des « riches » ! Il est grand temps que nous prenions en compte que l'homme ne vit pas que de pain et qu'il se pose aussi de légitimes questions sur « l'essentiel ». « À force de repousser l'essentiel au nom de l'urgence, on en oublie l'urgence de l'essentiel » confiait récemment Edgar Morin à la Ligue de l'Enseignement. Il nous faut aujourd'hui repenser, comme le propose la Ligue, la question du vivre ensemble, du « faire société ». Nous avons souvent cité dans ces pages Jean-Pierre Vernant : « On se connaît, on se transforme par le contact, l'échange, le commerce avec l'autre ». Or pour que « l'autre » prenne toute sa plénitude, il faut que chacun accepte d'être autre pour l'autre et donc de réfléchir à sa propre filiation, à son insertion dans l'histoire et dans l'histoire des cultures. C'est l'ambition de *Diasporiques* que de contribuer activement à cette prise de conscience et à sa traduction opératoire. En partenariat avec « d'autres ». Le prochain colloque « international, interculturel et interconvictionnel » de Strasbourg¹ en fournira une stimulante occasion. ■

Philippe Lazar

¹ Strasbourg, 3 et 4 octobre 2007 (voir *Diasporiques* n°42, juin 2007, p. 48-49).



« La vraie signification du socialisme est plus dans le non-marchand, dans la reconnaissance de l'autre et de sa dignité, que dans le marchand »

Michel Rocard, ancien Premier ministre

Michel Rocard a bien voulu nous accorder un long entretien au sujet des perspectives politiques et culturelles à long terme de notre pays au sein de l'Union Européenne. Nous lui en sommes très reconnaissants.

Contre une politique de la posture

Diasporiques : L'alternance politique est-elle aujourd'hui possible, avec qui et sur quel(s) projet(s) ? Certains pensent qu'elle serait en bonne part illusoire...

Michel Rocard : Je suis un peu las des jugements sur l'action politique comme l'un

des beaux-arts et comme recherchant une pureté, une esthétique, naviguant avec les exigences d'un moralisme qui n'a pas vraiment sa place dans ce champ. Pour moi, l'objet principal d'une action de cette nature est de chercher à obtenir quelques résultats. Nous sommes très marqués de nos jours par ce que j'appelle « la politique de la posture », une politique consistant à émettre des discours et des actes destinés moins à produire des résultats factuels et évaluables que des commentaires et des jugements. Moi, je ne sais pas faire cela, ce n'est pas mon métier. Nos chômeurs et nos travailleurs précaires sont au demeurant bien bons d'accepter le purisme au nom duquel tant de gens décrivent des projets impossibles et préfèrent être

battus plutôt que de passer des accords qu'ils trouvent compromettants, et cela alors même qu'il y a dans notre pays plusieurs millions de gens ayant des besoins tout à fait urgents en matière de stabilisation de l'emploi, de niveau de salaire, de prestations sociales, de logement ou de scolarisation des enfants et qui n'ont pas d'autre souci que de bénéficier le plus rapidement possible d'un petit mieux. Je suis entré en politique un peu pour ces raisons. Et, à l'époque, la combinaison du petit mieux et de la morale était aisée puisqu'il s'agissait avant tout d'arrêter la guerre d'Algérie. Les grands mieux existent aussi et je ne renonce pour ma part à aucune ambition mais je prétends adapter mes ambitions au champ du possible. Quand la politique devient décorative, je me sens exclu du jeu.

D. : Ce que disent ceux de nos amis qui, aujourd'hui, émettent des réserves sur l'occupation du pouvoir politique est qu'on peut être plus efficace dans la rue, et ils prennent appui sur l'exemple des succès de la lutte contre le contrat première embauche...



Quand la politique devient décorative, je me sens exclu du jeu...

M.R. : Cet argument est parfois conforme à la réalité mais moins souvent qu'on ne peut le croire, et surtout il n'est vrai, par nature, que de manière négative ou défensive, ce qui est désolant !

Je ferai une deuxième remarque liminaire, de méthode celle-ci. Je ne partage pas ce prurit de la vie politique française, de gauche comme de droite, qui consiste à ne s'occuper que du court terme. On ne réfléchit au mieux que jusqu'à la prochaine échéance électorale, jamais au-delà. La presse elle-même organise le spectacle de la bagarre politique plutôt que de fournir des éléments d'information au long cours. Les mesurette pour les six mois à venir (même si certaines sont parfois importantes) ne m'intéressent guère.

Une troisième remarque est que, si la France connaît, comme tant d'autres pays, beaucoup de problèmes, un seul lui est réellement spécifique : le long blocage de son appareil d'État et sa difficulté de réformer ses structures publiques. Du côté de ses structures privées, notre pays évolue à toute allure. Incidemment la référence à son « déclin » est une stupidité dont il faut immédiatement se débarrasser : nous sommes, avec l'Irlande, les deux seuls pays de l'Union Européenne à renouveler à peu près leurs générations, ce qui nous évitera, dans les décennies à venir, ce que connaîtront tous les autres États-membres : le vieillissement de toutes les pyramides hiérarchiques et décisionnelles, que ce soit dans la politique, l'administration, l'armée, la justice, l'éducation, avec ses conséquences inévitables en termes de perte de

mobilité, de flexibilité, de rapidité à décider.

D. : Cette situation est-elle la conséquence directe des apports de l'immigration ?

M.R. : Quasiment pas ! Les spécialistes sont formels : dès la deuxième génération, le comportement des immigré(e)s s'aligne sur celui de l'ensemble des Français. Le petit « plus » démographique vient exclusivement de la première génération. Les vraies raisons de cette situation exceptionnelle sont de nature différente. Au rang des facteurs explicatifs possibles, il faut noter que nous sommes en tête de tous les pays en termes de scolarisation précoce ; et il s'agit d'une scolarisation dotée d'un encadrement très bien formé, accompagnée de toute une série de mesures de santé et d'hygiène. Nous avons près de deux fois plus de crèches et de haltes-garderies que les autres pays européens. Nous bénéficions aussi de la meilleure législation européenne en matière du droit du travail relatif à la gestion des périodes de maternité. Et encore d'un statut fiscal (le quotient familial) favorable aux familles nombreuses. Tout cela nous coûte très cher bien sûr, mais c'est en fin de compte un excellent investissement.

L'autre élément évoqué en faveur de l'idée de déclin est la statistique qu'a publiée le périodique *Fortune* sur les plus grandes entreprises du monde : les cent premières n'en comportaient aucune qui soit française, voici quarante ans, et maintenant il y en a une quinzaine...

D. : Ne suffit-il pas de prononcer les mots Airbus, Ariane, TGV, Viaduc de

Millau, centrales nucléaires pour témoigner hautement de cette présence ?

M.R. : Naturellement ! La France n'est donc nullement sur le déclin mais elle n'en souffre pas moins d'un véritable blocage d'État, d'abord du fait de l'absence d'un authentique dialogue social – une affaire qui remonte à la Commune – et aussi parce que nous ne savons pas évoluer de façon contractuelle : il nous faut toujours le marteau-pilon de la loi pour agir (on l'a vu à propos des trente-cinq heures) et c'est un outil dangereux parce que trop sommaire, trop brutal.

D. : Donc l'un des vrais problèmes est d'essayer d'accroître le taux de syndicalisation ?

M.R. : Bien sûr. Mais quand il est à 8,5% et qu'on le compare à ceux de l'Allemagne (50%), de la Suède (75%) ou du Danemark (80%), on se rend compte du chemin à parcourir ! Je voudrais toutefois d'abord insister sur le fait que nous constatons une dérive mondiale du capitalisme en pays développés qui a quelque chose en soi de terrifiant. Il est très étonnant qu'on en parle si peu... Le sujet majeur pour la France, aujourd'hui, c'est 9 à 10% de chômeurs, plus 10% de précaires, plus encore quelques % de pauvres exclus du marché du travail, bref un bon quart de la population ! Et ces pourcentages valent en gros pour tous les pays développés, de l'Amérique du Nord au Japon en passant par notre continent, à cela près que la proportion relative de chômeurs et de précaires varie d'un pays à l'autre. C'est bien sûr la forme dominante du



capitalisme mondial actuel qui crée les conditions d'émergence de cette déshérence ; elle vicie les comportements civiques, crée de l'anxiété voire de l'angoisse, qui peuvent conduire aux agitations que l'on connaît (violences urbaines, violence des jeunes, vote extrémiste, etc.). Le capitalisme des années d'après-guerre fonctionnait sous le régime du plein-emploi, on ignorait les termes « travail précaire » ou « petit boulot ». Nous sommes de nos jours dans une situation radicalement différente, marquée par des taux de croissance de l'ordre de la moitié de ce qu'ils étaient naguère (2,5 % contre 5%). Je plaide qu'il s'agit là d'un problème majeur, qu'il est mondial, qu'il n'a pas de réponse pertinente à l'échelle

d'un seul pays. Et j'ajoute que j'ai vécu de façon un peu surréaliste les dernières campagnes électorales où personne – aucun journaliste en tout cas – n'a vraiment fait écho à ces préoccupations ! Il est vrai que c'est compliqué, mais est-ce une raison pour esquiver l'obstacle ?

Le pouvoir souverain des actionnaires

D. : Du fait même du caractère mondial de la situation que vous évoquez, un gouvernement, quel qu'il soit, peut-il avoir prise sur elle ? Ne sommes-nous pas de fait gouvernés par les grandes firmes capitalistiques mondiales ?

M.R. : Sans doute. Mais c'est en fait toute la société qui est désormais impliquée dans les processus décisionnels financiers, pas seulement certaines de ses composantes. Interviennent conjointement, en dehors du politique et des puissances économiques, toute une série de facteurs, au rang desquels, par exemple, les outils fiscaux ou encore le poids du mouvement syndical. Mais l'une des clés spécifiques de l'évolution mondiale actuelle est l'augmentation de la puissance de l'un des acteurs du système économique : l'actionnaire. Dans les années 45-75 il était maltraité, il ne prenait pas part aux conseils d'administration ; à partir de la décennie 70, il s'organise, il dispose de fonds de pension, de fonds d'investissement, de fonds d'arbitrage, il décide, et le paradigme pratique dominant du système, qui était le salaire, devient explicitement le profit. Il faut « faire de la valeur » comme on dit. Parallèlement, l'idée

que le travail est en soi une valeur a disparu. Et, dans ces conditions, l'entreprise elle-même n'est plus d'abord un lieu de production (dans lequel il faut cultiver le respect des hommes au bénéfice du projet collectif, maintenir un fort potentiel de recherche, etc.), elle est désormais un investissement boursier vendable.

D. : Dans le cas de certaines entreprises de biotechnologie, il peut même, à certaines étapes, ne plus y avoir de production du tout : ce qu'on vend est alors essentiellement du virtuel...

M.R. : Absolument. Avec un autre élément préoccupant : la dématérialisation de nos économies. Près de la moitié de la consommation américaine est financée par les gains en bourse et des plus-values immobilières et 55% seulement par les salaires. Là aussi on est dans le virtuel et en plus on vit essentiellement d'importations. D'où le drame possible : s'il y a récession aux États-Unis, c'est la Chine qui pâtira car c'est elle qui exporte la moitié de ce que les USA consomment.

D. : Que peut-on dès lors tenter de faire ?

M.R. : Il faut commencer par reconnaître la justesse de ce diagnostic, et aussi qu'il est mondial : on ne peut agir si l'on n'a pas commencé par faire l'effort de comprendre. Ensuite on peut faire beaucoup de choses. Ainsi, lorsque le monde actionnarial achète les grands dirigeants, il les encourage à se payer non pas quarante fois le salaire moyen de leur entreprise (c'était le taux du capitalisme style Henry Ford



J'ai vécu de façon un peu surréaliste les dernières campagnes électorales...

avant la guerre, maintenu au cours des années 45 à 75) mais dix fois plus. Eh bien, on peut interdire ces excès, par exemple par des mesures fiscales. Mais cela ne peut en aucune manière se faire à une échelle nationale : il est non pertinent de penser à une échelle inférieure à celle de l'Europe. Et l'Europe elle-même ne pourrait y parvenir que si on avait commencé par régler leur compte aux paradis fiscaux... Autre mesure : renforcer massivement le pouvoir syndical. En ce qui nous concerne, je pense en particulier que la loi et la fiscalité devraient permettre aux syndicats de multiplier les services rendus aux salariés : chèques-restaurant, chèques-vacances, chèques vacances des enfants, etc. Peut-être même facilitation de l'accès au logement. Nous avons besoin d'un syndicalisme « de services », qui sache donner envie aux salariés d'en faire partie. Et il faut rendre obligatoire la présence d'une représentation syndicale dans les conseils d'administration de toutes les entreprises. Et puis je pense qu'il faut oser aller plus loin et revenir sur la définition légale de l'entreprise et reconnaître par la loi (ce qui contraindra les tribunaux) qu'une entreprise est une communauté d'individus tirant leurs revenus du même projet économique, partageant ses bénéfices selon des modalités internes préalablement adoptées – et pas seulement un paquet d'actifs qu'on vend en bourse et qu'on peut dépecer.

D. : Existe-t-il aujourd'hui des entrepreneurs et/ou des capitalistes qui soient capables de comprendre ce langage et de s'y rallier ?

Alain Minc, dans un entretien récent avec *Diasporiques*, tenait un langage je crois assez proche du vôtre, en matière d'insuffisance notoire du niveau de syndicalisation dans notre pays.

M. R. : J'ai fait il y a quelque six mois un papier dans *Le Figaro* sur le capitalisme et l'éthique, et j'ai eu un nombre impressionnant de messages d'approbation en provenance du milieu patronal. Les plus intelligents comprennent, et certains commencent à s'exprimer.

D. : Des gens comme Bébear, le créateur d'AXA ?

M.R. : Oui, et beaucoup d'autres. Il faut poursuivre le dialogue. Et, parallèlement, il faut arrêter l'érosion progressive du champ des services publics. Ceux-ci sont critiqués parce que (par nature !) ils ne produisent pas de profit. Ce n'est évidemment pas leur rôle !

La question des alliances

D. : En fait vous amorcez là ce que pourrait être un projet « de gauche » pour une future alternance ?

M.R. : On peut le dire comme ça, encore que je pense que ce discours puisse porter



... Une entreprise est une communauté d'individus... et pas seulement un paquet d'actifs qu'on vend en bourse...

bien au-delà des limites traditionnelles de la gauche. Si la gauche étayait ses convictions non pas seulement par son discours social « anti-souffrance » mais par un discours économique rationnel, elle pourrait passer des alliances.

D. : Avec qui et comment ?

M.R. : Cette question doit être éclairée par une question préalable : combien de temps cela prendra-t-il ?

D. : Nous avons dix ans devant nous, non ?

M.R. : Je ne sais pas ! La situation française ne peut être gérée en soi ; notre pays n'a pas les marges de manœuvre lui permettant de s'en sortir tout seul dans son coin. Il faut un poids énorme face aux flux du système, il n'existe qu'au niveau européen, et puis il faut une capacité politique à produire de la loi et du règlement. Et



il nous faut encore une fiscalité elle aussi européenne. On est donc sur plusieurs décennies. Et à ce titre il est évident qu'il faut construire une alternative politique qui pour moi ne peut être que la social-démocratie. Sur le discours que je vous tiens, il y a accord au sein des socialistes européens, qui ne sont pas



Il n'y a pas pour le moment d'Europe politique, pas de politique étrangère de l'Union...

constitués en simple coordination d'une trentaine de partis mais ils forment un véritable parti en soi, disposant désormais d'un groupe parlementaire unique, qui décide et s'engage. Ce n'est qu'un commencement, mais il faut en passer par là. Et il faut évidemment aussi faire alliance avec la confédération syndicale mondiale puisque existe depuis quelques mois une telle institution à cette échelle (une institution dont la création, malgré son importance, est hélas presque passée inaperçue en France).

Mais force est de dire que les socialistes français ont quelque mal à jouer le jeu fédéral ou confédéral et ont souvent tendance à se figer sur ce que j'appelais tout à l'heure « une politique de la posture ».

D. : C'est donc, si je vous suis bien, par une imprégnation européenne beaucoup plus forte que l'on peut faire évoluer la situation politique française ?

M.R. : Politique ? Non ! Mais dans ses données économiques, technologiques et financières, oui.

D. : Données qui conditionnent néanmoins le politique ?

M.R. : Il paraît ! Mais il n'y a pas pour le moment d'Europe politique, pas de politique étrangère de l'Union, pas de mise en commun des forces militaires (sauf pour des opérations humanitaires). Il faut cependant reconnaître que, tout en laissant dépérir la conception diplomatique et la personnalité morale de l'Europe, nous avons unifié nos pouvoirs en matière de politique commerciale, de politique de la surveillance des marchés, de politique de la concurrence ; nous constituons désormais un bloc unique et nous négocions sous unité de commandement ; c'est incontestablement un progrès !

Le problème un peu irritant toutefois est que la France est la seule parmi les Vingt-sept à parler constamment « d'Europe-puissance » et à s'amuser à vouloir donner des leçons aux États-Unis sur la façon de faire la paix au Proche-Orient ou autres choses du même acabit. Or le reste de l'Europe ne veut pas

de cela. Nous referons une grande politique européenne non pas autour de notre art de maintenir la paix en Afrique ou de l'établir entre l'Inde et le Pakistan mais autour de la défense d'un projet de société que le capitalisme mondial est en train de détruire et qui avait, dans l'ensemble de nos pays, à travers leurs services publics, leur densité syndicale et leur sécurité sociale, des correcteurs tenant mieux debout que ceux des USA.

Les puissances montantes de l'Asie

M.R. : Nous aurions pu engager notre entretien tout à fait autrement. J'aurais pu vous dire : nous n'avons qu'un seul problème, comment faire pour que, dans vingt-cinq ou trente ans, la Chine et l'Inde soient arrivées à trente ou trente-cinq pour cent du marché mondial sans que cela ait provoqué la guerre (ni l'expatriation générale de tous les emplois vers ces pays). Voilà une belle perspective de négociation mondiale – un problème que les Américains ne savent pas traiter (ce qui stupéfie les Chinois : ils ne comprennent pas du tout pourquoi leur réveil, qu'ils veulent pacifique, ne se traduit dans le fonctionnement de la société américaine que par l'accolement au mot « Chine » du mot « menace »). Il y a là pour l'Europe une avenue, un boulevard ! Il faut simplement pour cela que nous redéfinissions le mot « politique étrangère », que nous continuons à ne concevoir que dans la tradition de Metternich ! Question subsidiaire : quand on est américain, à quoi sert d'avoir la force ? On ne fait

pas la paix avec elle. La plus puissante armée du monde est ligotée en Afghanistan et en Irak sans avoir assez de réserves pour faire des guerres ailleurs (ce que l'Iran a parfaitement compris !). La voie d'une négociation pacifique d'un nouvel état du monde – qu'il faut bien établir avec la Chine et l'Inde – s'ouvre désormais devant nous (c'est-à-dire devant l'Europe). Les Français, plus que tout autre peuple, ont toujours rêvé la mutation de la phase nationale à la phase continentale pour gérer le monde comme un équilibre de nations. Un équilibre qui maintenant ne peut plus être qu'intercontinental.

D. : Ce langage ne devrait-il pas conduire à une mobilisation plus large que celle de la seule « gauche traditionnelle française » ?

M.R. : Naturellement ! Il y a une vérité à distinguer la gauche de la droite lorsqu'on oppose le parti du mouvement à ceux qui pensent que tout est très bien comme ça et qu'on n'a donc pas besoin de bouger. Une différence qui s'illustre pays par pays avec un patrimoine sémantique parlé, des mots spécifiques. L'autre élément, c'est la composante charitable, les petits contre les gros...

D. : Cette seconde idée n'est-elle pas un peu dépassée ? La gauche a-t-elle « le monopole du cœur », pour reprendre une expression célèbre ? Et puis, tout en continuant à considérer que la lutte contre les inégalités et l'exclusion est prioritaire, la gauche ne devrait-elle pas songer à mieux répondre aussi aux attentes de ceux qui ne sont pas en situation d'inégalité ou d'exclusion ?

M.R. : Dans les non-exclus, la moitié en gros est quand même menacée à court terme...

D. : Le perçoivent-ils vraiment ?

M.R. : Les comportements électoraux en témoignent : ils sont souvent sécuritaires. Pourquoi les Néerlandais ont-ils dit non au traité européen ? Il n'y avait pas que la crainte de l'immigration dans leurs motivations...

D. : C'est bien la question que j'aimerais vous poser ! Qu'est-ce qui a fait l'élection de notre actuel président de la République ? Est-ce vraiment son programme économique libéral ? N'est-ce pas plutôt un ensemble d'affirmations idéologiques ? Affirmations sécuritaires d'une part mais aussi, au-delà des aspects défensifs, exaltation d'une certaine idée de la France, de « l'identité nationale », etc.

M.R. : C'est tout à fait exact mais redoutable en ce sens que non pertinent : il n'y a pas de discours économique derrière ces mots, on ne sait donc pas ce qu'il va en faire concrètement. La place de ce discours a été creusée par le vide de la pensée et de l'analyse macro-économiques en France, vide auquel le PS a beaucoup contribué !

Quel « supplément d'âme » ?

D. : Mais ne mettez-vous pas quelque chose de plus que l'approche macro-économique derrière le « supplément d'âme » que vous évoquiez récemment dans une tribune libre de *Libération* ? Ne constatons-

nous pas une absence de discours culturel à gauche ? N'avons-nous pas laissé à la droite le privilège de parler seule d'identité alors que la gauche a aussi – ou devrait avoir – des choses à dire à ce propos ?

M.R. : Absolument d'accord ! Mais il faut revenir pour cela à l'histoire du mouvement socialiste. Il est né comme une colère contre la cruauté du capitalisme, qui a immédiatement été sublimée dans un espoir d'une autre société : Robert Owen, les phalanstères, les communautés de travail...

D. : ... les kibboutzim aussi, du moins dans leur forme originelle...

M.R. : Bien sûr et je ne manque jamais de les citer comme l'une des dernières formes de cette utopie. Marx, dans une lettre à Engels, lui dit en substance : « Ouf, j'en ai enfin fini, au bout de vingt-cinq ans avec le capital, je vais pouvoir me consacrer à des choses plus importantes : le pouvoir et l'idéologie ». Et puis il meurt avant d'avoir pu le faire... Les fondateurs du mouvement socialiste (Marx inclus) étaient soucieux de casser à la racine la domination des humains les uns sur les autres à travers l'argent, le fond de l'affaire étant la place que reconnaît la société à ce qui n'est pas marchand. Tout tient en cela. Vous avez d'abord le principe de base qu'est le service public. Vous avez la nécessité absolue de protéger des critères du profit l'éducation, la culture, la santé, la recherche, et vous avez tout le problème du temps et de ce qu'on en fait. Pensons notamment aux doubles dérives qui touchent



le sport et la culture (leur transformation en purs spectacles pour des raisons de profit). Il faut donc revenir une fois encore à la réduction du temps consacré à la production. J'ai toujours tenu bon, pour ma part, sur les trente-cinq heures – sauf qu'on les a mal faites (il fallait éviter toute contrainte administrative...) et surtout qu'on n'a pas tenu en parallèle un discours sur ce qu'on allait pouvoir faire des quatre heures gagnées. Il est temps de prendre en charge ces questions essentielles. C'est ce que le Programme des Nations Unies pour le développement (le PNUD) a commencé pour sa part à faire à l'échelle planétaire en introduisant de façon explicite dans ses critères des « indicateurs de développement humain ». C'est là l'amorce d'une relecture de l'épanouissement des hommes, en dehors de toute dimension monétaire – l'une des clés de la validation du non-marchand. En ce qui me concerne, je pense que la vraie signification du socialisme est plus dans le non-marchand, dans la reconnaissance de l'autre et de sa dignité, que dans le marchand. La seule difficulté,

mais elle est de taille, est de savoir si le politique conserve la capacité d'imposer ses vues en la matière, compte tenu de la réalité du pouvoir des entreprises et des médias.

D. : La possibilité d'une alternance politique ne se jouera-t-elle pas, le moment

venu, sur ces questions plutôt que sur des considérations purement économiques ?

M.R. : Il faut lier les deux. L'avenir est dans le métissage. Il faut le dire et, si on le dit, on est en cohérence avec l'avenir économique du monde. ■

*Propos recueillis par Philippe Lazar
Photos de Jean-François Lévy*

Signes de reconnaissance*

Une canne blanche

Il ne voit rien des choses qui sont

*Prends-le par le bras,
guide-le
dans la foule déserte.*

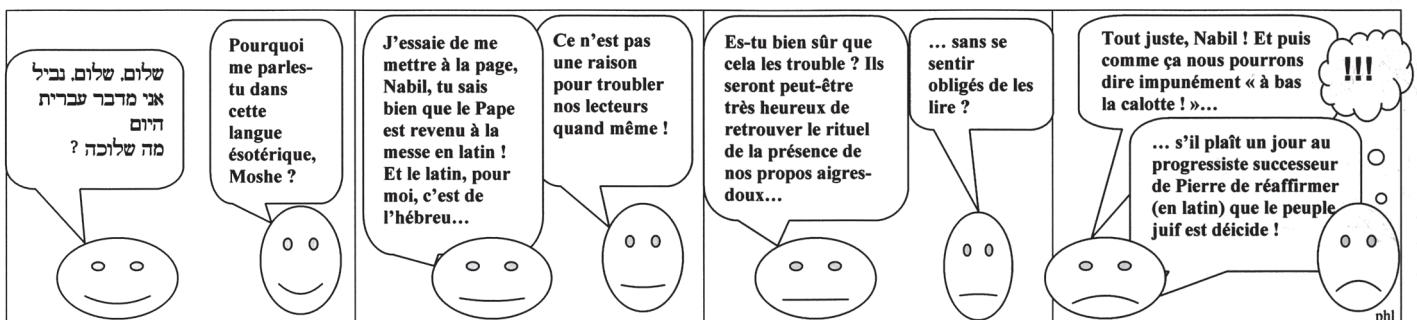
Un brassard noir.

*Il voit encore
le visage qui n'est plus.*

*Non, ne le touche pas, laisse –
qu'il marche tout seul
à deux.*

* Jerzy Ficowski (voir p. 2)

Nabil et Moshe dialoguent...



Juifs et Musulmans dans le regard de la société française et de l'école

Un dossier préparé par Régine Dhoquois-Cohen,
Michel Groulez et Thérèse Spector

I – Les Juifs dans le discours des manuels scolaires

La présence scolaire des Juifs est massive en une seule occasion, l'étude de l'Antiquité, où un « créneau » a *toujours* été réservé aux Hébreux, et aux Hébreux en gloire. Il faut bien noter que cette position n'a jamais été remise en cause à travers d'innombrables réformes de programme.

Le peuple de Dieu

Au départ les textes sur les Hébreux ont été liés de près à l'histoire sainte et la pression culturelle de cette histoire se fait sentir longtemps, très au-delà des livres d'origine confessionnelle. C'est sans doute la trace d'un fait social, d'une familiarité certaine, dont on pourrait trouver d'autres marques en littérature, dans l'opéra, dans le savoir et les parlers quotidiens. Il en ressort une double image : en positif celle du peuple de Dieu, en négatif celle des Juifs d'après la venue de Jésus. En tout cas une distinction où l'histoire et la théologie ont tendance à se mêler. Pour des raisons différentes, religieux et laïques se retrouvent sur l'idée que les Hébreux, mission accomplie, ont fait leur temps. Il est intéressant de ce point de vue d'examiner la

manière dont les récits des uns et des autres font sortir le peuple hébreu de l'histoire, définitivement.

Le rôle de ce peuple est d'avoir été porteur du monothéisme, forme « supérieure » de la spiritualité humaine. Les considérations sur la relative nullité des Juifs en matière d'autres apports ont été un lieu commun de la littérature scolaire. Il est par ailleurs frappant de voir la tonalité des textes montrant les Hébreux entrés dans une longue décadence, passé le *x^e* siècle, avant de disparaître, comme vidés de toute substance. La venue de Jésus attire sur eux un ultime coup de projecteur, par défaut. En cette occasion, les livres confessionnels mettent bien plus lourdement en cause « les Juifs » que ne le font les livres laïques. En revanche, la plupart des textes scolaires affirment ou suggèrent que l'histoire des Juifs n'est qu'une ébauche du « Verus Israël », le christianisme, évident vainqueur historique. Lorsque, dans les années soixante, l'étude des civilisations entre dans les programmes, les sources de l'Occident sont unanimement identifiées dans l'antiquité grecque, romaine, et

chrétienne – quitte à donner un rapide coup de chapeau à l'ancêtre hébreu. La désactivation de ce schéma paraît assez récente.

Les Juifs au Moyen Âge

La naissance de la France, entre le *v^e* et le *x^e* siècle, ne met que très rarement en scène les Juifs, dans le tourbillon des peuples entre les invasions germaniques et les raids normands-hongrois-sarrasins. Il faut attendre le milieu du *xx^e* siècle pour que des manuels – plutôt en géographie – évoquent une réalité juive dans les origines du pays. L'Occident médiéval est présenté comme totalement chrétien. Les Juifs y apparaissent, éventuellement, comme une minorité étonnante, victime d'exactions officielles ou populaires. Si les auteurs républicains laïques de la Troisième République dénoncent volontiers à leur propos un Moyen Âge obscur sous la coupe de l'Eglise, bien des manuels négligent les massacres de Juifs occasionnés par la première croisade, la plupart imputent au seul Philippe le Bel les persécutions anti-juives et presque tous ignorent l'expulsion officielle définitive des Juifs de France.

Le Cercle Gaston-Crémieux et le Manifeste des Libertés ont organisé deux ateliers sur le thème : « *Quel contenu culturel et de civilisation donner aux identités juives et musulmanes ?* » – la question sous-jacente étant : peut-on intervenir auprès de l'Éducation nationale pour que, dans l'enseignement, ces termes aient un contenu autre que culturel ? Après un premier atelier qui a débroussaillé le problème, le second s'est focalisé sur le contenu actuel des manuels scolaires, pour comprendre, au-delà des idées reçues, ce qui est précisément écrit, donné à lire, dessiné ou photographié, à des périodes historiques différentes, sur les Juifs et les Musulmans. Les manuels reflètent en effet l'image de ce que la société, à un moment donné, souhaite faire passer auprès des jeunes. Et, pour mieux comprendre comment ils sont utilisés, nous avons complété ces deux ateliers par des « coups de sonde » auprès de professeurs de cinquième et de terminale.

T.S.



La période la plus récente n'a pas toujours corrigé ces travers, peut-être parce que les récits sont devenus de plus en plus condensés et que l'histoire scolaire s'est acheminée vers l'évocation des grandes forces, des évolutions de longue durée. La plupart du temps dans les manuels de collèges, ces trente dernières années, les Juifs sont signalés d'une phrase parmi les dissidents (hérétiques, lépreux), et d'une autre comme victimes expiatoires des violences des ^{xiv}^e-^{xv}^e siècles. En revanche, il est intéressant de noter

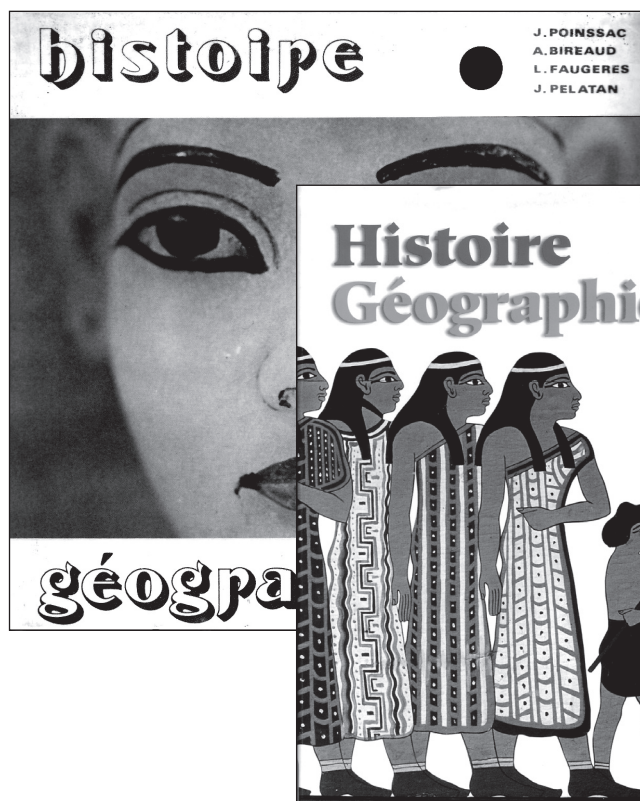
Les stigmates de l'usure

Une entrée possible pour les Juifs dans l'histoire scolaire se trouve dans la vie économique et culturelle, ces deux domaines montrant une évolution inverse. Les Juifs sont, dans les livres du ^{xix}^e siècle et de la première moitié du ^{xx}^e, abondamment cités pour leur rôle de manieurs d'argent. Le thème de l'usurier n'est pas loin, abusivement généralisé par certains auteurs à tous les temps et lieux ; d'autres, prenant la peine d'aller un peu plus loin, de montrer l'utilité de la circulation monétaire, le mécanisme qui pousse les Juifs à faire métier d'argent, la généralisation chez tous les hommes d'affaires des pratiques usuraires. Puis toutes ces remarques tendent à disparaître. Le

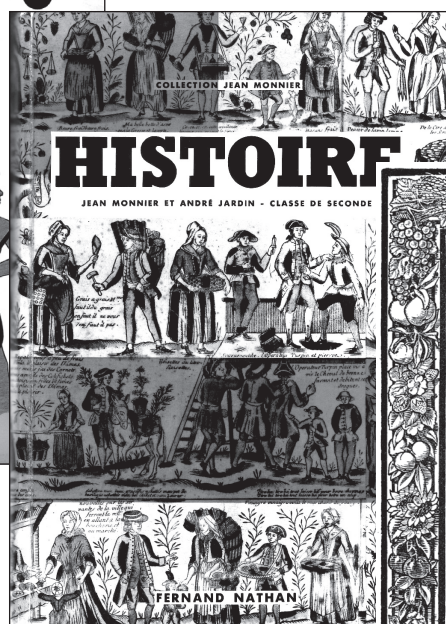
cer la version qui leur consent un rôle positif de lien économique et culturel dans le monde méditerranéen médiéval, ce dans le cadre de réaménagements de programmes, qui ont leur intérêt aussi en ce qui concerne l'image des Musulmans.

L'éclipse

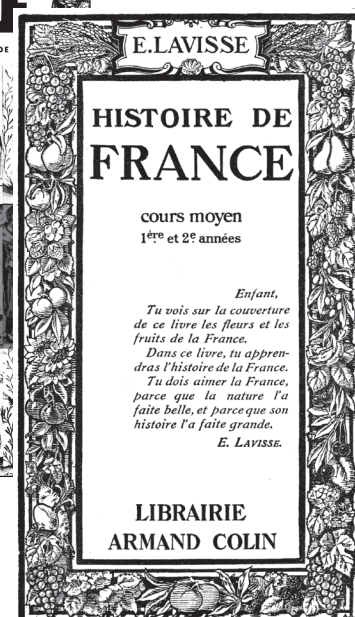
Puis tout s'arrête. Il n'existe aucune mention de Juifs en France pour toute la durée des temps modernes, du ^{xv}^e siècle à la Révolution. Il faut aller au-delà des frontières (au moins du temps où l'on étudiait l'histoire de la plupart des pays) pour en trouver une trace : ainsi peut-on recueillir nombre d'avis sur l'expulsion des Juifs d'Espagne (contrairement aux expulsions de France ou d'Angleterre). On en retiendra deux traits contradictoires : l'expression d'une compréhension envers des vues nationalistes d'homogénéité nationale ibérique au détriment des Juifs et des Musulmans ; inversement la stig-



l'évolution par laquelle le plus révérend des capétiens, Saint Louis (Louis IX), est passé de biographies entièrement édifiantes à des relations plus contrastées, en particulier du fait de sa dureté envers les Juifs.



complexe de Shylock s'évanouit. Ainsi, dans les deux dernières décennies du ^{xx}^e siècle, les Juifs voient renfor-



matiation de l'Espagne intolérante, punie pour cela (l'expulsion des Juifs, c'est la ruine annoncée de l'économie espagnole). Le premier serait d'origine catholique, le second d'origine huguenote, mais ils tendent tous deux à accréditer l'image d'une catégorie juive foncièrement « étrangère ». Autre fenêtre, en sens inverse, le refuge des Provinces Unies, les Juifs d'Amsterdam et Spinoza. La Mitteleuropa participe aussi à l'idée d'un monde juif, particulièrement en Pologne : y transparait l'image de Juifs totalement étrangers à cette terre, participant avec d'autres (Allemands, Russes) à une Pologne trop peu « nationale », et pour cela promise à tous les malheurs. Mais les programmes, depuis plusieurs décennies, ont abandonné ce genre d'études particulières, conservant cependant les empires multinationaux de Russie et d'Autriche ; c'est l'occasion de quelques mentions, où les Juifs – contrairement à ce qui est en usage pour l'Occident – apparaissent vraiment comme un peuple, particulièrement maltraité dans la Russie des tsars. Par ce biais, apparaît le *Juif de l'Est*, pauvre, arriéré et candidat à l'émigration : nouvelle image, nouvelles problématiques. Image pas tout à fait innocente : on en connaît le poids dans la volonté de *re-extranéiser* des Juifs de France, à la fin du XIX^e siècle, et la crainte qu'en ressentent ces derniers. Notons que bien des livres de classe ont eu tendance à voir dans les grands mouvements migratoires en direction de l'Amérique les Juifs comme une population « difficilement assimilable » à tout *melting pot*.

Mais, dira-t-on, et la Révolution ? De façon surprenante, on trouve peu de choses à ce propos. Une demi-phrase suffit souvent à signaler l'émancipation des Juifs, groupe minuscule emporté dans le torrent libérateur. La Révolution a eu lieu pour tout le monde ! Par la suite, les « affaires religieuses » se trouvent essentiellement centrées sur les catholiques et très accessoirement sur les autres – avec, parfois, un éventuel développement sur le règlement napoléonien du cas des Juifs.

L'avènement de la nation civique après 89 achève d'ouvrir la voie à un mode républicain d'écriture de l'histoire, où les citoyens de confession israélite n'ont pas à être différenciés, sous quelque « image » que ce soit. Notons que cette façon de faire est particulièrement mal à l'aise face à un antisémitisme français ; ainsi est-elle parfois embarrassée quand il lui faut aborder l'affaire Dreyfus (même si quelques bons auteurs, tel Isaac, ont su précocement en exposer les ressorts), très timorée sur la France des années trente et particulièrement sur celle du Front populaire.

La Seconde Guerre mondiale

L'histoire des Français doit encore passer par le récit d'épreuves nationales dramatiques. Il faudrait étudier en détail la façon dont les manuels scolaires présentent l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, mais ce n'est pas ici le cœur de notre propos. Ce que l'on peut toutefois souligner, c'est une modification décisive du

regard porté sur les Juifs, ceux d'ailleurs et ceux de France, ceux du présent et ceux du passé, à la faveur, si l'on ose ainsi dire, de l'histoire de cette guerre. Seulement cela n'a rien d'immédiat, pour des raisons dont on pourra discuter. Les premiers textes scolaires, à l'unisson de la nation, sont dans une tonalité très convenue, unanimiste et patriotique. Il va falloir que l'histoire de la Seconde Guerre mondiale entre dans les programmes (1962), qu'on y fasse une place élargie aux éléments non militaires, que l'on quitte le domaine de l'effroi et de la sidération pour apprendre à mieux connaître le système nazi, qu'on distingue de mieux en mieux la validité d'une spécificité juive dans l'histoire de cette guerre, qu'on approfondisse finalement la part autonome de l'État de Vichy dans la persécution.

Il ne fait pas de doute que la séquence « Seconde Guerre mondiale » a introduit un changement quant à l'image des Juifs dans l'histoire nationale. Indirectement, par évolution, lente mais réelle, de l'esprit public (l'émergence d'une conscience profonde du génocide, le tournant officiel de l'Église). Directement, par la réévaluation des textes scolaires sur l'ensemble de l'histoire des Juifs : déchristianisation accentuée de l'histoire antique, mise en évidence d'une histoire longue du peuple juif, affirmation d'une spiritualité et d'une culture bien vivantes. Fait significatif, on voit combien dans certains livres d'après 1945 l'accent est mis sur les spécificités de ce monde juif de Mitteleuropa, justement au moment où il vient d'être

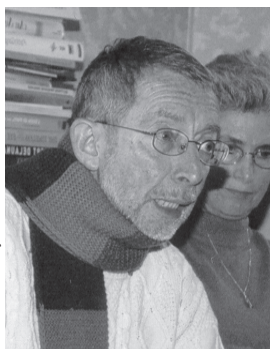


Photo J.-F. Lévy

Michel Groulez

détruit. On note que le judaïsme trouve une place *naturelle* parmi les croyances religieuses en usage en Europe – cf., dans une autre sphère, les mouvements nationalistes. En même temps les traces d'affirmations désobligeantes, comme sur l'usure juive, disparaissent. Et, fait très remarquable, les textes scolaires construisent une histoire des circonstances de la Shoah, jusqu'à finalement « transférer les Juifs des marges au centre », selon la formule de Renée Poznanski¹.

Et désormais ?

Ce sont des réaménagements fondamentaux : ils poussent à une vision respectueuse et intégratrice. On en devine les revers : essentiellement, à côté de mentions très modestes, une double particularisation des « Juifs » (personnages instantanément et globalement définis) comme communauté religieuse et comme victimes d'un malheur hors du commun, avant d'être dilués dans la diversité française où on ne les aperçoit plus depuis 1945. Est-ce en tous points une image satisfaisante ? Elle nous invite à réfléchir sur cette histoire nationale, dans laquelle les minorités n'ont jamais obtenu de reconnaissance que par le biais de terribles épreuves, de ces « fratricides rassurants » dont parle Benedict Anderson² à propos de Renan. Ce qui soulève bien des questions.

Michel Groulez

¹ « Vichy et les Juifs. Des marges de l'histoire au cœur de son écriture », in Jean Pierre Azéma et François Bédarida (eds), *Le régime de Vichy et les Français*, Fayard, Paris, 1992, p. 57-65.

Extraits de la discussion qui a prolongé la présentation de Michel Groulez

Thérèse Spector : Si les Juifs ont été décrits à la fois d'une manière spirituelle et culturelle, le sont-ils aussi d'une manière culturelle ?

Michel Groulez : Ce renversement existe mais il ne se traduit pas par une abondance de textes... Pour ce qui est du fait religieux, de sérieux efforts ont été faits – en textes et en images – pour sortir l'histoire des Juifs du créneau antique. Cette histoire est inscrite dans une continuité et une actualité, en termes sensibles et respectueux. Quant au fait culturel, il tend à faire apparaître quelque chose qui a perduré en dépit de tout, en dépit des frontières nationales. Je pense par exemple à la mise en avant de grands personnages – faut-il dire « juifs » ? – tels Kafka, Einstein, Freud, Salk, Buber. Avec d'amusantes difficultés d'exposition. Kafka est-il juif ? Est-il tchèque ? On hésite : « écrivain tchèque de langue allemande » à un endroit, « d'origine juive » à un autre...

Élise Marienstras : Vous prenez appui sur des livres scolaires du primaire, du collège et du lycée, mais aussi sur des livres confessionnels. Les avez-vous mis sur le même plan ?

M.G. : Du point de vue du dépouillement, oui. Mais, qualitativement, non. Je me suis dit qu'il était important d'intégrer les livres d'origine confessionnelle (je veux dire

des éditions catholiques) dans mes références. C'est une source complètement tarie aujourd'hui. Les derniers livres confessionnels que j'ai lus sont de 1971 et visiblement, à cette époque, leur audience était déjà très limitée. Aujourd'hui les établissements privés, y compris confessionnels, utilisent les bouquins de tout le monde. Mais pendant un long moment il n'en a pas été ainsi et tout particulièrement à la fin du XIX^e siècle : je pouvais difficilement me priver de cette information, l'enseignement confessionnel était très présent dans le secondaire (le secondaire, ça ne faisait pas grand monde – mais c'était l'élite future de la nation !). J'ai donc utilisé les livres confessionnels. Ils sont très intéressants, parce qu'ils sont les seuls à afficher benoîtement un antijudaïsme traditionnel et cela donne des résultats assez corsés quelquefois. Une version qui mérite d'être connue...

Philippe Lazar : Vous évoquez la disparition temporaire des Juifs dans l'histoire, disons entre le Moyen Âge et le XIX^e siècle. Cette éclipse est-elle spécifique ? Parle-t-on encore à la même période d'autres peuples ? Ne s'agit-il pas du refus national de prendre acte de la composition complexe de ce pays ?

M.G. : Tous les manuels se rejoignent pour fondre les populations dans la nation France, posée a priori une fois pour toutes. Donc, il n'existe pas « d'autres » peuples. L'apparition, malgré tout, d'un groupe particulier dans le récit national

² *L'Imaginaire national, réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte & Syros, Paris 2002, p. 200.

signale un problème important. Il peut s'agir d'une dissidence marquée, religieuse ou politique, à l'origine d'une rupture violente (guerre civile, persécution) avec l'idéal national inclus dans l'histoire française : tel est par exemple le cas pour les Huguenots ou les Vendéens. Les Juifs sont là, eux, comme religion ; cela correspond tout à fait au conformisme de l'histoire républicaine : ils sont juifs, certainement, mais dans la sphère privée ; dans la sphère publique ce sont des citoyens.

P.L. : Est-ce que d'autres peuples n'ont pas, eux aussi, complètement disparu ?

M.G. : Je reprendrai ce que Morvan Lebesque avait écrit à propos des Bretons : selon lui, l'histoire de France parle éventuellement des peuples jusqu'au moment où ils sont absorbés par la dynastie capétienne. Et ensuite, il n'en

est plus question du tout. J'ajouterai que bien des récits de l'histoire de France fonctionnent sous le régime du partage de Verdun (843) entre les petits-fils de Charlemagne. La partie occidentale, la *Francia occidentalis*, nous intéresse beaucoup parce que nous y voyons, un peu prématurément à mon sens, la France. Il y a ensuite l'explosion féodale : le roi dit de France ne gouverne jamais qu'à peu près l'Île de France. Tout se passe alors comme si les rois de France conquérants allaient collecter des territoires leur étant promis, leur appartenant de toute éternité. Lorsque le roi de France prend l'Artois, le Roussillon, qu'il *recupère* tous ces territoires du Sud et du Nord, il rentre chez lui ! Ces peuples-là ne sont pas des étrangers, ce sont des gens « à nous », donc pourquoi en parler spécialement ? Et pourtant il n'est pas interdit de célébrer de diverses

manières la diversité française. Car si l'histoire française est unitariste, en même temps on aime bien la diversité. Il n'est pas mauvais qu'il y ait des Poitevins, des Provençaux, et il faut que cette diversité soit célébrée, comme une positivité absolue, mais qu'en même temps on reste ancré dans l'unitaire. Si vous prenez par exemple le célèbre *Tour de la France par deux enfants*, pilier de l'imagerie Troisième République, on y célèbre la diversité. Chaque région y a sa particularité, sa spécialité, ses qualités, ses grands hommes. La diversité est célébrée, mais la France, elle, demeure une réalité nationale englobante. La diversité n'est acceptée que dans la mesure où elle renforce le sentiment national unitaire. Et en tout cela les Juifs n'ont pas beaucoup de place : il n'y a pas de région juive, il n'y a pas de grands hommes juifs dans le lot...



Photo J.-E. Lévy

Thérèse Spector

II – La place et le rôle des manuels de français

La principale question dont nous sommes partis est la suivante : des textes d'auteurs considérés comme relevant de la culture juive ou musulmane figurent-ils en tant que tels dans les manuels de français, permettant le cas échéant à certains des élèves de mieux connaître des aspects de la culture de leurs

« pays d'origine » ? Nous n'avons toutefois pas cherché, comme en particulier Clara Lévy³, à traiter des « écritures de l'identité ». Nous avons même décidé de ne pas inclure à ce stade d'auteurs juifs dans notre étude pour nous concentrer prioritairement sur les auteurs maghrébins ou africains musulmans et simplement nous demander si certains d'entre eux au moins figuraient dans les programmes officiels des collèges et des lycées⁴.

⁴ Les quatre manuels utilisés sont ceux de Nathan, 2006 (classe de 5^e), Bordas, 2006 (classes de 3^e et de seconde), Bréal, 2001 (classe de première).

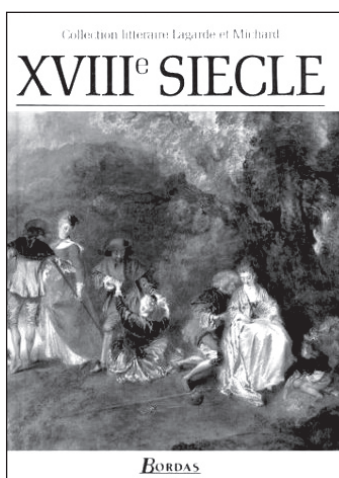
En fait, le seul auteur français cité est Azouz Begag (*Le gone du Chaâba*), dans le manuel de troisième (dans la séquence *Récits de vie*). Il figure aux côtés de Primo Levi (*Si c'est un homme*), de Wladyslaw Spilman (*Le pianiste*), de Cavanna (*Les rituels*) et de Driss Chraïbi, un écrivain marocain né en 1926. Un extrait du livre de ce dernier intitulé *Les boucs* (1955) s'inscrit dans la séquence *Paroles de dominés* dans le manuel de seconde. Il y côtoie des textes de Simone de Beauvoir, d'Annie Ernaux, de Jules Vallès, d'Émile Zola, du peintre noir américain Basquiat (qui a commencé sa

Thérèse Spector, dans l'introduction de ce dossier, dit pourquoi nous avons choisi de commencer cette recherche par la « parole officielle » que représentent les manuels scolaires et notamment les manuels d'histoire. Il nous a paru judicieux d'étendre notre enquête aux manuels de français.
R. D.-C.

³ Dans *Écritures de l'identité. Les écrivains juifs après la Shoah*, Paris, PUF, 1998, elle tente d'établir un lien entre la judéité et l'écriture chez les écrivains français se déclarant juifs et elle examine à ce titre les œuvres d'Elie Wiesel, de Georges Perec, d'Albert Memmi, d'André Schwartz Bart, d'Albert Cohen, de Romain Gary et d'Edmond Jabès.



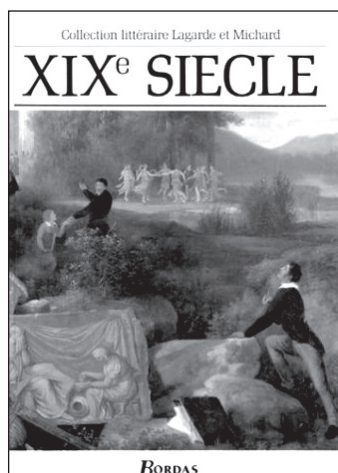
prestigieuse et courte carrière par des tags), d'Aimé Césaire et enfin d'Ahmadou Kourouma, écrivain ivoirien. Ainsi, colonisés, femmes, ouvriers, afro-américains se retrouvent-ils dans cette même catégorie des « dominés ». Ce qui frappe au premier abord, dans ce rapide bilan, pour reprendre les termes d'Anissa Bouayed⁵, c'est la vacuité ! La quasi-absence, jusqu'à présent, d'auteurs



francophones appartenant notamment aux pays anciennement colonisés par la France, pourrait dès lors conduire à une conclusion simple : les auteurs des programmes scolaires n'ont pas encore pris la mesure de la diversité culturelle dans ce pays et, à l'image de la société française, les manuels ne s'intéressent que très parcimonieusement aux littératures francophones du Maghreb ou de l'Afrique subsaharienne.

Deux éléments viennent cependant quelque peu tempérer cette conclusion trop lapidaire. Le premier est en

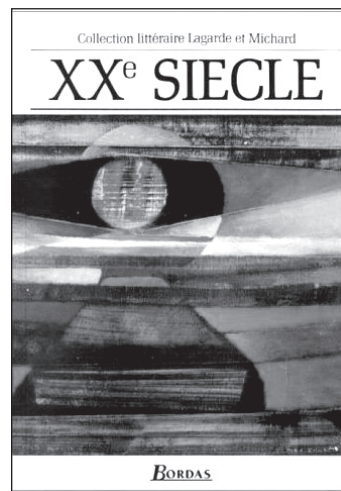
partie la conséquence de la réforme de 1996 – très controversée – de l'enseignement de la littérature. Celui-ci a en effet été remplacé par un enseignement du français, qui permet d'aborder dans le même manuel l'explication de texte, l'orthographe, la rédaction et la découverte de la syntaxe. Par ce « décloisonnement »,



les auteurs de la réforme entendaient « sortir de la connivence culturelle » et « s'adapter aux nouveaux publics ». Dans les nouveaux manuels, les textes sont là non plus pour leur valeur littéraire mais pour témoigner de leur appartenance à un type ou à un genre, comme « les récits de vie » ou « le genre épistolaire ». Toutefois la construction de ces manuels, en faisant disparaître la chronologie et en ne se limitant plus à la littérature française, a introduit dans l'enseignement une certaine diversité culturelle : Shakespeare, Tolkien, William Golding, Hemingway, Gogol, Italo Calvino, Kafka, Sophocle, Goldoni, Brecht, Senghor, Roald Dahl et Chester Himes y ont fait une entrée remarquée. Ils permettent une approche de la littérature moins élitiste et moins franco-française en-

core que sans doute trop européocentrée.

Le deuxième élément positif est un début de prise de conscience du Ministère de l'Éducation nationale sur la nécessité d'ouvrir les programmes de français à



l'espace francophone, notamment en seconde. Dans le B.O. du 12 Juillet 2001 figure en effet une liste de romanciers pouvant être étudiés au lycée : Amadou Hampâté Bâ (Mali), Tahar Ben Jelloun (Maroc), Driss Chraïbi (Maroc), Birago Diop (Sénégal), Mouloud Feraoun (Algérie), Kateb Yacine (Algérie), Camara Laye (Guinée). Et enfin, en 2002 et 2003, le Ministère a instauré une semaine de la francophonie dans les établissements scolaires français.

Toute une série de questions se posent à partir de ces constats. Évoquons brièvement certaines d'entre elles.

- Doit-on privilégier, dans le choix des auteurs, ceux qui sont originaires de pays anciennement colonisés par la France au prétexte que beaucoup d'élèves sont origi-



Régine Dhoquois-Cohen

⁵ Anissa Bouayed : *Le monde arabe : mots et images dans les manuels scolaires de la France laïque* (www.islamlaicite.org).

naires de ces pays ? Peut-on estimer que la connaissance du patrimoine culturel de leur pays d'origine ou de celui de leurs parents leur permettrait de mieux « dépasser leurs blessures narcissiques » ? Cette question est directement évoquée dans l'entretien qui suit avec deux professeurs exerçant dans des lycées professionnels de la Seine-Saint-Denis. Si ce choix était poussé à l'extrême, ne risquerait-on pas de renforcer les replis identitaires ?

● Doit-on entrer dans une nouvelle phase de l'appren-

tissage de la littérature, celle que Michel Le Bris nomme la *Littérature Monde* ? Et devrait-on alors se limiter à la francophonie ? Les enfants, issus de vagues d'immigration plus anciennes, en provenance de pays non colonisés (Polonais, Italiens, Portugais, Espagnols...), ne devraient-ils pas avoir l'occasion de faire connaissance avec la littérature de leur pays d'origine ? Mais ne doit-on pas néanmoins garder une place privilégiée à la littérature française dans des manuels de français destinés à des enfants vivant en France ?

● Le véritable problème rencontré par tous les enseignants de français est l'absence de désir de lire. Celui-ci ne se décrète pas. Dans ces conditions, ne vaut-il pas mieux se concentrer sur quelques grands textes universels qui donnent envie de découvrir d'autres auteurs ? La littérature est une déconstruction du réel. Ne doit-elle pas transcender les identités, refuser tout enfermement, tout repli sur soi et sur ses racines ?

Régine Dhoquois-Cohen

III – Entretien avec deux enseignants d'un lycée professionnel

Des manuels informatifs mais aseptisés

Michel Groulez : Dans un premier temps de notre réflexion, nous nous sommes intéressés à un moyen, une trace : les manuels scolaires. Mais nous ne savons pas véritablement ce qui se passe aujourd'hui dans une salle de classe. Les manuels sont un vecteur – imparfait même s'ils en sont le reflet – des programmes officiels : comment les professeurs les utilisent-ils ?

G.F. : Nous les utilisons pour avoir des données factuelles, des chiffres. Après il faut en sortir. Ils collent aux faits mais ils sont aseptisés. Et il ne faut pas oublier que nos élèves sont informés par beaucoup d'autres sources : le câble, la télévision (*Al Jazeera* entre autres), Internet, etc.

A.F. : Je veux juste dire un mot sur l'image des musulmans dans les manuels. Le plus souvent on les voit en train de prier, parfois dans une mosquée, le plus souvent dans la rue. Par contre, pour les juifs et les chrétiens, il y a une multitude d'images. La représentation majoritaire des musulmans dans les manuels est univoque. Et il faut savoir que nos élèves regardent en premier lieu l'iconographie...

G.F. : Il y a cependant dans les manuels une certaine volonté d'œcuménisme. On y voit souvent ensemble un prêtre, un rabbin et un imam.

Thérèse Spector : Est-il néanmoins possible d'avoir, à travers les manuels, une image autre que religieuse du fait juif et du fait musulman ?

A.F. : Nos élèves musulmans ne vivent l'Islam que sur un

plan religieux. Leur vie est ponctuée par les rites religieux. Je ne connais pas d'élèves qui s'intéressent par exemple aux écrivains maghrébins francophones. D'ailleurs, dans les manuels, les aspects culturels de l'Islam ne sont pas traités (je parle ici des manuels de première des lycées professionnels, qui comportent depuis environ sept ans une partie portant sur « le fait religieux »).

G.F. : J'ai la même expérience. Les élèves ont hérité des pratiques traditionnelles transmises par leurs parents. Ils les respectent. Il peut y avoir (mais c'est rarissime) des élèves « militants identitaires » (comme cette jeune fille qui se sentait ostracisée en France et qui estimait que la France n'était pas un pays laïque parce que les cloches des églises appelaient à la messe...). Par contre, certains d'entre eux sont disposés à apprendre des choses

Nous avons demandé à deux anciens étudiants en histoire de Paris VII, qui enseignent depuis quinze ans dans des lycées professionnels du « 9-3 » (la Seine-Saint-Denis), de nous faire part de leur expérience depuis l'introduction dans les programmes de première d'une séquence sur « le fait religieux ». Leur devoir de réserve les conduit à apparaître dans ce compte rendu de débat sous leurs seules initiales, A.F. et G.F.



sur d'autres religions, l'hindouisme par exemple. Je leur ai ainsi parlé des Druzes libanais. Certains ont été choqués que ceux-ci acceptent que le Prophète puisse être représenté. Mon but est de les aider à réfléchir sur le fait qu'il y a des musulmans et différentes interprétations de la religion musulmane. La religion musulmane est pour eux un facteur identitaire très fort. Pour moi, le seul moyen de les ébranler, c'est de leur parler des musulmans indonésiens, ce qui me permet d'aborder la diversité des musulmans. Ensuite, je peux essayer de les faire accéder à l'Histoire, de leur montrer que rien n'est monolithique.

A.F. : Moi, je travaille surtout sur les « basiques » : les juifs ont inventé le Dieu unique, une notion qui pose problème aux élèves. Je leur parle des rites, de la circoncision, de la nourriture *cacher*, de la viande *hallal* comme des manières de « civiliser ».

Et à partir de là nous abordons le problème du fondamentalisme musulman et de l'antisémitisme, que je m'efforce pour ma part de dépolitiser.

G.F. : Il ne faut pas être angélique. Il y a parfois – très rarement il est vrai – des réactions antisémites. L'un de ces incidents dans mon lycée s'est terminé par une exclusion. À ce propos je voudrais raconter une anecdote. Une collègue d'origine marocaine, partant du pré-supposé (à mon avis faux) que « notre communauté est antisémite », fait tous les ans avec ses élèves un voyage à Auschwitz. J'ai eu l'une de ses classes une année après elle. Quand j'ai évoqué la Shoah, ils ne voulaient absolument plus en entendre parler. Ils avaient l'impression qu'on voulait essentiellement les culpabiliser. Elle avait obtenu l'effet exactement inverse de ce qu'elle attendait...

Une quête émotionnelle d'identité

G.F. : Nos élèves nous demandent à nous aussi de mettre notre identité sur la table et nous y renvoyent sans cesse. Ils savent que je suis d'origine espagnole et que ma femme est d'origine tunisienne : musulmane, croyante, mais non pratiquante, très attachée à la laïcité. Entre eux, ils ont leurs codes, les codes « banlieue » : juifs, musulmans, chrétiens ; à partir du moment où ils ont ces codes, il n'y a pas de problèmes entre eux. Par contre l'athéisme leur cause un vrai souci. Ils admettent mal que certains professeurs maghrébins ne fassent pas le ramadan. Pour eux l'identité se construit à partir d'une religion monothéiste.

A.F. : Moi je leur dis franchement que je suis athée. Mais en quinze ans d'enseignement, je n'ai jamais eu un seul élève qui se soit défini comme tel ! En fait, j'aime beaucoup enseigner sur le fait religieux. Beaucoup de mes collègues zappent cette partie du programme, soit par peur soit parce qu'ils s'en désintéressent vraiment ; disons-le, en bons laïcards. Mais il y a incontestablement une attente des élèves.

G.F. : Il faut dire que, dans le 9-3, la grosse majorité de nos élèves est originaire d'Afrique du Nord ou subsaharienne et que, pour une bonne partie d'entre eux, ils sont musulmans. Certains se sentent rejetés lorsque l'on aborde le thème de l'athéisme ; pour quelques-uns, l'idée même de ne pas croire en Dieu est absurde, incompréhensible voire inconcevable.



Une classe de lycée professionnel... en 1922 (Lycée Rascol, Albi)

Régine Dhoquois-Cohen : L'enseignement de la laïcité fait partie du programme. Comment en parlez-vous et comment réagissent-ils ?

G.F. : Les manuels parlent de la laïcité comme impliquant la séparation de l'École et des Églises, dans le respect de l'identité privée de chacun. Nombre d'élèves estiment toutefois, lorsqu'on aborde ce chapitre, que certaines religions sont plus respectées que d'autres sur le territoire français ; en d'autres termes qu'il y a une théorie de la laïcité et une pratique bien différente. Ils réagissent vivement car ils pensent que l'Islam est moins bien traité que d'autres religions. Et ils sont souvent plus ou moins consciemment dans une logique de concurrence victimaire : ces jeunes fonctionnent à l'affect, en liaison avec leur identité. Il faut tenter d'apaiser la charge émotionnelle de tous ces problèmes. Ce n'est qu'après seulement qu'on peut aborder sereinement l'Histoire.

M.G. : Quand je compare votre expérience à celle qui fut la mienne d'enseignant dans un collège, je suis étonné par la différence. Il était alors difficile de repérer la religion des élèves. À l'époque, ils ne se réclamaient de rien. Peu d'élèves ou même de professeurs connaissaient vraiment la différence entre un catholique, un protestant ou un orthodoxe. Beaucoup de professeurs disaient qu'ils n'avaient pas été formés pour cet enseignement-là.

G.F. : Le fait d'être devenus bivalents, c'est-à-dire d'enseigner deux matières (dans mon cas l'histoire et la littérature), m'a beaucoup aidé.

Par exemple, j'aborde conjointement l'idée du bouc émissaire et des moutons de Panurge pour essayer de désamorcer les conflits. Mais à la différence de la plupart de nos collègues, A.F. et moi avons bénéficié à Paris VII d'enseignements sur l'histoire des civilisations, et cela nous a été extrêmement utile.

T.S. : Comment passe-t-on du fait religieux aux civilisations ?

G.F. : Mais, de quelque manière que nous nous y prenions, les élèves reviennent toujours à l'identité religieuse !

Cultes et cultures

R.D.-C. : Je reviens encore pour ma part à la différence entre le culturel et le cultuel. Par le biais de la littérature, est ce que vous parvenez à sortir un peu de la religion ?

A.F. : Les programmes nous le permettent mais en réalité nous ne le faisons pas. Nous ne possédons aucun manuel de littérature qui aille dans ce sens. Tous restent dans un univers très européocentré. C'est pour cela que je ressens l'introduction du fait religieux dans les programmes de première comme une porte d'ouverture vers d'autres mondes.

M.G. : L'histoire des civilisations a été introduite dans les programmes entre 1962 et 1982, couvrant d'abord le monde entier. Cela a évidemment posé aux enseignants des problèmes difficiles de gestion du temps. S'agissant du monde musulman, il y avait une tradition de révérence, à condition de se cantonner à l'Islam clas-

sique ; mais aussi des questionnements à la limite du racisme, du genre : « Pourquoi l'Islam a-t-il été incapable de passer à la civilisation moderne » ?

R.D.-C. : Si l'on vous comprend bien, G.F. et A.F., l'introduction de l'enseignement du fait religieux dans les programmes de première a constitué une réelle ouverture ?

A.F. : Pas pour tous les professeurs. Mais pour nous oui, indubitablement. Il y a une excellente réception de cet enseignement par les élèves. Quand on parle de ces questions, le silence règne ! La naissance de la classe ouvrière au XIX^e siècle en revanche, ça ne leur parle pas du tout : ils rejettent tout ce qui a trait à la mémoire de leurs parents.

G.F. : Nous avons une douzaine de nationalités dans nos classes. Les élèves sont demandeurs de l'histoire de l'Afrique. Cela apaiserait leurs problèmes identitaires, leur permettrait de les dépasser. Nos élèves sont trop ancrés dans des blessures narcissiques. Ils sont mal dans leur peau.

R.D.-C. : L'un des buts de l'enseignement ne serait-il pas néanmoins de sortir complètement de cette problématique identitaire exclusivement religieuse ? Il y a eu en France, au cours du XX^e siècle, plusieurs vagues d'immigration. Les Polonais, les Italiens, les Espagnols, les Portugais font partie de l'histoire de ce pays. Que deviennent-ils dans tout cela ?

G.F. : Nous partons de ce que sont aujourd'hui les élèves,



de leurs blessures narcissiques identitaires ; on tente de colmater les brèches, de cheminer un moment avec eux. Ils ont un énorme besoin de reconnaissance. Ils ont besoin que l'on reconnaisse « leurs blessures historiques ». Je fais bien sûr ici référence à des thèmes comme la colonisation, l'esclavage, les guerres, etc.

T.S. : Mais on peut avoir une identité autre que victimaire !

G.F. : Est-ce qu'on peut construire une maison en commençant par le toit ?

A.F. : Je pense que cet enfermement identitaire va peu à peu s'effacer avec la multi-

plication des couples mixtes et donc la reconnaissance de la culture de l'autre. Quant aux Polonais, Espagnols, etc., ils étaient chrétiens et ils n'avaient pas été colonisés, c'est une différence énorme avec la situation de nos élèves. Pour moi, la seule médiation possible, c'est de reconnaître les blessures. Les manuels scolaires ont pour objectif l'intégration, l'assimilation... mais on n'y aborde pas les problèmes qui fâchent : l'esclavage, le colonialisme... tout ce qui permettrait de soigner les blessures. Je suis d'accord avec le fait que cette reconnaissance ne doit pas enclencher un processus de concurrence victimaire mais il me paraît indispensable de tenir

compte du besoin des uns et des autres d'être reconnus dans leurs souffrances.

G.F. : Nous sommes au cœur des zones urbaines sensibles, là où il y a eu les émeutes en 2005. Dans mon lycée, 65% des élèves sont pauvres, leurs parents sont au RMI ou au SMIC. De janvier à avril il y a eu une vingtaine de conseils de discipline. Nous avons affaire à un public plus ou moins analphabète qui ne connaît pas sa propre histoire, qui se rattache à une souffrance en partie imaginaire. Mais c'est avec eux et pour eux que nous travaillons.

**Propos retranscrits par
Régine Dhoquois-Cohen**

Le texte ci-contre synthétise deux réunions tenues sur l'image de l'Islam et du monde musulman dans les manuels scolaires d'histoire avec sept enseignants de collège en Essonne. Ils sont eux aussi désignés par leurs seuls prénoms par respect de leur devoir de réserve : Anne-Sophie, Jacky, Gaétan, Marie Hélène, Magali, Gilles, Michel.

IV – Entretien avec sept enseignants d'un collège

Comment les programmes actuels sont-ils reçus ?

Les programmes scolaires ont toujours fait une part non négligeable à l'Islam. Au projet, déjà relativement ancien, de faire connaître les grandes civilisations de l'histoire du monde, s'ajoute depuis quelques années le souci de dispenser un minimum de connaissances sur les grandes religions de l'humanité parce que les nouvelles générations les côtoient et n'en savent pas grand-chose.

Les réactions des élèves, les musulmans comme les autres, sont à cet égard éclairantes. Les élèves musulmans se montrent peut-être moins indifférents que les autres. Dès qu'il y a des musulmans en cause, un sentiment d'appartenance et

d'identification tend à se manifester : une sorte de fierté des élèves quant à leur origine (turque, marocaine, pakistanaise...), parfois un nationalisme vécu de loin (inspiré par la puissance nucléaire du Pakistan par exemple). Cela ne veut pas dire que lesdits élèves aient beaucoup de connaissances. On dérive vite vers des avis personnels ou de la famille, sans plus, qu'il y a nécessité de recadrer. Il est loin d'être facile de leur faire admettre, à eux, croyants, des choses qu'on ne leur a pas dites à la maison...

À l'égard des « autres », les connaissances sont fragmentaires, les réactions sommaires. Cependant, il peut y avoir de la curiosité, lorsqu'ils s'aperçoivent qu'il y a des ressemblances : ainsi Abraham et le sacrifice du

bélier avec l'Aïd. Les réactions sont plus vives quand on parle d'Israël. L'Israël d'aujourd'hui, bien sûr, mais la relation est parfois faite, en sixième, à propos de l'Israël antique. Les élèves font un rapprochement avec l'actualité. La Palestine, pour eux, ce n'est pas celle de jadis, c'est celle des Palestiniens d'aujourd'hui, avec toutes les images qu'ils reçoivent et qu'ils connaissent, ce qu'ils entendent dire chez eux et à la télévision.

Avez-vous repéré, dans le cadre de la présentation de l'Islam, en 5^e, des choses qui vous seraient apparues comme des approximations, voire de grossières erreurs ?

On a certes pu repérer des inexactitudes, des légèretés. Il faut cependant

reconnaître que c'est le cas pour n'importe quel sujet. Les religieux de tout bord n'ont jamais été très contents de ce que raconte l'école laïque, mais il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'une instruction religieuse, mais bien d'une présentation des *faits religieux*, non destinée aux seuls croyants. À noter que cette présentation est de plus en plus simplifiée dans les manuels et, dans des textes ultra-simples, chaque mot choisi pèse de façon disproportionnée : à force de simplifier, on en arrive à des énoncés sans nuances ! Un problème, qui ne concerne pas que l'Islam, vient aussi de ce que certains textes ne prennent pas assez de recul vis-à-vis du sujet traité. Voilà, nous apprend-on par exemple dans un manuel, « *qu'un jour l'ange Gabriel lui apparaît et lui annonce qu'il est le nouveau prophète d'Allah* » : c'est un peu gênant, on est là dans la religion pure, plus du tout dans le récit historique ! Or nous ne sommes vraiment pas là pour entériner des croyances avancées comme vérités historiques...

Avez-vous repéré des phrases, des manières de dire, maladroites, un ton dévalorisant, méprisant ?

Non, ce serait plutôt l'inverse... On parle de la civilisation d'une manière très positive. Au point que c'est l'Occident qui est présenté comme rétrograde. Sur les arts et les sciences, aucune commune mesure. Les musulmans ont beaucoup appris à l'Occident, personne ne peut s'y tromper. En tout cas jusqu'au ^x^e siècle. Sur cette partie de l'histoire, c'est un incomparable

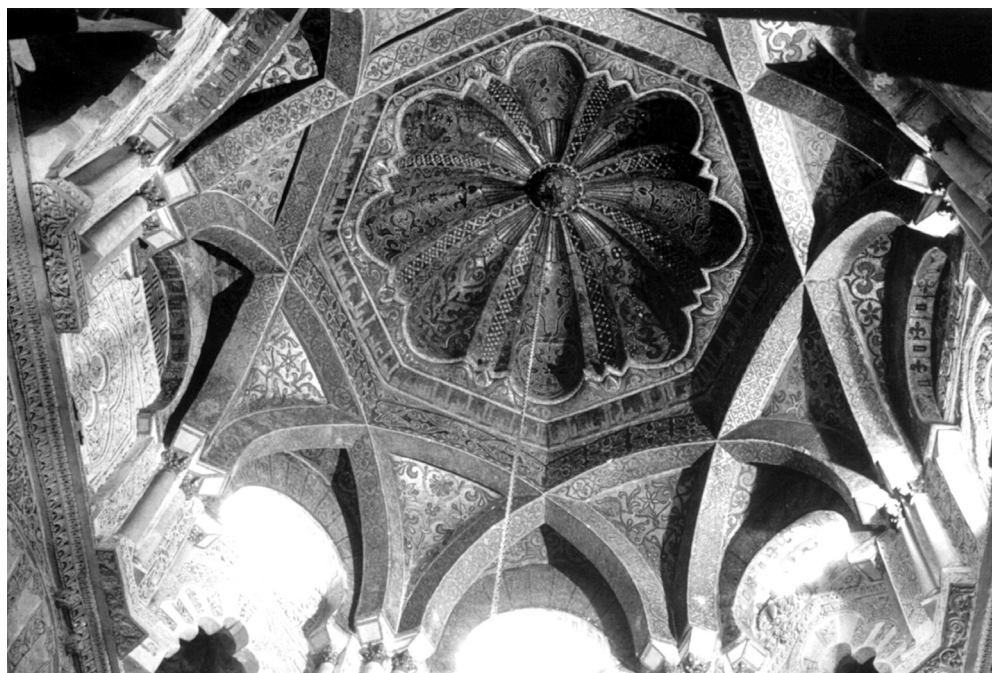
rayonnement de la civilisation musulmane qui est exprimé.

Le monde musulman est-il présenté comme menaçant ?

Qu'il y ait de sa part conquête, c'est évident ! Mais les conquêtes, c'est aussi en même temps une progression de la civilisation... Présenter Mohammed comme chef de guerre n'est pas insultant... Les conquêtes, arabo-musulmanes ou plus tard chrétiennes, sont toujours écrites du côté des vainqueurs, avec un côté élogieux, sous-entendu ou explicite. L'expansion est présentée comme quelque chose de positif, qu'elle soit arabe ou non... Les musulmans des premiers siècles se sont habituellement montrés tolérants mais il n'en reste pas moins que leur expansion a longtemps été décrite comme un danger que la chrétienté a réussi à conjurer. Il y a là plus qu'un fossé... Les non-

spécialistes, peut-être en souvenir de leur scolarité, font le plus grand cas de Poitiers (732). C'est en fait un événement abusivement gonflé. Il se trouve que la victoire de Charles Martel correspond à un arrêt de l'expansion musulmane de ce côté-ci du monde. Mais, en Asie centrale, Talas joue le même rôle, alors que les Arabes y ont été les vainqueurs... Et Poitiers n'a nullement empêché la présence musulmane de ce côté-ci de la Méditerranée, en Languedoc, en Provence, en Espagne bien sûr, de rester forte pendant très longtemps.

Les Croisades ne sont plus un motif d'exaltation incomparable, et le monde musulman n'a pas à rougir des récits de ces affrontements : Saladin est un noble adversaire ! À cette époque, les musulmans apparaissent plus raffinés et en tout cas plus tolérants que les chrétiens. Les documents comparatifs ne sont pas défavorables à



La mosquée de Cordoue

Photo J.-F. Lévy



Le conflit israélo-palestinien dans les livres d'histoire de troisième

Qu'est ce qu'un jeune peut comprendre des termes *juif*, *musulman*, *hébreu*, *arabe*, *palestinien* et du regard porté par la société française sur ces termes à partir des écrits et des images inscrits dans les livres scolaires sur l'histoire du Proche-Orient ? Près d'un siècle de cette histoire est évoqué en quelques pages (de deux à huit, pour moitié remplies de cartes ou de photos). À travers la même trame, par des nuances dans l'emploi des mots ou dans l'explicitation des causes ou encore dans la mise en perspective des conflits, on sent poindre la sympathie des auteurs pour l'une ou l'autre population.

Prenons deux exemples : l'un sémantique, l'autre iconographique.

Sémantique. Dans la plupart des documents les Juifs sont assimilés à un peuple (plus qu'à une religion). Cependant le doute subsiste lorsque sont évoqués les massacres de Sabra et Chatila opposant *chrétiens maronites* et *juifs* d'un côté, *musulmans pro-palestiniens* de l'autre ou encore lorsqu'il est fait référence à la révolution islamiste en Iran et à la création du Hamas et du Djihad islamique. Les Arabes sont, eux, décrits comme un peuple réparti entre plusieurs nations : l'Égypte, la Jordanie, la Syrie, l'Irak, le Liban ; les Palestiniens comme un peuple issu du peuple arabe, se retrouvant sans territoire et prenant de ce fait peu à peu conscience de son identité nationale. En fait, les définitions ne sont pas données, mais c'est ce qu'une lecture attentive évoque à partir des termes employés.

Iconographique. Deux manuels (Hachette et Nathan) reproduisent des images de l'Intifada avec en complément, chez l'un, la photo de l'armée israélienne investissant l'esplanade des Mosquées en 2000 (une armée accoutrée comme le sont nos CRS) et, chez l'autre, la poignée de main historique entre Itzak Rabin et Yasser Arafat. Pas le même symbole, pas les mêmes sympathies ?

Comment, alternativement, faire adhérer à une histoire commune, des adolescents de filiation juive ou musulmane peu au fait de leur héritage culturel ? Établir un glossaire daté, reprenant chacun des mots *juif*, *musulman*, *hébreu*, *arabe*, *palestinien* avec des définitions différentes à des dates historiques précises, supprimerait sans doute de la confusion et pourrait contribuer à une discussion avec les élèves sur l'historicité de ce qu'on appelle à tort l'identité d'un peuple ou d'une nation et à l'élaboration d'une histoire commune. Un travail à effectuer en commun entre le Cercle Gaston-Crémieux et le Manifeste des Libertés ?

Thérèse Spector

l'Islam. Cela corrige la vision qui avait cours auparavant : l'élan glorieux de la chrétienté, avec son aspect populaire, alors même que le peuple s'était fort mal conduit sur le chemin de Jérusalem... Ce n'est plus aujourd'hui la version va-t-en-guerre qui prévaut. Il y a désormais dans les manuels l'acceptation d'une géographie légitimée, en gros, par l'histoire : les chrétiens c'est ici, les musulmans c'est là-bas. Entre les deux aires, des relations autres que militaires : Tolède, Palerme...

Et les Turcs ?

On commence vraiment à parler des Turcs à propos de la prise de Constantinople. C'est assez agressif... Pendant un certain temps – mais

cela remonte à pas mal d'années – on étudiait tous les pays du continent européen, y compris l'empire ottoman. Il était présenté comme dangereux – sauf quand Soliman faisait alliance avec François I^{er} ! Et se profilait derrière « l'homme malade de l'Europe » : la question des Balkans, les atrocités bulgares, etc. Soit, implicitement, l'immobilité voire le déclin de ces sociétés. On cite encore aujourd'hui l'empire ottoman à propos de la guerre de 14 mais les Turcs restent quand même largement des inconnus. L'histoire scolaire traditionnelle ne les montrait guère dans leur évolution culturelle, mais ils étaient néanmoins présents, comme des partenaires un peu lointains, dans les questions politiques et militaires du

monde européen. Les programmes actuels ont sacrifié tout cela. En classe de quatrième, dans le meilleur des cas, on dit vaguement qu'il y a eu un empire ottoman et qu'il a été très largement étendu en Europe... Or, si l'on n'a pas en tête le passé turc, il est difficile de comprendre quoi que ce soit aux problèmes tournant autour de l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne ou à la question des guerres yougoslaves...

À part les Turcs, que dit-on du monde musulman des derniers siècles ?

Pas grand chose. Toute mention passe par l'idée d'un déclin, d'une mise en sommeil du monde musulman. En témoignent notamment les

récits de l'expédition d'Égypte de Bonaparte, où l'Islam est confondu avec un « Orient éternel »... Peut-être aussi est-ce l'aspect religieux qui domine ? Ainsi y a-t-il un temps pour les Hébreux et les Chrétiens en sixième, puis les Musulmans en cinquième... L'Islam ne revient que par le biais de la colonisation, c'est tout dire. L'étude de la décolonisation suggère sans doute une renaissance, mais pour évoquer d'autres problèmes : l'instabilité, la pauvreté, la violence.

La présence de populations musulmanes établies en Europe, en France est admise comme une évidence, mais un peu particulière : une réalité récente, comme étrangère, foncièrement immigrée.

Tout le monde comprend que l'épicentre de l'Islam, c'est loin. Et cela ne rassure pas. Sous le nom d'Islam (bien qu'il soit utilisé comme désignant l'une des grandes croyances du monde actuel), voilà qu'apparaît l'islamisme, et donc peut-être le terrorisme... L'usage du terme même d'islamisme pose d'emblée un problème : « Islamiste », pour les élèves, tend à devenir synonyme de « Musulman ». On est alors très tributaire de l'actualité, avec des mots qui font mouche et qui placent implicitement l'Islam dans une perspective de tourmente, d'instabilité, de danger... L'admiration pour la civilisation musulmane classique est une réalité, mais à la manière dont on peut admirer une civilisation morte.

S'impose l'image de la décadence d'un monde dominé et qui connaît aujourd'hui de très grandes difficultés. Dans ce contexte, la question, naguère ouvertement posée, de savoir si l'Islam est compatible avec la science moderne, n'était pas innocente. Aujourd'hui, les questions sont autres, mais au moins aussi délicates : les textes de manuels, malgré les énoncés de programmes, malgré les bonnes intentions, connaissent quelque embarras, c'est le moins qu'on puisse dire, à exposer les réalités du monde musulman. Mais ne peut-on se consoler en se disant que c'est aussi le cas pour nombre de questions du temps présent ? ■

**Propos retranscrits par
Michel Groulez**

Solution des mots croisés de la page 59

Horizontallement
I – Multiculturelle ; pelé. II – Etourdissse ; li. Eve. III – Dorée ; dardées ; rend. IV – *Ipsé* ; écrit ; lit. V – Ai ; astre ; ilot. VI – Te ; taret. VII – Vos. VIII – PAC (Cap). IX – Aparté ; pinard ; nat. X – Taverne ; entrée ; pore. XI – Italien ; EADS ; ira. XII – Omrière ; agi ; repentir. XIII – Nets ; VR (Vrai) ; Léo ; élu ; été. XIV – Gag ; EUC (Gue) ; EV (En ville). XV – Uni ; SR (Sautoir) ; TI (Titi). XVI – Eté ; Tea ; RR (teRRes). XVII – Comètes ; tigron. XVIII – Atouts ; eh ; adéquate. XIX – Serra ; si ; nul ; en. XX – Este ; te ; DEF (idée) ; et.
Verticallement
1 – Médiation ; case. 2 – Utopie ; pâtre ; ôtes. 3 – Lors ; avant ; mort. 4 – Tuée ; relis ; Eure. 5 – Ire ; trite ; guetta. 6 – CD ; énerantes. 7 – U. 8 – LSD. 9 – Tsar ; PE(Pépé). 10 – UER ; AT(Ta) ; pinale. 11 – Désavantaguse ; Est. 12 – Electrocardiographie. 13 – Lieures ; res. 14 – Suer ; ode ; résistant. 15 – El. 16 – Pu ; tend. 17 – Etriqué – 18 – Perilimpin ; virgule. 19 – Eveil ; aorte ; Ra. 20 – *Lento* ; irait ; ôlée. 21 – Triste ; résonnent.



L'Espagne contemporaine et la question juive

« Du milieu du x^e siècle à nos jours, [...] le thème juif a fonctionné comme révélateur et point de cristallisation des problèmes nationaux... »

Le groupe du Cercle Gaston-Crémieux qui travaille à la préparation d'un colloque portant sur les racines socio-historiques de l'identité juive laïque et progressiste en Europe occidentale s'est réuni en juin dernier pour réfléchir autour du livre passionnant de Danielle Rozenberg présenté ici par Dominique Lazar.

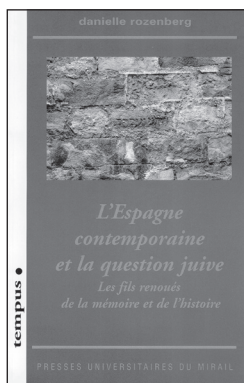
Danielle Rozenberg, *L'Espagne contemporaine et la question juive. Les fils renoués de la mémoire et de l'histoire*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2006, 298 pages, 20 euros.

Cet ouvrage de Danielle Rozenberg est une somme, certainement un outil précieux pour les spécialistes, mais aussi pour quiconque s'interroge sur le fait juif et la notion d'identité collective. Le retour des Juifs et de la question juive en Espagne à partir des années 1860, après une longue absence consécutive au décret d'expulsion de 1492, est à cet égard une riche source de réflexion.

D. Rozenberg retrace l'évolution sociétale qui a profondément modifié les rapports hispano-juifs depuis le milieu du xix^e siècle jusqu'à la période postfranquiste actuelle, en suivant trois lignes directrices : l'évolution de l'image des Juifs et de leur statut légal, le rôle de la mémoire dans l'évolution des représentations identitaires et ce que l'auteur nomme « les fils renoués de l'histoire », c'est à dire l'émergence et le rôle du thème juif dans la vie politique du pays. Tout au long de la période étudiée la grande importance accordée au fait juif – c'est une remarque fondamentale que fait l'auteur dès l'introduction – n'a rien à voir avec la réalité de la présence effective des Juifs sur le sol ibérique, quasiment nulle au xix^e siècle et encore très faible de nos jours (quelque 40 000 personnes pour une population globale de l'ordre de 45 millions). C'est dire que les enjeux sont tout autres que ceux de l'intégration d'une minorité et c'est le sens de la citation donnée en exergue.

Le cas exemplaire des Chuetas

Dans les siècles qui suivent 1492 l'Église catholique triomphante va contribuer à effacer le souvenir du passé pluriel de l'Espagne et, jusqu'à Vatican II, transmettre un antiju-daïsme primaire par ce que Jules Isaac a nommé « l'enseignement du mépris ». Il faut se rappeler aussi que l'Inquisition a traqué activement les convertis soupçonnés de crypto-judaïsme jusqu'au milieu du xviii^e siècle (le Tribunal de l'Inquisition n'a été définitivement aboli qu'en 1834). Quant aux statuts de *limpieza de sangre* qui excluent des charges publiques les descendants des convertis, ils resteront en vigueur jusqu'à 1837. Il est intéressant à ce propos d'évoquer le cas des Chuetas de Majorque décrit par D. Rozenberg de façon détaillée. Il s'agit d'un ensemble de familles (environ huit mille personnes) pratiquant la foi catholique, descendantes de condamnés par l'Inquisition à la fin du xvii^e siècle, qui sont restées stigmatisées par leurs patronymes et socialement marginalisées et humiliées. L'aristocratie majorquine en formation a joué à l'origine un rôle décisif dans ce processus d'exclusion. Elle voyait en effet par là le moyen de neutraliser l'ascension sociale des nouveaux chrétiens, riches commerçants, qui lui faisait concurrence. L'étonnant est que l'opprobe jetée spécifiquement sur ces « Juifs malgré eux » a perduré jusqu'au milieu du xx^e siècle alors qu'il était patent que de nombreux autres Majorquins étaient d'ascendance juive. C'est d'ailleurs la révélation du pourcentage élevé de porteurs de « sang juif » à Majorque (connu par les listes des condamnés de l'Inquisition) qui a dissuadé, en 1942, les zélés phalangistes locaux sympathisants du Reich de poursuivre plus avant leur



¹ Voir *Diasporiques* n° 41, page 56.

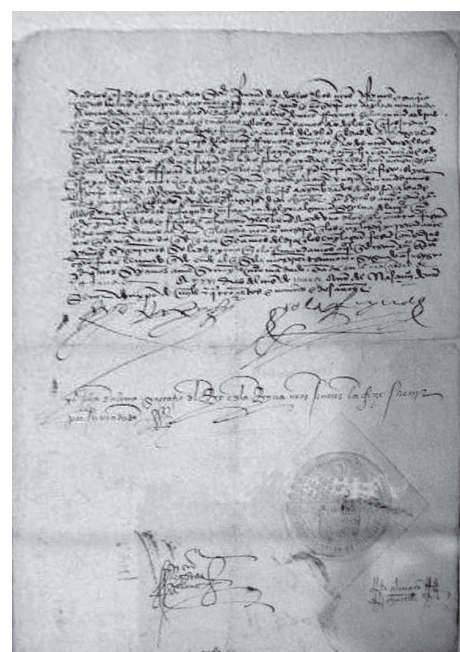
collaboration à la « solution finale ». À propos du racisme à l'encontre des *Chuetas*, D. Rozenberg cite Poliakov pour dire qu'il s'agit d'une « fixation collective à vide, si persistante et si caractéristique de l'antisémitisme ». Un retournement radical s'est opéré dans les années 1970, après l'ouverture de l'île sur le monde extérieur liée au développement du tourisme, à savoir l'engouement pour tout ce qui se réfère aux traces du passé juif majorquin. D. Rozenberg fait une analyse très fine de la reconstruction de l'identité *chueta* après ce retournement.

Les traces persistantes d'un héritage juif

L'Espagne sort de son amnésie séculaire et redécouvre la dimension juive de son héritage vers le milieu du XIX^e siècle. Les premiers contacts entre Espagnols de la péninsule Ibérique et Judéo-espagnols descendants des expulsés de 1492 (les Séfarades au sens strict) se produisent au Maroc à l'occasion de la guerre d'Afrique (1859-1860). La seconde confrontation est la conséquence de la déferlante antisémite de la décennie 1881-1891, qui déstabilise les communautés juives d'Europe centrale et orientale, dont beaucoup sont hispanophones. Les diplomates espagnols en poste dans ces régions informent Madrid de la violence des persécutions et transmettent de nombreuses demandes d'assistance. L'Espagne est alors, depuis la Restauration des Bourbons en 1874 qui a suivi la courte vie de la Première République, sous un régime de monarchie constitutionnelle parlementaire avec alternance au pouvoir de libéraux et de conservateurs. La constitution de 1876 (en vigueur jusqu'en 1931) a rétabli la catholicisme au rang de religion d'État mais les libéraux pourront en faire une interprétation souple compatible avec l'accueil éventuel de Séfarades victimes de pogroms. Aux considérations humanitaires s'ajoute l'espoir que les « rapatriés » pourraient aider l'Espagne à développer son commerce en Méditerranée. L'intense activité diplomatique de ces années, et la création en 1886 du *Centro Español de Inmigración Israelita* ne se traduiront pas dans les actes (seulement cinquante et une familles de Constantinople pourront s'installer à Barcelone). En fait « aucun gouvernement de la Restauration n'ira jusqu'à assumer l'initiative d'une politique d'immigration juive susceptible de remettre en cause l'unité catholique de

l'Espagne ». Même l'engagement symbolique qu'aurait été alors l'abrogation du décret d'Expulsion des Juifs de 1492 n'a pas été pris. Ce point reste encore un sujet sensible de nos jours dans la mesure où, en termes stricts de droit, ce décret n'a jamais été explicitement abrogé.

À cette même époque – fin XIX^e, début XX^e – deux voyages dans les Balkans du sénateur Angel Pulido (1852-1932), un républicain modéré, chrétien libéral favorable à la liberté religieuse, lui font découvrir l'existence de communautés juives hispanophones ayant maintenu un héritage culturel espagnol de haute qualité en Serbie, Bulgarie, Roumanie et Turquie. Il collecte et publie alors une documentation considérable sur les lieux de résidence, les traditions et le mode de vie des communautés judéo-espagnoles de par le monde. Son œuvre culturelle jouera un rôle déterminant dans la prise de conscience en Espagne de la réalité séfarade. Ses campagnes politiques en faveur de la protection des « Espagnols sans



Le décret d'expulsion de 1492

Danielle Rozenberg, sociologue, est chercheur à l'Institut des Sciences sociales du Politique (UMR CNRS 8166) et enseignante à l'Université Paris X-Nanterre. Spécialiste reconnue de l'Espagne, elle s'intéresse notamment au processus de construction de l'Espagne démocratique au cours des trois décennies postfranquistes, à la place du fait religieux dans la société espagnole et aux questions d'identités collectives. Le Centre Alberto Benveniste (Section des Sciences religieuses de l'École Pratique des Hautes Études) lui a attribué le Prix de la recherche 2007 pour son ouvrage *L'Espagne contemporaine et la question juive* (Presses Universitaires du Mirail).

Parmi ses écrits récents :

- D. Rozenberg, « Regards sur l'expérience juive contemporaine en Espagne. Reconstructions identitaires et normalisation des rapports hispano-juifs », in Patrick Cabanel et Chantal Bordes-Benayoun (dir.), *Un modèle d'intégration: juifs et israélites en France et en Europe. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Berg International, 2004, pages 255-266.
- D. Rozenberg, « Sefarad et ses miroirs. Mémoire et identités », in Jean Marc Chouraqui, Gilles Dorival, Colette Zytzniki (coord.), *Enjeux d'histoire, jeux de mémoire. Les usages du passé juif*, Aix-en-Provence, Maisonneuve et Larose/ Maison des Sciences de l'Homme, 2006, p. 465-475.
- D. Rozenberg, « Espagne : penser la Shoah, penser l'Europe », in Georges Mink, Laure Neumayer (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007, pages 50-64.



patrie », portées par sa conviction patriote qu'ils peuvent être utiles au rayonnement de l'Espagne, seront à l'origine d'un courant de pensée nommé « philoséfarisme » qui ne restera pas cantonné à la gauche libérale et républicaine. Il est en effet important de noter que les attitudes proséfarades vont rassembler « autour d'une notion floue de grandeur nationale, de présence néo-coloniale de l'Espagne en Méditerranée, des hommes de sensibilités différentes, que tout oppose à l'intérieur des frontières ibériques ». Un exemple frappant est celui de l'écrivain E. Giménez Caballero, l'un des instigateurs du philoséfarisme, qui deviendra l'un des fondateurs du fascisme espagnol. Noter également que sous le régime de Franco, alors que triomphe l'antijudaïsme, l'Espagne s'engagera paradoxalement dans une valorisation du patrimoine culturel hispano-juif. Ainsi peuvent coexister en Espagne des représentations contradictoires de l'image des Juifs : le Juif diabolisé et le Séfarade valorisé.

La reconnaissance d'un lien spécifique entre l'Espagne et les Séfarades a été concrétisée légalement en 1924 sous le gouvernement dictatorial de Miguel Primo de Rivera par un décret qui accorde la nationalité espagnole aux anciens protégés de Turquie et le statut de protégés aux Séfarades de Grèce et d'Égypte où cette possibilité existait encore après la Première Guerre Mondiale. Cette mesure servira de base au sauvetage d'une partie des Séfarades orientaux durant la Seconde Guerre Mondiale.

Au cœur du conflit des « deux Espagnes »

D. Rozenberg montre aussi de façon très argumentée que le thème juif est fortement présent dans tous les grands débats idéologiques – au parlement, dans la presse, dans les milieux intellectuels – qui divisent l'Espagne, du milieu du XIX^e siècle à la victoire de Franco en 1939, au sujet des rapports Église-État, de la liberté religieuse, de la modernisation du pays, de la conception même de la nation espagnole après la perte des dernières colonies d'Amérique. Alors que les Juifs sont encore quasiment absents du territoire espagnol, l'ombre projetée de l'antisémitisme européen (pogroms, affaire Dreyfus, montée du fascisme allemand...) exacerbe les oppositions entre judéophiles et judéophobes, radicalisation de la vie politique qui préfigure l'affrontement des « deux Espagnes » de la Guerre civile. Le tournant idéologique de la Seconde République est tout entier présent dans les termes du célèbre discours de Manuel Azaña en 1931 : « *L'Espagne a cessé d'être catholique : le problème politique qui en découle est d'organiser l'État de façon à l'adapter à cette phase nouvelle et historique du peuple espagnol* ». Dans les années trente la question religieuse restera au cœur de la lutte électorale et l'antisémitisme de droite s'exprimera avec une ampleur inégalée. Au traditionnel antijudaïsme de nature religieuse s'ajoutera un violent argumentaire antisémite emprunté à Drumont, aux anti-dreyfusards et au discours fasciste italien ou allemand. Au terme de l'analyse détaillée de l'évolution de l'image du Juif en Espagne de 1860 à 1939, D. Rozenberg souligne qu'elle s'est forgée en tant que figure abstraite, « le Juif » étant physiquement absent du quotidien espagnol, avec la spécificité d'avoir un double cadre de référence intégrant les notions de *juif* et de *séfarade*. C'est ce qui sous-tend notamment les ambiguïtés de Franco à l'égard des Juifs aux plans intérieur et international qui résistent aux modèles explicatifs antisémites usuels.

En septembre 1939 l'Espagne franquiste se déclare neutre mais on sait que Franco favorisera secrètement les forces de l'Axe. On sait moins que, dans la phase totalitaire pseudo-fasciste du régime (1939-1945), un fichier juif (découvert en 1997) a été créé, ciblant en priorité les Séfarades, ce qui module singulièrement l'image, forgée après la

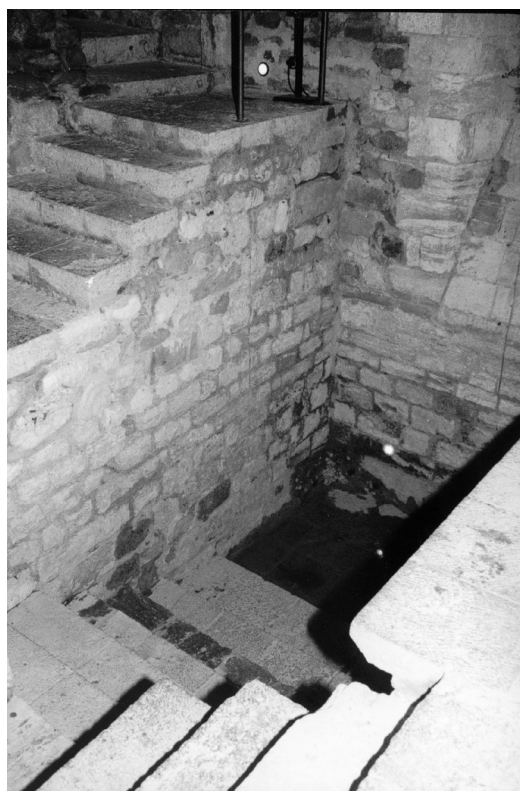


Tolède : synagogue « Santa Maria la Blanca » (XII^e siècle)

guerre, d'un Franco philosémite. Les recherches récentes de D. Rozenberg démontrent que ce fichier était toujours actif au Ministère de l'Intérieur dans les années cinquante. Dans ces mêmes années 1939-1945 il est indéniable que la politique extérieure de Franco a permis le sauvetage de nombreux Séfarades et D. Rozenberg présente de façon détaillée le déroulement des interventions salvatrices espagnoles sur la base des travaux historiques les plus récents. Sur ce sujet aussi il convient de nuancer car il est évident que les tergiversations de Madrid (notamment le refus d'octroyer des visas collectifs) ont abouti à la déportation de nombreux Séfarades « rapatriables » selon les critères du Reich.

L'après-franquisme

Franco meurt en 1975 et le processus de démocratisation de l'Espagne qui débute alors va donner une large place à la normalisation des relations entre l'État et les minorités religieuses, jusque là tout juste tolérées dans le cadre d'un État catholique (si l'on excepte la parenthèse républicaine des années 1931-36). La nouvelle Constitution (1978) instaure la séparation des Églises et de l'État et la liberté des cultes. Des « Accords entre l'État et les représentants des trois confessions minoritaires » définissent les conditions d'exercice des libertés religieuses (1990), ratifiés en novembre 1992 par trois lois simultanées qui officialisent la pluri-confessionnalité de la société espagnole et placent le protestantisme, le judaïsme et l'islam en quasi égalité de droit avec le catholicisme. La *Federación de Comunidades Israelitas de España* signataire des Accords concernant le judaïsme devient l'interlocuteur juif officiel de l'État. Le terme « quasi-égalité » correspond au fait que l'État a conclu un accord avec le Vatican (1979) qui prévoit une dotation à l'Église espagnole et des subventions à l'enseignement catholique. Cependant la création en 2004 d'une Fondation publique « Pluralisme et convivance », qui se propose de soutenir notamment la réalisation de projets à caractère culturel ou éducatif concernant les confessions religieuses minoritaires, a rétabli l'équilibre. Ces subventions étatiques, pense D. Rozenberg, devraient « permettre à la population juive de consolider non seulement la place religieuse du judaïsme en Espagne mais également de s'affirmer pleinement dans ses multiples facettes identitaires ». Une autre étape importante dans le rapprochement hispano-



D.R.

Le Mikveh (bain rituel) de Besalú (xiii^e siècle)

juif a été la réforme du code pénal de 1995 qui permet maintenant de sanctionner le racisme, l'antisémitisme, la négation ou l'apologie du génocide.

L'année 1992 est aussi celle des commémorations officielles du *Quinto Centenario* qui ont tissé une continuité symbolique entre l'hispano-judaïsme médiéval et la réalité juive contemporaine. Toutefois, souligne D. Rozenberg, la revalorisation du passé pluriculturel tend à se faire aux dépens de la vérité historique. L'emphase avec laquelle a été évoquée la *Sefarad* médiévale contraste avec le faible poids spécifique de la judaïcité espagnole dans la vie nationale et D. Rozenberg y voit l'une des manifestations de la constante instrumentalisation politique de l'héritage juif en Espagne. ■

Dominique Lazar



Revue des revues

Rubrique animée par Georges Wajs

Cités diffuse un texte inédit de Jacques Derrida qui, dans une période où la mise en place de lois ou de mesures d'exception est présentée comme une réponse aux inquiétudes de notre temps, nous entraîne dans une indispensable réflexion sur le pouvoir et la liberté.

Cités, n°30, 2007

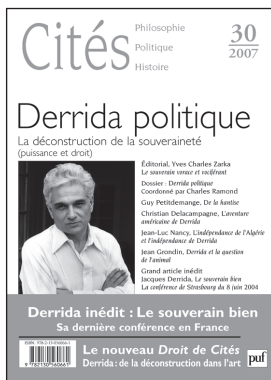
Le souverain bien. La conférence de Strasbourg du 8 juin 2004 (Jacques Derrida)

Quid de l'animalité du souverain bien ? Dans ce texte inédit Derrida interroge comme à son habitude un concept politique – ici celui de « souverain bien » – pour mieux le déconstruire. Lors d'une conférence à Strasbourg, en 2004, sans vouloir donner de leçons et tout en souhaitant préserver l'idée de souveraineté européenne, il émet un doute sur l'idée que le souverain serait le garant du bien. Il nous met en garde contre les prophètes de malheur qui, au nom du 11 septembre, voudraient nous réconcilier non avec la souveraineté mais avec l'arbitraire du souverain. Il lui semble au contraire nécessaire de repenser une souveraineté *hospitale* pour l'Europe, dont, en suivant l'histoire de la philosophie de Platon à Machiavel, il dessine les contours à travers une déconstruction de l'acception ordinaire du concept de souveraineté. Le paradoxe est que ce texte, faisant figure de testament, a un effet prophétique même si Derrida, jouant le fou du roi, y jongle avec la divinisation du souverain : sa bestialité serait comme son autre face de Janus. « Il y a entre le souverain, le criminel et la bête une sorte d'obscur et fascinante complicité... une hantise réciproque », nous dit-il. Que reste-t-il de Hobbes ou même de Schmitt que Derrida, bien qu'ayant dénoncé son nazisme, ne cesse de citer ? Et de remettre en question la hiérarchie entre le souverain bien et le mal, qu'exprime l'animalité du loup.

La décision souveraine se prétend être l'exception qui confirme la règle et la violence d'État, ainsi toujours « exceptionnelle », serait une violence légitime... Mais la souveraineté sert-elle la justice ? Ici Derrida opère un véritable numéro d'illusionniste en

superposant en chaîne les références au corps social de la république de Rousseau, à l'*homo homini lupus* d'Hobbes, mais aussi à la louve de Rome qui sert d'arrière-fond aux *Twin towers*. Il récuse l'abus de souveraineté consistant, au nom du principe de précaution, à dénoncer la liberté comme un risque trop grand vis-à-vis de la souveraineté. La peur justifie-t-elle toujours de crier au loup ou de se rallier à la raison du plus fort ? Ainsi même le contrat social de Rousseau – qui suppose un sacrifice de la liberté pour la sécurité – semble être un piège séduisant, que tend à chacun la promesse infantilissante d'une souveraineté paternelle. La souveraineté serait là pour contrer la violence dévorante du père, comme l'a illustré à son tour Freud dans *Totem et Tabou* et dans *L'Homme aux loups*. Alors que le contrat social fait en réalité du citoyen du bétail « dominé par l'homme en vue de l'homme », nous dit Derrida, qui dénonce dans la philosophie occidentale une surdétermination de l'analogie entre le loup et l'homme mauvais. Alors que la souveraineté y est associée à l'homme qui est, lui, à l'image de Dieu.

Quelle est la véritable cible de l'auteur ? Le Bush de l'après 11 septembre ou l'Europe à venir, qui prétend à une souveraineté non violente ? Nous comprenons qu'il s'agit dans ce texte d'évoquer les conditions d'une souveraineté européenne légitime et non d'une diatribe anarchiste contre toute forme de souveraineté. Derrida nous met face à la nécessité de repenser les conditions d'une telle souveraineté, se substituant à la figure hypnotique d'une bête, derrière un roi fonctionnant comme « une copule ontologique ». C'est précisément cette copule qu'il nous invite à *dé-faire* pour sortir de l'angélisme du droit international considéré comme le garant de la justice internationale (dont le rôle serait de bien distinguer État-voyou et



État de droit). Il fait bien sûr en cela allusion au livre de Chomsky, *Rogue States*, ce qui lui permet au passage une digression sur la « bête de Bagdad » qui le situe du côté de l'anarchisme libertaire... ou presque ! Il peut dès lors revenir à la question du contrat social où se trouve au contraire un éloge de la raison animale qui renvoie à Plutarque et fait de l'homme un loup en fustigeant les mangeurs de viande que sont les humains. Car ici c'est l'homme qui dévore la bête !

Apparaît alors l'idée la plus féconde du texte, ce que j'appellerai « une souveraineté matricielle », ancrée dans la capacité du corps à faire place à l'autre et qui rejoint la phénoménologie de la grossesse de Levinas ou la pensée de la naissance d'Arendt en une forme de valorisation de la corporéité animale déterminant la raison et conditionnant son éthicité. Ce modèle de l'hospitalité européenne me semble particulièrement urgent, il évoque le chien Bobby qui accueillait Levinas au camp dans *Difficile Liberté*. Derrida n'a pas pu ne pas réaliser que chien se dit *ke-lev* (« comme un cœur ») en hébreu. Ce qui, loin d'associer le mal à l'animal, montre que la raison ne peut se passer de l'animalité, des affects et du cœur. Et cela sans violence. Alors même que, depuis Platon, féminin, animalité et enfance ont toujours été dénigrés au nom d'une raison unitaire et mortifère. Tout au contraire Derrida montre comment la capacité d'être affecté par l'animalité qui nous détermine surgit non comme un danger de surgissement de la violence (qui voilerait la raison), mais tout au contraire comme la condition du souverain bien délivré de la violence qui est au cœur de l'utopie du *Bien-souverain*. ■

Mylène Baum

Commentaire, n°118, été 2007

Qu'est-ce que le libéralisme ? (Philippe Raynaud)

Philippe Raynaud souhaite conduire ses lecteurs, au-delà des arguties politiques actuelles, de droite comme de gauche, qui présentent le libéralisme comme un épouvantail en feignant d'ignorer ce que cette philosophie a apporté : l'invention du concept d'individu (les droits de l'homme) et l'organisation des institutions modernes (la séparation des pouvoirs). Pour lui, le libéralisme présente *des traits permanents*, mais

aussi *des problèmes permanents*, réactualisés par les questions contemporaines.

Philippe Raynaud rappelle *les traits permanents du libéralisme*, selon une vision d'abord philosophique et politique, puis dans son versant économique, et tel que ses « pères fondateurs » (Locke, Montesquieu, Adam Smith et Madison) l'ont décrit : le contrat social et le droit des individus ; la séparation des pouvoirs ; la dimension économique.

Concernant le droit des individus, Philippe Raynaud souligne la porosité de la frontière entre les « droits naturels » et le « devoir de conservation de l'espèce », les premiers faisant le lit de la propriété privée et de l'initiative individuelle, le second concourant à soumettre les individus, dans leur propre intérêt, à la règle générale garantie par l'État. Il constate dès lors que le libéralisme peut être « perturbé » par la démocratie que sa propre logique entraîne.

L'idée antique de séparation des pouvoirs évolue, dans l'Angleterre des XVII^e et XVIII^e siècles, vers l'instauration d'un équilibre institutionnel, enrichi d'un équilibre des représentations populaires (les partis). Sur ces bases, les constituants américains ont voulu une république représentative, mais en soumettant l'idéal démocratique à la réussite de l'entreprise privée : le contrat social d'émancipation des individus, c'est l'émancipation de l'économie, qui devient aujourd'hui l'image dominante du principe libéral selon lequel chacun, en poursuivant l'accomplissement de son intérêt propre, contribue à l'intérêt général.

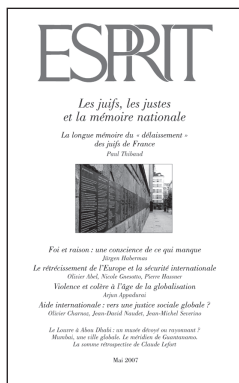
D'où la question que pose Philippe Raynaud, comme un oxymore, dans la deuxième partie de son article, présentant *les problèmes permanents du libéralisme* : « La démocratie libérale est-elle possible ? ». Car, s'il y a démocratie, c'est-à-dire soumission de tous à la règle majoritaire, l'indépendance des individus disparaît, la libre entreprise n'existe plus. Toute la question, posée depuis la Révolution française jusqu'à la Constitution américaine, est celle de la surface de la base électorale du système de représentation et de ses pouvoirs, afin d'entraver le moins possible les libertés individuelles dès lors qu'elles sont soumises aux aléas du suffrage universel. Philippe Raynaud en appelle à Marx et Tocqueville. L'un et l'autre, nous dit-il, analysant les mêmes sociétés et leurs

Commentaire

Numéro 118/Eté 2007

Philippe Raynaud **Le libéralisme et la France** Matthew Stewart **Le mythe du management** Jean-Louis Baffa/Jean Baeckler **L'avenir de la mondialisation** Uzi Rubin **Israël face aux missiles** Françoise Thom **Henri Froment-Meurice/Pierre Bordeaux-Groult** **La Russie et l'Europe** Pierre Martin/Alain Lancelot/Michel Balinski **Rida Laraki L'élection présidentielle** Bruno Remond **Un programme pour les régions** Vincent Denis/Pierre-Yves Chauvigny **L'École normale supérieure** Alfred Fabre-Luce **Talleyrand revisité** Michel Lecomte **Thibaudet et la guerre** Pierre Gras **Le cinéma allemand** Marc Fumaroli **Culture et éducation**

Commentaire revient de façon particulièrement précise et éclairante sur la question du positionnement idéologique du libéralisme (une question que nous avons déjà eu l'occasion d'aborder avec Monique Canto-Sperber et Daniel Cohen).



Paul Thibaud, dans *Esprit*, engage un salutaire questionnement sur la relation entre les Juifs de France, la France et l'Europe.

évolutions au XIX^e siècle, y voient la poursuite des mêmes fins : l'accomplissement de la nature humaine (et non d'un ordre divin) vers la souveraineté du peuple : pour Tocqueville, « En Amérique, le principe de la souveraineté du peuple [...] s'étend avec liberté et atteint sans obstacle ses dernières conséquences » ; pour Marx, « La démocratie est la vérité de toutes les constitutions. Dans la mesure où elles ne sont pas démocratiques, elles ne sont pas vraies ».

Philippe Raynaud reprend les éléments fondateurs de la théorie marxiste (la plus-value comme trompe-l'œil de l'égalité, et tout ce qui contribue à l'exploitation de l'autre) car ils débouchent, selon lui, sur un autre problème permanent du libéralisme, celui de « la promesse indéfinie d'égalité » rapportée par Tocqueville dans un texte célèbre¹. Pour Philippe Raynaud, ce texte démontre que « l'égalité imaginaire est plus importante que l'égalité réelle : dans la démocratie moderne, les hommes, même s'ils ne sont pas égaux, se considèrent comme égaux... ». De sorte que tous les efforts d'égalisation réelle (par le suffrage universel ou par la réduction des inégalités économiques) ne mettront jamais fin à la demande d'égalité (entre les hommes et les femmes, entre groupes concurrents...) : « La société moderne se caractérise par un mouvement indéfini de revendication égalitaire, qui s'accompagne d'une demande également indéfinie de liberté ». Ce principe même contredit tous ceux qui, de Hegel à Fukuyama, en passant par Guizot et Marx, ont cru que, une fois atteinte la forme d'équilibre obtenue par la satisfaction des revendications ou par l'extinction des antagonismes, l'on était parvenu – ou l'on parviendrait – à « la fin de l'histoire ».

Les problèmes contemporains (l'intégrisme islamiste notamment) sont là pour témoigner de l'erreur d'une telle croyance. Trois éléments prédominent aujourd'hui. Tout d'abord, l'histoire montre que le libéralisme vise aussi à « reconstituer du pouvoir, de la puissance politique », et qu'il est aussi à l'origine de l'État moderne (l'État nation). Ensuite, Philippe Raynaud observe une évolution récente, qui inverse les anciennes priorités : aujourd'hui, la politique a pour premier objet la garantie des droits individuels, avant

celle des équilibres institutionnels, y compris à l'échelle internationale. Enfin, Raynaud rappelle que, à une époque où l'on croyait le libéralisme digéré voire dépassé, des intellectuels comme Walter Lippmann ou Friedrich Hayek ont affirmé que « à partir du moment où les théories économiques communément admises s'écartent trop de l'orthodoxie libérale classique, on sort de la société libérale pour entrer dans autre chose ». D'où l'émergence inévitable du thatchérisme et du reaganisme.

Comment dès lors regarder les différentes positions antilibérales françaises ? Pour Philippe Raynaud, le libéralisme en France, loin d'être « naturel », comme en Angleterre ou en Amérique, a été pensé autrement depuis le XVIII^e siècle (par Turgot notamment) : il tend vers une « harmonie entre l'autorité de l'État et l'émancipation de l'individu ». Aujourd'hui, en outre, il est « marqué » par les idéologies révolutionnaires post-soixante-huitardes qui freinent l'évolution libérale, mais aussi par ceux qui, au pouvoir, pratiquant des politiques libérales sans les nommer, ne veulent pas assumer leur conversion social-démocratique. D'autant que ces politiques non avouées² finissent par être reconnues comme telles et, du même coup, sont combattues comme « un complot contre la démocratie ».

« Peut-être vaudrait-il mieux – conclut Philippe Raynaud – si on veut être vraiment libéral, le dire et accepter le risque de la démocratie. » ■

Serge Radzyner

Esprit, mai 2007 : Les Juifs, les Justes et la mémoire nationale
La longue mémoire du « délaissement » des Juifs de France (Paul Thibaud)

Paul Thibaud se propose, dans ce long et passionnant article, « d'éclairer et même aider à surmonter le malaise entre la France et les Juifs de France qui, depuis 1967, se manifeste en crises à répétitions... ». Disons-le d'emblée, cette formulation nous gêne car elle sous-entend l'existence d'une

¹ Comment la démocratie modifie les rapports du serviteur et du maître, in *De la démocratie en Amérique*, Tome IV, 3^{ème} partie, chap. V, éd. Pagnerre, Paris, 1848.

² L'article que *Le Monde* du 3 juillet 2007 consacre au « sarkosyszisme, une doctrine économique non identifiée » est une belle illustration de ce pilotage à vue qui ne dit pas son nom, mais ne le cache pas non plus, tel l'oracle de Delphes vu par Héraclite.

communauté perçue comme homogène. L'auteur rejoint ainsi l'ensemble des responsables politiques de la République qui font du dîner annuel du CRIF leur lieu « naturel » pour s'adresser aux « juifs de France ». Ont-ils la même approche pour s'adresser aux chrétiens de France ?

Ceci posé, Paul Thibaud, dans une approche d'historien, rappelle un certain nombre de faits relatifs à la période de Vichy même si on peut s'étonner de la manière dont il sous-estime la portée du fameux discours de Jacques Chirac devant la plaque commémorative du Vél d'Hiv en 1995 tout en reconnaissant que « le problème français, c'est la participation à la déportation de l'appareil d'État et de sa police, qui a arrêté plus des deux tiers des Juifs qui ont ensuite été déportés ». Il déclare également que « l'aide aux Juifs aurait pu prendre un caractère plus civique et moins humanitaire si la Résistance organisée, celle de Londres et celle de l'intérieur, s'y était impliquée ». Si, dans la Résistance, une certaine symbiose s'est opérée entre les mouvements juifs tels la MOI et les FTP – mais pas uniquement : pensons au rôle majeur des Éclaireurs Israélites –, Paul Thibaud note que « en France, aucun mouvement politique n'a pu remplacer le communisme comme milieu d'accueil pour un judaïsme qui voulait être un *judaïsme dans la cité* ». C'est tout de même faire quelque peu fi de la complexité « politique » des Juifs de France !

Paul Thibaud aborde le grand tournant de 1967 en soulignant au passage combien les Juifs chassés d'Afrique du Nord – et qui allaient bientôt devenir la composante la plus importante du judaïsme français – assimilaient « l'abandon de 1940 et celui de 1962 », en faisant grief de l'un et de l'autre « à l'État Français, celui du Général comme celui du Maréchal... ». Et désormais, écrit-il, face au conflit du Proche-Orient, « les Français voient le judaïsme comme un *lobby* ».

Paul Thibaud souligne, à propos du *nouvel antisémitisme* « révélé à l'occasion des procès d'Edgar Morin », une profonde césure entre « l'universalisme affirmé par certains intellectuels juifs et la solidarité ressentie par les autres... ». À propos de la thèse consistant à affirmer que désormais « il n'y aurait que deux judaïsmes possibles : celui d'Israël, le centre, où le judaïsme doit justifier son existence face aux nations, et celui des États-Unis, qui

assure à l'autre protection et ouverture constante sur la modernité » il pose la question, qui nous semble centrale : « Ce couple résume-t-il tous les possibles ? L'affirmer, c'est condamner définitivement l'Europe ». Et, pour conclure, Paul Thibaud rappelle que « le principe premier du judaïsme, celui d'être une particularité orientée vers l'universel, n'est pas étranger à ce que l'Europe garde de meilleur : d'être composée de peuples qui se réfèrent à des valeurs... On peut imaginer que les Juifs d'Europe apportent un contrepoint ou une correction à la manière sans doute trop univoque qu'ont les Juifs des États-Unis et d'Israël d'identifier leur peuple avec sa 'mission'. Il n'est donc pas impensable que la formule de Rimon Krygier³ sur le judaïsme européen, '*Ce n'est plus ici que s'invente la nouvelle condition juive*', exacte aujourd'hui, cesse de l'être demain ».

À condition, pourrions-nous ajouter, que des hommes même bien intentionnés ne réduisent plus la judéité à sa seule expression prétendument « officielle ». ■

Georges Wajs

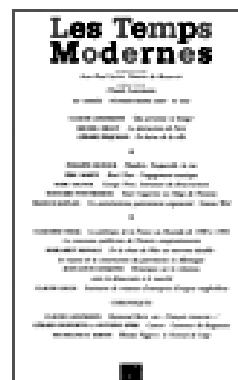
Les Temps modernes, février-mars 2007

Georges Perec, *littérature du déracinement* (Marc Sagnol)

Cet article se présente en deux volets : d'une part, le rappel d'un parcours biographique partiel, celui de l'enfance, essentiellement fondé sur le récit que Perec en a fourni dans *W ou le souvenir d'enfance*, publié en 1975 ; d'autre part le repérage, dans les principaux textes de l'auteur, du thème du « déracinement », sur lequel Perec lui-même a plusieurs fois insisté, notamment dans son entretien avec Ewa Pawlikowska, à laquelle il déclare : « Je n'ai pas de racines, je ne les connais pas. Je suis allé dans le village, au berceau de ma famille, comme on dit – il n'y avait rien à retrouver... ». Ce repérage est minutieux : comme le souligne Marc Sagnol, « dans ses ouvrages de fiction, cette thématique sera constamment présente, depuis *Les Choses* jusqu'à *La Vie mode d'emploi* et *Un cabinet d'amateur*. » Même s'il ne saurait prétendre à une bien illusoire exhaustivité, il possède un incontestable mérite : montrer la profonde cohérence d'une œuvre dont on

³ Voir « Revue des Revues », *Diasporiques* n°42, mars 2007.

Bernard Magné, qui nous avait donné un superbe article sur Georges Perec dans le n°37 de *Diasporiques* (mars 2006), analyse pour nous la thèse de Marc Sagnol sur Georges Perec, que viennent de publier *Les Temps Modernes*.





La Vie des Idées tente de parler d'Israël « autrement », en l'occurrence de façon non réductrice.



s'est trop souvent plu à souligner la diversité. Par le choix judicieux de ses exemples et de ses citations, Marc Sagnol établit un véritable réseau de correspondances, qu'il prolonge au-delà des textes de fiction pour montrer tout ce qui les rattache à l'œuvre emblématique de ce déracinement : *Récits d'Ellis Island*. L'article se termine par une rapide comparaison entre Perec et Jabès, notamment sur la question du livre comme lieu d'un possible ré-enracinement : « Jabès va [...] plus loin que Perec dans l'explicitation philosophique de sa démarche, qui consiste à faire du livre le lieu de l'absence de lieu, mais fondamentalement les deux démarches sont semblables, lorsque Perec compense dans l'immeuble de la rue Simon-Crubellier l'absence de racines qu'il tente de saisir à Ellis Island ».

Le parallélisme peut paraître séduisant, mais il n'en demeure pas moins discutable : c'est seulement si l'on s'en tient, comme le dit et le fait lui-même Marc Sagnol, à une « thématique » que « les deux démarches sont semblables ». Si l'explicitation de la démarche de Jabès relève du « philosophique », celle de Perec est d'un tout autre ordre, clairement indiqué par l'écrivain : elle s'inscrit, « littéralement et dans tous les sens », pour citer Rimbaud, dans la matérialité même des textes, comme le rappelle Perec dans un passage de *W*, qu'il faut effectivement prendre « au pied de la lettre » : « C'est cela que j'écris et c'est cela seulement qui se trouve dans les mots que je trace, et dans les lignes que ces mots dessinent, et dans les blancs que laisse apparaître l'intervalle entre ces lignes. » À l'inverse de celle de Jabès, la démarche perecquienne exige moins une explicitation, fût-elle philosophique, qu'une attention, une scrutation, de préférence microscopique. Pour m'en tenir à deux récits « d'errance », j'en propose un exemple, minuscule mais (donc ?) à mes yeux fondamental : au-delà (ou en-deçà ?) de leur évidente thématique commune, quelque chose d'autre relie *W* ou *le souvenir d'enfance* et *Récits d'Ellis Island* : une certaine pratique, une manière d'inscrire (d'enraciner ?) la lettre du nom dans la lettre du texte. En l'occurrence ceci : pour *W*, les deux premiers mots de l'incipit, « J'ai longtemps hésité avant d'entreprendre le récit de mon voyage à W. » ; pour *Ellis Island*, un début de liste, « ils partaient de Rotterdam, de Brème, de Götteborg, de Palerme... ». Soit, pour *W* : « J'ai = G », ou, d'emblée, à l'ouverture du récit, une façon de donner à

entendre, par un de ces homophonismes dont l'auteur était particulièrement friand, une signature : « G », comme « Georges ». Et pour *Ellis Island* : Rotterdam, Brème, Götteborg, Palerme, ou une façon de donner à lire les initiales des deux auteurs : Robert Bober, Georges Perec.

Admettons : s'agissant du déracinement, « Jabès va [...] plus loin que Perec dans l'explicitation philosophique ». Mais Perec va ailleurs : et c'est tout ce qui, à mes yeux, sépare une « littérature du déracinement » d'une « écriture du déracinement ». ■

Bernard Magné

La Vie des Idées, n°21, avril 2007

Le mensuel de la République des Idées nous propose un intéressant numéro consacré cette fois à Israël et intitulé « Israël autrement ». Belle ambition pour traiter d'un État qui a déjà fait couler tant d'encre. Justement, explique l'éditorial, ce dont la revue entend traiter c'est de tout sauf du conflit, du sort des Palestiniens, du terrorisme... Parler d'Israël, tout simplement, sans le réduire à sa condition de belligérant. L'éditorial l'admet cependant : le conflit reste là, en toile de fond. Difficile en effet d'en faire abstraction quand les articles traitent des problèmes de la gauche, de Tsahal, de l'industrie « high-tech » ou de la polémique ouverte aux États-Unis sur le « lobby israélien ».

En ouverture une interview de Zeev Sternhell, historien, cofondateur de « La Paix Maintenant ». Il se déclare attaché au sionisme, au caractère juif de l'État qu'il faut maintenir face à la revendication des Palestiniens de leur droit au retour. Pour autant, il reste partisan d'une constitution laïque et convaincu de la nécessité de corriger l'infériorité dans laquelle sont maintenus les Arabes. Sur ce dernier point il reste beaucoup à faire, dit-il, mais il faudrait que les Arabes acceptent la légitimité du sionisme. Il le faudrait en effet, mais est-ce possible ? Et le sionisme est-il légitime ? L'interview ne s'attarde pas sur ces questions mais les articles suivants, d'une certaine manière, y reviennent. « La nouvelle mosaïque israélienne » de Sarah Fainberg, nous fait connaître le « rêve d'Adalah ». Adalah est une ONG arabo-israélienne militant pour une constitution démocratique qui définirait

un État « bilingue et multiculturel » et invaliderait la loi du retour. Cette proposition fait en Israël l'objet de vives critiques... Beau rêve pourtant !

Avec « l'alyah russe », le modèle assimilationniste, qui avait prévalu jusque là, a volé en éclats. Les Russes, qui comptent parmi eux un grand nombre de non-juifs, n'ont fait que fuir des conditions économiques désastreuses et ignorent les motivations des pionniers du sionisme. Ils forment maintenant une nouvelle communauté, avec ses propres institutions, médiatiques, politiques, éducatives, artistiques. Par contagion, d'autres communautés bien intégrées se sont mises à revendiquer aussi leur spécificité.

Dans « La gauche aux prises avec le sionisme », Denis Charbit traite des clivages apparus depuis la deuxième Intifada. Il voit la gauche maintenant divisée entre « radicaux post-sionistes » et « sionistes réformistes ». Ces derniers, comme l'écrivain Amos Oz (l'auteur de *Une histoire d'amour et de ténèbres*) ou Zeev Sternhell, si l'on en juge à son interview, restent fidèles au sionisme de leurs aînés. Les post-sionistes, eux, « nouveaux sociologues » comme il y eut naguère des « nouveaux historiens », ou philosophes universitaires, remettent en question les principes les mieux établis : la définition de l'État comme « juif et démocratique », le concept de « deux États pour deux peuples », la loi du retour, la légitimité d'Israël, la majorité juive de la population, la place de la mémoire de la Shoah...

Le nombre des ouvrages publiés récemment que l'auteur recense, pas tous traduits en français, témoigne de la vivacité et du sérieux des débats. Pour autant, les positions qui en résultent ne sont pas près de se traduire en forces politiques, dit l'auteur, tant celles-ci se retrouvent divisées par des clivages ethniques ou religieux. Pour le moment, l'important est qu'ils n'échappent à aucune question.

Pauline Peretz et Peter Hägel, dans « La polémique sur le 'lobby pro-Israélien' », reviennent sur le rapport des deux universitaires, Stephen Walt et John Mearsheimer, traitant des orientations, au Proche-Orient, de la politique étrangère américaine⁴ en soulignant

⁴ La revue *Commentaire*, n° 115, a publié un débat entre les auteurs de l'étude et différents experts. Voir la « Revue des revues », *Diasporiques* n° 40, décembre 2006.

qu'une faiblesse de leur argumentaire est d'accuser le seul lobby pro-Israélien d'avoir pesé en faveur de l'intervention en Irak, alors qu'une coalition beaucoup plus vaste, incluant les chrétiens évangéliques, les néo-conservateurs et d'autres lobbies comme celui des industries d'armement ou de l'énergie militait dans le même sens.

Si cette étude a été très controversée, au point que l'Université de Harvard lui a retiré son sceau, elle n'en a pas moins eu une incidence dans l'opinion de gauche, en « libérant » la parole critique, comme le décrit Jean-Marc Dreyfus dans *Cette gauche qui veut désinvestir Israël*, relatant la parution du livre de l'ancien président Carter au titre provocateur *Palestine, Peace not apartheid* et la réapparition d'appels au boycott économique. ■

Marcel Jablonka

**Une de six ans du
ghetto et qui mendie
rue Smolna en 1942***

*elle n'avait rien
juste des yeux trop grands
dans lesquels involontairement
deux étoiles de David
qu'une larme aurait peut-être éteintes*

elle pleurait donc

*Son parler
n'était pas d'argent
méritait au moins
qu'on crache qu'on détourne la tête
son parler larmoyant
plein de mots bossus*

alors elle se tut

*Son silence
n'était pas d'or
valait tout au plus
cinq groschen ou quelque carotte
un silence très bien élevé
avec un accent yiddish
de faim*

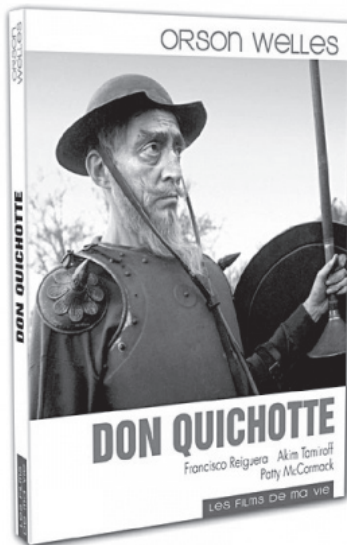
alors elle est morte

* Jerzy Ficowski (voir p. 2)



Orson Welles, Don Quichotte et les merveilleux nuages

Maurice Mourier



Prologue

D'abord ce qui reste. Un ramassis de chutes, guère plus. Pas un *Don Quichotte* achevé, pas même un *Don Quichotte* ébauché. Juste des plans isolés, organisés parfois en courtes séquences qui, faute du montage considéré par le maître comme le moment essentiel de la création cinématographique, ne subsistent que comme autant de fragments trop continus, trop longs, manquant des nerveuses coupes de *Citizen Kane* (1941) ou de *Confidential Report*¹ d'une ma-

tière discontinue dont le sens final échappe. S'y ajoutent des bouts de reportage sur la Feria de Pampelune, où vient baguenauder un Sancho Pança en costume de paysan du xvi^e siècle, égaré dans l'Espagne moderne.

Et pourtant des « amoureux fervents » ont puisé dans ce fatras et rabouté des haillons d'images pour en tirer des objets plus ou moins hirsutes et qui fascinent.

Le premier de ces objets est un « ciné-concert », intitulé « Sous le ciel de Qui-chotte » et sous-titré « création musicale et théâtrale sur le film inachevé d'Orson Welles ». Il a été donné le 14 février 2007 au Théâtre 71 de Malakoff, qui offre des saisons le plus souvent originales et de haute tenue. Ici, on s'étonne d'abord du dispositif scénique, qui propose un très vaste écran semi-transparent (l'image s'y inscrit mais la lumière le traverse), suspendu par le milieu au-dessus du centre de la scène et qui peut tourner complètement, si bien que parfois le spectateur n'en aperçoit plus que la tranche

et perd donc en partie le jeu des formes filmiques, toujours présentes néanmoins par scintillement ou reflet. Sur cet écran sont projetés divers morceaux muets, une toute petite partie peut-être de ce qui subsiste d'une entreprise poursuivie cahin-caha sur une décennie et demie. La sonorisation est assurée par la musique et les chants imaginés et dirigés par Robert Tricarri, ses acteurs et ses six interprètes, les cuivres dominent mais il y a aussi une contrebasse et des bois qui dialoguent entre eux et avec l'image évoluant au-dessus des têtes. Le livret de cette sorte d'oratorio singulièrement accordé aux signes visuels ou bien en contrepoint décalé (poétique ou cocasse) par rapport à eux est de Jean-Paul Carrière, dont l'Espagne constitue la seconde patrie affective et esthétique comme elle était sans doute celle de Welles.

Le parti pris du spectacle, c'est de donner à voir un rêve de film en le commentant, en l'accompagnant sur les terres râpeuses de la *meseta*, en s'en moquant parfois, en jouant avec comme Welles a joué à partir d'un texte mystérieux. Ce texte, le mouvement de l'écran, selon Romain Bonnin, scénographe et metteur en scène, est censé le matérialiser car il évoque une page qui tourne inlassablement avec la même lenteur, la même solennité un peu facétieuse que les deux silhouettes extravagantes du film, perdues dans leurs marches et contremarches sous le ciel effarant de la Manche.

Second objet, bien différent, le DVD *Don Quichotte un film de (sic) Orson Welles*, produit en 1992 par El Silencio Producciones et réalisé par Jess Franco. L'image en noir et blanc se trouve dans ce cas accompagnée de dialogues en voix off s'efforçant de coller aussi adroitement que possible à l'expression labiale d'acteurs qui, de toute évidence,

¹ Autrement titré parfois *M. Arkadin* (1955).

parlaient beaucoup, le personnage de Don Quichotte étant chez Cervantès le plus souvent intarissable, ne serait-ce que pour édifier et morigéner un valet à la langue bien pendue.

Bien différent et, pour dire le vrai, bien moins réussi, l'intention des réalisateurs-monteurs franco-espagnols ressemblant à une impossible gageure : construire une continuité scénaristique, donner un sens ou du sens à ce qui n'est et ne sera jamais qu'une collection disparate de rushes accumulés, repris, recommencés à des moments différents de l'existence passablement chaotique et cahoteuse de l'auteur. La volonté de raconter une histoire, coûte que coûte, histoire forcément à mille lieues de celle que Welles aurait fait surgir (peut-être) de sa mise en scène, conduit ainsi à des absurdités, dont la plus dommageable est la place excessive laissée aux plans purement documentaires de la Feria de Pampelune, où se meut un Sancho Pança ahuri et déphasé au milieu des turbulents spectateurs des années 60, plans quasi absents de la version théâtrale du *Quichotte*, bien plus proche semble-t-il du pré-montage de Welles. En revanche manque cruellement au DVD l'admirable séquence des deux lascars figés de stupeur au cinéma et de Don Quichotte outré du sort fait à l'héroïne, qu'il assimile à sa chère Dulcinea del Toboso, puis crevant l'écran impie à coups de sa bonne lance.

Manifestement Jess Franco et ses acolytes ne savaient que faire de cet épisode excentrique, si proche pourtant du goût de Cervantès pour un certain merveilleux, à moins qu'ils n'aient pu disposer de la totalité des centaines d'heures de rushes qui, semble-t-il encore, subsistent çà et là comme les fantômes d'une ambition foudroyée. Enfin, *last but not least*, c'est le masque impayable – nous y reviendrons – de Mischa Auer en Don Quichotte qui figure sur la boîte du DVD, alors qu'on chercherait en vain sa présence dans le film péniblement reconstitué, où le rôle principal est tenu par un autre.

Orson Welles de la Mancha

Mais basta de ces considérations dont l'intérêt, pour une grande part, n'est plus qu'historique. La vraie question, la voici : Welles et *Don Quichotte*, pourquoi, comment et surtout quelles raisons d'un si frustrant (pour le spectateur potentiel) échec final ?



D.R.

Rappelons d'abord l'évidence : le thème unique du cinéma de Welles et cela depuis les débuts fracassants du jeune prodige qui imposa *Citizen Kane* au Hollywood autocratique mais aussi hypnotisé par les dollars qu'est supposé rapporter le génie dissident ; qu'il se nomme Mauritz Stiller, Murnau, Stroheim ou Welles, c'est la démesure. Auto-didacte étranger aux « humanités classiques », Welles va chercher cette *hybris* non chez les Grecs comme le ferait un Européen mais à l'époque élisabéthaine, question de langue sans doute mais plus encore d'affinité pour le baroque flamboyant de Shakespeare. Welles commence par la voix (*La Guerre des Mondes*, la fin tragique du Zeppelin) et par le théâtre (le Mercury Theater) où il met en scène le grand Will avec des acteurs noirs et rencontre des comédiens – Everett Sloane, Joseph Cotten – qui resteront ses complices.

Sa relation aux héros shakespeariens semble au moins double. D'un côté fascination pour la volonté de puissance qui transforme en manières de géants Othello, Macbeth ou Lear. Bien que d'un antiaméricanisme borné, fondé en aveuglement stalinien, la critique de *Citizen Kane* par Georges Sadoul, qui y voit un autoportrait du créateur à l'*ego* hypertrophié, rend tout de même compte de l'ambiguïté essentielle d'un personnage dont les dévorants désirs n'ont pour ultime but

² Traduit en français par *Vérités et mensonges* (1975).



que la gloire : « In Xanadu did Kublai Khan... »

Mais combien plus forte la répulsion qu'éprouve Welles à l'égard des monstres qui peuplent les tragédies de Shakespeare et, à son imitation, ses propres films ! Il l'a dit et répété, il faut le croire : Kane, Quinlan, Arkadin sont pour lui des antihéros, d'une noirceur, d'une négativité absolues. Bien plus, leur démesure ne s'accompagne d'aucune vraie grandeur et Kane plie lâchement devant le chantage de son adversaire politique qui le piège en compagnie de sa maîtresse dans leur « nid d'amour », Quinlan attire Grandi dans un guet-apens et l'exécute d'une façon abjecte, Arkadin cache sous un mystère apparent une âme criminelle et puérile. Tous des bluffeurs, en un sens, de piètres mannequins en proie à de bas appétits : *F for fake*².

Or, et cela complète la démonstration, il existe chez Welles des héros positifs. En bien petit nombre, il est vrai, car la plupart des personnages qui, dans un schéma hollywoodien lénifiant, seraient investis de ce rôle de

« bon » opposé au « méchant », chez Welles se voient refuser la sympathie du spectateur. Ni le journaliste ami de Kane et qui lui résiste, ni aucun des faussement magnifiques Amberson³, ni le mari de *Touch of evil*⁴, ni bien sûr le petit enquêteur crapuleux qui piste Arkadin ou est pisté par lui, aucun des faussaires de *F for fake* n'est moralement irréprochable aux yeux du narrateur invisible qui en tire les ficelles.

Trois individus seulement émergent à peu près intacts du système de la narration et il est frappant de constater que ce sont trois innocents au double sens du terme : le marin dépassé par les événements de *The Lady from Shanghai*⁵, Falstaff⁶ et Joseph K... Des trois, d'ailleurs, c'est Falstaff le plus touchant, malgré ses vices ingénus. Victime de la trahison du prince devenu roi, son quasi fils adoptif, il est si exempt de toute méchanceté que cette carence de malignité lui interdit, bien qu'il soit gentilhomme, de faire la guerre comme il faut, c'est à dire salement, et d'anticiper le moins du monde l'ignominie du pouvoir absolu qui le fera bannir de la cour par son ancien élève. Il ne lui reste plus alors qu'à mourir ou plutôt à disparaître, à s'évaporer directement au royaume des justes, qui n'est pas de ce monde, comme le conte la vieille commère (l'admirable Margaret Rutherford).

Falstaff a ceci de singulier qu'il n'est pas seulement innocent ou foncièrement bon, il l'est monstrueusement, réussissant ainsi, dans l'incarnation prodigieuse qu'en fait Welles lui-même, en exhaussant la bonté présente chez le marin à l'état latent, présente chez Joseph K... à l'état souffrant, jusqu'à une démesure qui réalise devant nos yeux la greffe impossible de l'*hybris*, jusque-là indissociable du méchant, sur le socle d'humanité naïve sans laquelle il n'est pas, pour l'humanisme wellesien, de héros positif. Tout conduisait donc l'auteur de *Citizen Kane* à *Don Quichotte*, unique épopée peut-être de toute la littérature, depuis les Évangiles, qui



D.R.

² Traduit en français par *Vérités et mensonges* (1975).

³ *The magnificent Ambersons* (*La Splendeur des Amberson*, 1942).

⁴ *La Soif du Mal*, titre idiot (1958).

⁵ *La Dame de Shanghai* (1978).

⁶ Composé par Welles à partir des apparitions successives du personnage dans plusieurs pièces de Shakespeare, il domine *Chimes at Midnight*, titré en français *Les Carillons de minuit* (1966).

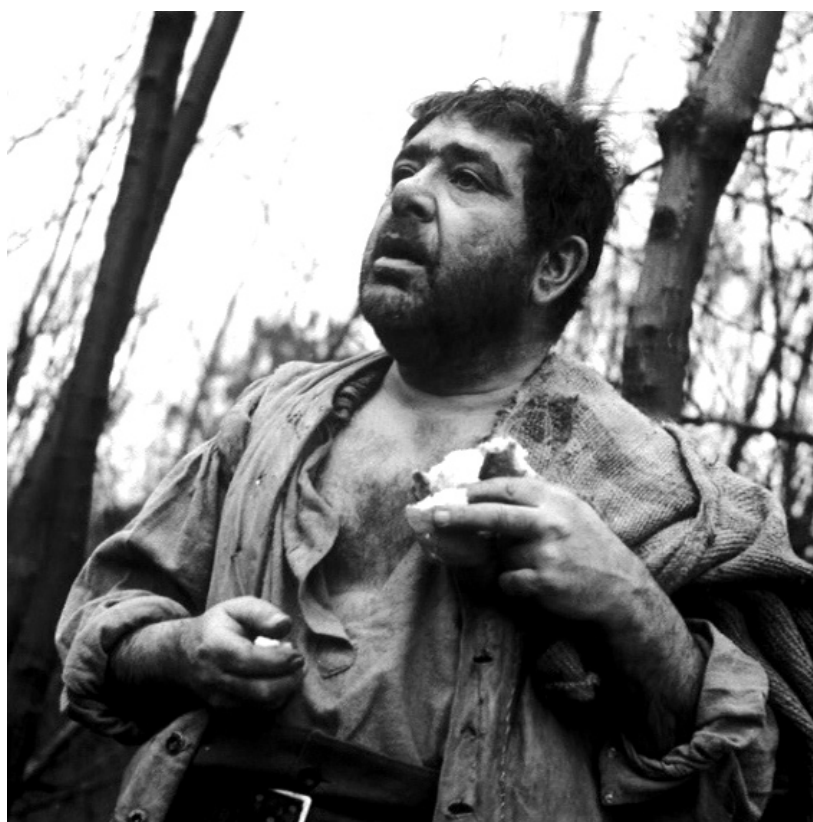
mette en scène un loser pitoyable et néanmoins « bigger than life ».

Welles a été littéralement hanté par le Chevalier à la Triste Figure – Pierre Berthome le montre bien dans le seul bonus intéressant du DVD en rappelant que dès le début des années 50 il avait conçu une série de télévision (qu'en reste-t-il ?) où le roman était raconté (par lui) à une petite fille. Puis le projet de film s'est mis progressivement en place selon un scénario qui semble avoir disparu ou qui n'a peut-être jamais existé sous une forme arrêtée une fois pour toutes. Rappelons que la méthode Welles, fastueuse et dispendieuse, consistait à tourner des montagnes de rushes pour créer ensuite réellement le film au montage (dix-huit mois d'acharnement pour *Citizen Kane*, ce qui, aux yeux horrifiés des bailleurs de fonds d'Hollywood, maîtres absolus de ce type exigeant de cinéma d'auteur, allait signifier d'emblée un *dead end*).

C'est donc un Welles condamné par les producteurs, contraint de jouer parfois un peu n'importe quoi pour s'auto-financer comme cinéaste, qui traîne jusqu'à sa mort la chaîne toujours plus lourde d'un film impossible à terminer mais qui périodiquement ressurgit de ses cendres entre les œuvres jamais facilement mais tout de même finalement mises en boîtes (*Othello* notamment). Étrange compagnonnage : le créateur exilé, devenu peu ou prou apatride et son chevalier dégingué, sur les routes sans fin de la Manche. Pas si étrange peut-être si l'on se souvient que Cervantès et Shakespeare partagent une même Renaissance en phase terminale dans une Europe déchirée, et qu'ils sont morts la même année (1616).

Ce qu'on rêve

Il y aurait eu, avant toute chose, dans le film achevé, les interminables déambulations à travers des paysages semi-arides (de beaux morceaux subsistent). La bataille contre les troupeaux de moutons et les moulins aurait eu lieu (quelques séquences sont là pour donner une idée de ce qu'eût signifié ce fameux passage, malheureusement tripataouillées, dans la médiocre version Jess Franco, de façon à rendre visible l'hallucination de Don Quichotte voyant des géants à la place des ailes tournoyantes). Des rencontres de paysannes auraient abrégé le



D.R.

long chemin (parmi elles la belle Dulcinée ?), Sancho Pança aurait retrouvé son village natal (on le voit esquisser une gigue pour amuser les enfants). Il aurait perdu son maître (d'où les séquences à Pampelune, où on l'entrevoit dans sa quête au milieu de la Feria, personne déplacée par rapport au monde contemporain qui se moque de lui) pour finalement découvrir Don Quichotte au cinéma, bientôt emporté contre la dépravation d'un film qu'il prend pour la réalité et chargeant l'écran comme rappelé plus haut. Enfin le nostalgique de la chevalerie errante et son fidèle serviteur auraient assisté à une explosion atomique sans y périr puisque Welles reprochait à Cervantès la mort d'un personnage immortel. Mais l'idée seule demeure, apparemment car tout est apparence dans cette aventure.

Tel quel, ce film virtuel semble inspiré surtout par la première partie du *Quichotte* (1605), la seconde (1615), qui est la plus belle, n'ayant guère laissé de traces repérables dans le matériau retenu – mais n'y aurait-il pas quelque part des débris consacrés au superbe passage du montreur de marionnettes, qui avait tant de quoi exciter l'imagination de Welles ?



L'échec et ce qu'on en suppose

Il est impossible de croire que de pures contingences matérielles aient jusqu'au bout accablé Welles au point de l'empêcher d'achever au moins une version présentable de son film. À moins que... ces contingences ne soient pas ce que l'on croit. Don Quichotte, autre Falstaff, la gaillardise en moins, l'extrême mélancolie en plus, était à l'évidence un rôle... pour Welles, le rôle de sa vie. Mais à l'évidence aussi il ne pouvait l'assumer à aucun moment de son existence : trop grand, trop massif, bientôt trop gros pour la silhouette émaciée de l'errant. Alors, Sancho Pança ? L'embonpoint conviendrait, pas la taille.

En fait, lorsque le projet a acquis quelque consistance cinématographique, soit sans doute au début des années 60, la solution s'est offerte au rêve de Welles sans discussion : Mischa Ounskowsky, dit Mischa Auer en protagoniste, Akim Tamiroff

en « partner ». Deux formidables comédiens de composition plutôt cabots que subtils, le premier même considéré aux États-Unis comme le plus mauvais acteur du monde, un demeuré au faciès ovin, aux inénarrables yeux en boules de loto (seuls Ben Turpin avant et Marty Feldmann après lui le turpinent sur ce point) dont les roulements hystériques constituent souvent l'unique substitut d'un jeu absent. Rappelez-vous le professeur de danse démantibulé de *You can't take it with you*,⁷ un fameux Frank Capra, l'agité perpétuel d'*Helzapoppin* (1941), meilleur exemple d'humour suédois made in USA, le dompteur de puces de *Confidential Report* ? Eh bien ! c'est lui.

⁷ *You ne l'emporterez pas avec vous* (1938).

Il était donc essentiel pour Welles, à juste titre, que Don Quichotte fût un comique, comme l'avait voulu Cervantès pour qui l'innocence radicale d'une âme pure, en ce monde de rudesse et de passions sordides, ne pouvait que faire rire. Mais en adjoignant à Mischa Auer Akim Tamiroff en Sancho Pança, il construisait un duo de clowns idéal, non seulement parce que physiquement les compères sont naturellement leur personnage, mais surtout à cause d'un détail conférant à leur dérive un arrière-fond sublime. L'un comme l'autre, le filiforme Mischa et le rondouillard Akim, son aîné de sept ans, ne sont-ils pas des juifs russes émigrés aux États-Unis, deux juifs errants improbables au pays funeste de la *Reconquista* ?



On comprend alors quel coup a dû être pour Welles la mort brutale de Mischa Auer à Rome en 1967. Il avait tant de fois, depuis 1957, début des tournages effectifs, attendu la lance en main dans son armure, dans quelque coin d'Espagne,

que son metteur en scène impécunieux pût se détourner d'un autre film afin d'employer pour une fois dans un grand rôle son talent demeuré en friche ! Et le voilà qui désertait à soixante-deux ans ! *Mala suerte* ! Les rushes où figure Mischa Auer n'ont pas refait surface, seules des vues fixes du bonhomme, à la vérité époustouflantes et presque paniques, paraissent avoir été sauvées du naufrage, il sera donc pour toujours un ringard.

Tamiroff, lui, demeurait cependant fidèle au poste. Dans les scènes muettes mais fort éloquentes que nous possédons, il grimace à merveille et continue à nous charmer, comme l'avait fait Jacob Zouk auprès d'Arkadin, Joe Grandi auprès de Quinlan, de son regard candide et de sa ronde bouille d'enfant. Mais on le devine néanmoins se donner bien du

mal aux fins d'extirper un minimum de drôlerie de son nouveau partenaire, le vieux comédien espagnol Francisco Reiguera (au vrai trop âgé pour le rôle), qui certes incarne avec dignité une bonne moitié du Quichotte : son authentique noblesse d'hidalgo en ruine, qu'aucune infamie ne saurait longtemps abattre, mais qui manque cruellement de fantaisie, de ridicule, de *nonsense*.

Et puis Akim Tamiroff meurt à son tour, en 1972, à soixante-quatorze ans (Welles, qui disparaîtra en 1985 abandonné du cinéma, alcoolique, diabétique, obèse, en a alors cinquante-sept seulement). L'auteur d'*Une histoire immortelle* ayant toujours affirmé que la véritable cheville ouvrière d'un film, c'est l'acteur, comment voulez-vous qu'il puisse réagir à cette seconde perte ? Étalés sur quinze ans les tournages de *Don Quichotte* s'arrêtent à cette date. Les tentatives désespérées de montage des rushes existants, qui paraît-il se poursuivent jusqu'à la mort de Welles, sûr qu'elles ne sont plus que poudre aux yeux (et d'abord à ses propres yeux).

Les merveilleux nuages

Désabusé de tout, l'étranger du premier des *Petits poèmes en prose* de Baudelaire ne trouve plus sa consolation qu'aux « nuages qui passent... là-bas... là-bas... les merveilleux nuages ! »

Au-dessus du monceau inharmonique sinon peu harmonieux des images dansantes où s'inscrit le rêve avorté d'un des grands cinéastes du xx^e siècle, d'un des Maudits du 7^e Art, de tous peut-être le plus fraternel, la fantasmagorie des ciels nuageux sous lesquels s'avancent Sancho Pança et Don Quichotte impose sa splendeur intacte. Moins composés que ceux d'Eisenstein dans son opus lui aussi inachevé *Que viva Mexico !* (1932), ils règnent plutôt comme les témoins, les buttes-témoins d'une nature éternellement supérieure à l'homme qui tend vers eux ses mains décharnées, nature qui surplombe d'une écrasante indifférence les vicissitudes du juste et du méchant. Errer sous les nuages qui, de leurs jaillissements échelonnés en même temps exaltent les gestes du pauvre chevalier et remettent à leur place, définitivement mesquine, ses terribles aventures mentales, tel est le sort de l'artiste, ou plutôt du poète puisque Welles ne se voulait que poète.

Lui aussi que l'accueil réservé à sa jeunesse et à *Kane*, avait hissé sur le piédestal des triomphes immédiats (des triomphes équivoques mais qui avaient peut-être bien induit en son cœur quelque assurance qu'on l'aimerait toujours), n'a plus mené, dès les *Amberson*, son second film, qu'une existence précaire d'incompris et peu à peu, comme Don Quichotte réduit à quia sur son lit de mort par la sollicitude nauséuse d'un entourage persuadé d'agir pour son bien, il s'est transformé de *tycoon* en génie méconnu et de génie méconnu en paria. *Sic transit gloria mundi* et toutes ces choses peu gaies. ■

(Photos extraites du DVD)

Recette*

Ériger d'abord
les temples d'Angkor
cultiver dans la pierre
notre image
accumuler des millénaires
multiplier les livres des livres
et faire naître l'homme
chaque homme à part –
cela prend du temps
cela doit prendre du temps

la suite a un cours plus rapide

incendier le temple
fabriquer des outils néolithiques
à partir des statues des colonnes
abattre les millénaires
aux livres vivants énucléer les lettres
ou les noyer au fond de Tonle-sap

il faut vite défaire
des siècles des siècles
l'époque ne fait pas dans le détail
elle n'a pas de temps à perdre :
elle doit nous perdre tous

(1977)

* Jerzy Ficowski (voir p. 2)



Devorah Boxer, le bonheur de graver

Fania Perez

« En revenir toujours à l'objet lui-même, à ce qu'il a de brut, de différent : différent en particulier de tout ce que j'ai déjà (à ce moment) écrit sur lui. Que mon travail soit celui d'une rectitude continuelle de mon expression (sans souci a priori de la forme de cette expression) en faveur de l'objet brut... L'objet est toujours plus intéressant, plus capable (plein de droits) : il n'a aucun devoir vis-à-vis de moi, c'est moi qui ai tous les devoirs à son égard. »

Francis Ponge : *La rage de l'expression* (1952)

Devorah Boxer est née à Troy, New-York, USA, en 1935. Elle vit et travaille à Paris depuis 1959. C'est à Yale University Art School qu'elle a rencontré Gabor Peterdi à qui elle doit son premier contact avec la gravure.

À Paris elle a travaillé avec Jacques Frélaud (dans l'atelier Lacourrière-Frélaud à Montmartre) et avec Jean Pennequin, maître taille-doucier, qui lui a enseigné les techniques de l'impression.

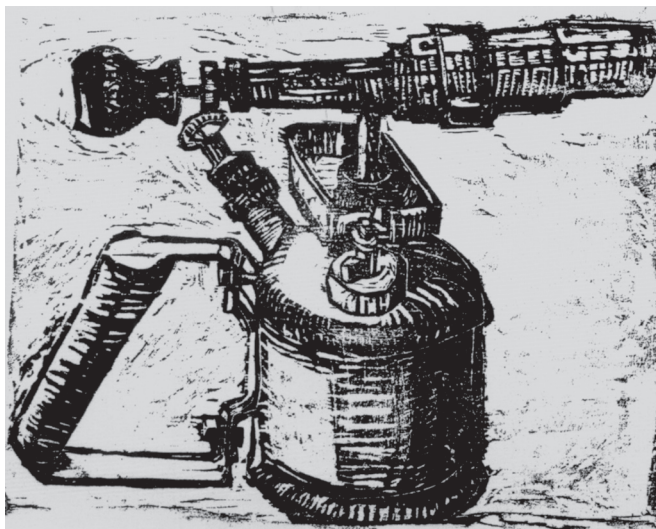
Dans le monde entier ses gravures font partie de nombreuses et prestigieuses collections publiques et privées. En 2006, Roland Plumart a publié aux éditions Malbodium Muséum un catalogue raisonné : *Devorah Boxer, Œuvre gravé, 1956-2005*, Préface de Catherine Krahmer.

Une grande presse, une table-établi avec de nombreux outils, du papier et des plaques de zinc ou de cuivre, beaucoup de gravures accrochées aux murs, tout cela est courant dans un atelier de graveur. Ce qui me surprend dans celui de Devorah Boxer c'est de voir, répartis un peu partout dans la pièce, de très nombreux objets en métal, dont certains pour moi non identifiables. Avec un sourire malicieux, Devorah Boxer commente : « J'aime les objets banals, ordinaires, quotidiens ou étranges ; tous ont une âme, surtout les plus anciens, ceux qui ont beaucoup vécu. Pour moi chaque objet a un geste, une personnalité, une usure qui raconte sa vie. On peut les observer, les voir, les dessiner, les graver de différentes manières. C'est captivant ».

L'élaboration d'une gravure

Devorah Boxer est passionnée par son art. Elle en parle avec gourmandise, m'explique qu'elle passe d'abord beaucoup de temps à étudier le sujet qu'elle a choisi de dessiner ou de graver. Elle le tourne, le retourne, essaie d'en trouver l'aspect le plus intéressant, « sa manière d'être » comme dit le poète Francis Ponge. Elle souhaite s'abstraire du figuratif tout en gardant la spécificité de l'objet. Les outils – forme et fonction – l'intéressent tout particulièrement. Il lui arrive d'en dessiner ou d'en graver certains dont elle ne com-

prend pas à quoi ils ont servi : « C'est fascinant de savoir que quelqu'un a pris le temps de créer un outil dont il avait certainement besoin pour quelque chose de précis et que celui-ci, avec le temps, est devenu un objet qui me touche ». Pendant un certain temps Devorah Boxer s'est enthousiasmée pour les poids et mesures. Elle a trouvé un mètre pliant : conceptuellement un mètre c'est une longueur, mais, cette chose qui se plie et se déplie et mesure toujours un mètre, elle a voulu la représenter de plusieurs façons. Sur une plaque de 15 cm sur 20 cm elle a gravé un objet qui représente deux choses à la fois : l'idée du mètre et la forme qu'elle a choisie pour le représenter. Par la suite elle a pris un mètre enroulé, en a tiré douze centimètres, fait une gravure. Elle a continué avec des dimensions



Lampe à souder, 1999-2001, bois gravé

de plus en plus petites. Quand le mètre lui a semblé épuisé, elle s'est intéressée aux poids : « Dans la gravure le poids occupe une place importante : une fois le papier imprimé on le met sous presse, c'est-à-dire qu'on le place entre des papiers de soie, des buvards et des cartons, avec des poids de 10 kg dessus, et ces poids, du moins les anciens, ont une très belle forme hexagonale. J'ai représenté ce poids de diverses manières, je suis passée par plusieurs états avant de trouver celui qui m'a paru être le bon. Picasso prenait une plaque, dessinait dessus : souvent c'était fait ! Pour moi il y a une évolution très forte de l'image. Pour le poids j'ai du faire quinze ou seize états. Chaque état est un moment de création. Je travaille toujours sur la même plaque. J'ajoute des traits, je modifie les surfaces, les volumes, la plaque bouge, c'est très vivant, à chaque état je tire une épreuve pour voir ce que j'ai déjà fait, le dernier état est, normalement, le bon... mais il arrive qu'on ait des regrets, un précédent état semblant être meilleur ».

Les différentes techniques de gravures sur métal ou sur bois n'ont pas de secret pour Devorah Boxer. Le plus souvent l'artiste dessine sur papier avant de reproduire son dessin soit sur du bois, soit sur du métal (cuivre ou zinc). Si elle ne met pas de couleurs dans ses gravures c'est parce que le noir, avec toutes ses nuances, est suffisamment riche. Allié au blanc, plus ou moins adouci, il donne des contrastes très forts et offre bien des possibilités. Ce qui l'intéresse spécifiquement dans la gravure sur bois, c'est qu'elle nécessite peu de moyens. Avec cette technique, la plus directe et la plus ancienne – celle que l'on enseigne aux enfants – n'importe quel outil (un clou !), un peu d'encre et du papier suffisent. Elle est beaucoup plus facile et rapide que la gravure sur métal. Pour travailler sur du métal, il existe deux sortes de techniques, directes ou indirectes. Pour les premières on peut utiliser soit le burin, dont les traits très précis permettent une impression nette et claire (Durer), soit la pointe sèche avec laquelle on peut obtenir des dessins qui, une fois imprimés, donnent un magnifique aspect velouté (Rembrandt) ; pour travailler « à la manière noire », il faut prendre une plaque de cuivre et un berceau (outil en acier avec des petites lames extrêmement coupantes). Les techniques indirectes (celles que Devorah Boxer préfère : eaux-fortes, aquatinte, aquatinte au sucre) nécessitent, en plus des outils, de l'acide ou de la résine. Si elles sont moins « graphiques », elles augmentent les possibilités des tonalités, la graduation

des nuances et elles donnent aux gravures plus de poésie. Le plus souvent, Devorah Boxer utilise, comme le font la plupart des graveurs, plusieurs techniques sur une même plaque. Elle tire à peu d'exemplaires ses gravures sur bois, pour celles sur métal il lui arrive d'aller jusqu'à vingt, parfois plus.

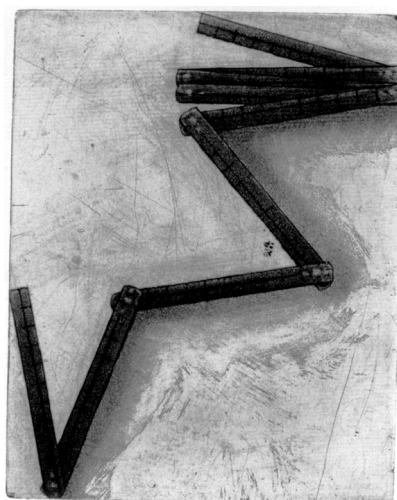
Un bonheur à partager

Non seulement Devorah Boxer aime graver mais elle ne se lasse pas d'admirer les gravures des maîtres. Elle se rend souvent à la Réserve des estampes de la Bibliothèque Nationale, rue de Richelieu : « Peu de monde y va, pourtant c'est gratuit, ouvert à tous et c'est sublime. On peut demander n'importe quoi : des gravures de Durer, de Goya, de Delgas,... Les bibliothécaires vont les chercher dans les tiroirs où elles sont bien protégées, elles vous les apportent, on peut les tenir dans ses mains. On voit ainsi les gravures autrement, elles vous apprennent beaucoup. Ce contact direct, intime avec l'œuvre est une expérience magnifique ».

Depuis plus d'un demi siècle, graver est toujours pour Devorah Boxer un bonheur absolu. Ce bonheur elle aime et sait le faire partager à ceux qui l'écoutent parler de son art ou qui regardent et admirent ses gravures. ■



Dix kilos IV, 1995, Eau-forte, aquatinte et pointe sèche sur cuivre



Un mètre, 1994, Eau-forte et aquatinte sur cuivre



Le huitième festival international du film contre l'exclusion et pour la tolérance (FIFET)

C'est en 1997, au cours de l'Année internationale contre le racisme, que Claudine Drame, professeur agrégée d'histoire et docteur en sciences sociales, a fondé le *Festival international du film contre l'exclusion et pour la tolérance* (FIFET).

Pour combattre les différentes formes de ségrégation dans le monde et les dangers qu'elles représentent pour la vie sociale, Claudine Drame s'est très tôt investie dans des activités d'éducation et de promotion des valeurs sociales et humaines fondamentales. Elle a notamment été, en Martinique, l'un des membres fondateurs d'ALERTE (Association pour la Liberté d'Expression à la Radio et à la Télévision) et, en métropole, de l'association Témoignages pour la mémoire, l'antenne française du *Fortunoff Video Archives for Holocaust Testimonies* de l'Université de Yale (États-Unis). Parallèlement Claudine Drame a réalisé des films documentaires et créé une option cinéma dans un lycée parisien. Le cinéma, expression artistique parmi les plus populaires, lui est en effet apparu comme un outil particulièrement bien adapté tant à l'enseignement qu'à la communication et au débat. Pour elle il fait figure de langage universel dont la lecture est devenue souvent plus familière que l'écrit. De vraies questions peuvent être posées et débattues à travers un choix de films mettant en scène des situations diverses autour d'une problématique commune.

Pour essayer de faire réagir aux nouvelles formes de discriminations et de repli sur soi qui se développent aujourd'hui, Claudine Drame a donc eu l'idée de se servir du cinéma et elle a créé à cette fin un festival international du film dont le titre est explicite : *contre l'exclusion et pour la tolérance*. Intégré au programme de l'UNESCO jusqu'en 2001, le FIFET, au fil des ans, a confirmé sa vocation et élargi son action. Il

bénéficie actuellement du soutien financier du Conseil Régional d'Île de France et de l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des chances (ACSE) ; il travaille en partenariat avec les Archives Françaises du Film (CNC), le Mémorial de la Shoah, la Commission consultative des Droits de l'Homme, SOS Racisme et l'Association des professeurs d'histoire et géographie.

« Pour mieux comprendre l'autre, pour combattre le racisme, pour mieux vivre ensemble, pour dénoncer les discriminations » sont des phrases qui reviennent régulièrement dans les bandes annonces du FIFET. Elles accompagnent des extraits de films où l'on peut entendre des phrases comme : « *La Turquie n'était pas en guerre avec les Arméniens, pas plus que l'Allemagne ne l'était avec les Juifs.* » (Ararat).

Fort de ses bientôt dix ans d'expérience le FIFET met ses compétences à la disposition de structures qui souhaitent organiser une programmation de films répondant à des préoccupations d'éducation aux droits de l'homme, à des questions de société ou d'ouverture à l'autre. Chaque projection est suivie d'un débat avec le public, animé par différentes catégories d'intervenants : universitaires, membres d'associations ou professionnels du cinéma. En plus de son édition parisienne annuelle, le FIFET a des éditions dans d'autres régions de France (Champagne-sur-Seine, Auxerre, Saintes,) et à l'étranger (Montréal, Durban).

Cette année le huitième *Festival International du Film Contre l'Exclusion et pour la Tolérance* se déroulera du 17 au 23 octobre au cinéma Le Mistral (Paris 14^e) et aura pour thème : « Visions de la déportation et de la Shoah, 1945-1985 ». Une vingtaine de films seront projetés, analysés et commentés. (www.fifet.org). ■

Fania Perez

Claudine Drame a notamment réalisé :

- *Témoignages pour mémoire*, 55 min. Prix Corrin 1992 ;
- *Le Tunnel de Drancy*, 45 min, 1993 ;
- *Carnet de route*, 12 min. Images de la Conférence mondiale contre le racisme, Durban 2001. Réalisé pour l'UNESCO.

Avec les élèves de l'option cinéma du lycée Rodin (Paris) :

- *Tout le monde ne pouvait pas partager le même bonheur*, Drancy 1944, 52 min, 1994 ;
- *Les p'tits soldats. Deux adolescentes dans la Résistance*, 36 min. Mention au Concours de la Résistance et de la Déportation.

Elle vient de publier un ouvrage qui s'attache à montrer comment le cinéma a rendu compte de la déportation et des camps nazis, des lendemains de la guerre à 1985. (Prix Henri Hertz 2007) : *Des Films pour le dire, Reflets de la Shoah au cinéma, 1945-1985*, livre + DVD de 55 min, éditions Métropolis, 384 pages, 33,80 € (www.editionsmetropolis.com)



Les livres

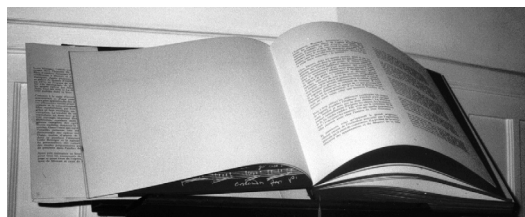


Photo J. Burko

Anny Dayan Rosenman, *Les Alphabets de la Shoah – Survivre, Témoigner, Écrire*. Préface d'Annette Wieworka, CNRS Éditions, Paris, 2007, 238 pages, 25 euros.

L'ouvrage aurait pu s'intituler, comme l'un de ses derniers chapitres, « Adieu à Adorno », ou, plus précisément, « Adieu à la fameuse formule d'Adorno : *Écrire de la poésie après Auschwitz est barbare* ».

Depuis plus d'un demi-siècle des témoins survivants ont écrit des textes littéraires magnifiques sur leur expérience de la Shoah. Anny Dayan Rosenman nous invite à un voyage au cœur de cette littérature (Jean Améry, Robert Antelme, Aharon Appelfeld, Tadeusz Borowski, Paul Celan, Charlotte Delbo, Imre Kertész, Anna Langfus, Primo Levi, Piotr Rawicz, Jorge Semprun, Élie Wiesel) et tente de répondre à la question : y a-t-il une contradiction entre témoignage et littérature ? En d'autres termes, le préjugé selon lequel plus il y a de travail d'écriture, moins il y a de vérité est-il justifié ?

Sur un tel sujet, le texte aurait pu être sèche-ment universitaire. Mais Anny Dayan Rosenman écrit dans une belle langue, juste et bouleversante. Les ouvrages évoqués et abondamment cités, que ses lecteurs ont probablement déjà lus, prennent sous sa plume une nouvelle dimension. Elle a le talent de débusquer dans leur œuvre des courts passages qui disent tout en quelques mots. C'est par exemple Robert Antelme qui, lors de sa marche forcée vers Dachau, se souvient d'avoir prononcé devant un point d'eau une formule de courtoisie (« s'il vous plaît »), « *réflexe venu d'un autre monde, et c'est cette parole qui témoigne de leur humanité, qui rend la vision des détenus insupportable aux femmes allemandes jusque-là indifférentes et qui les fait fuir* ».

Après la Shoah, pourquoi pas le silence ? Quelle est la légitimité de l'art face à la souffrance extrême ? Le témoin-auteur ne risque-t-il pas de transformer l'horreur historique absolue en objet littéraire ? Anny Dayan Rosenman ne tranche pas mais sa passion pour la littérature nous convainc de la néces-

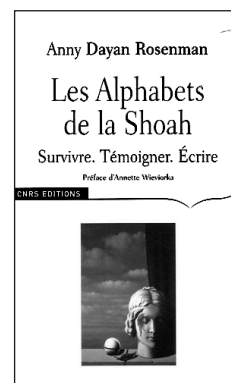
sité de ce travail d'écriture, même si ce moment a été périlleux pour tous ces écrivains. Ces survivants revenus du royaume de la mort, tel Lazare ou Ulysse, ont eu « *l'impossible tâche de réitérer l'unité, la continuité de l'être, de confirmer une identité absolue entre celui qui était là-bas et celui qui témoigne*. » Moment périlleux que celui du retour au langage, parce que « *revenir au langage, c'est réaffirmer son appartenance inaliénable à l'humanité* », c'est être le témoin du témoin, le scribe qui permet l'indispensable transmission.

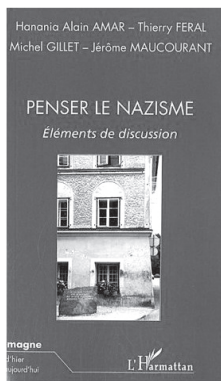
Dans tous les génocides – Rwanda, Cambodge... – les bourreaux ont voulu anéantir la parole, la culture de leurs victimes. Les textes cités par Anny Dayan Rosenman nous montrent l'importance du travail d'écriture, la force si fragile de la culture. On sort ému aux larmes de la lecture de cet ouvrage. Ce n'est pas un livre de plus sur la Shoah. Sa problématique est universelle et vaut pour toutes les catastrophes collectives. Les rapports et les procès sont indispensables pour l'histoire mais la littérature, en déplaçant l'indicible, nous permet peut-être seule de l'approcher. ■

Régine Dhoquois-Cohen

Hanania Alain Amar, Thierry Feral, Michel Gillet, Jérôme Maucourant, *Penser le nazisme, éléments de discussion*, Éditions L'Harmattan, Paris, 2007, 178 pages, 16 euros.

Penser le nazisme est un titre intrigant. « *Hier ist kein Warum* » (« ici, il n'y a pas de pourquoi ») disait-on dans les camps, comme le rappelle Michel Gillet, mais, dit-il, le but de ce livre est justement de « maintenir le pourquoi » du nazisme. Voilà qui n'est pas inutile. On est trop vite tenté de considérer la réflexion comme achevée. Or le livre démontre qu'il y a encore beaucoup à creuser pour comprendre ce phénomène tragique et singulier, dont on aurait tort de croire qu'il appartient seulement au passé et à l'Allemagne.





Les quatre auteurs écrivent des textes séparés. Leur livre, de ce fait, ressemble davantage à une revue ou aux actes d'un colloque qu'à une monographie. Ce n'est peut-être pas la meilleure formule. La lecture n'en est pas moins éclairante. J'évoquerai plus spécifiquement ici des textes de Thierry Feral et de Jérôme Maucourant.

Thierry Feral dresse de Hitler un portrait et une histoire psychanalytique : médicalement parlant, c'est un paranoïaque, sexuellement diminué et complexé. Du fait de son histoire personnelle, il lui faut symboliquement abolir le règne du père et établir celui de la mère. Ces considérations peuvent paraître bien éloignées des questions que pose le Troisième Reich mais, étant donné la gravité de l'épisode, elles méritent néanmoins qu'on s'y arrête. Dans un autre article, Thierry Feral étudie la « récupération » par les idéologues nazis des grands classiques allemands. Ainsi Goebbels, qui déclare : « Nul doute que Schiller aurait été le ténor littéraire de notre révolution ». Même genre de discours ou d'écrits, par d'autres, pour d'autres, tels Goethe et Hölderlin.

Jérôme Maucourant traite quant à lui des racines économiques du nazisme en s'appuyant sur les thèses de Karl Polanyi (un économiste autrichien, spécialiste des crises du capitalisme, et peu traduit en France, nous dit-il). Partant de là, Maucourant s'oppose catégoriquement à la thèse de Nolte sur les racines « antibolcheviques » du nazisme, qui a notamment pour résultat une certaine déculpabilisation de la droite allemande. Il recherche au contraire ses origines dans les conflits qu'a connus et que connaît le capitalisme. Celui-ci ne trouve en fin de compte de solution que dans l'abolition des institutions démocratiques, la structuration corporatiste de l'économie, le développement de nationalismes bellicistes... Le régime fasciste serait un moyen de rétablir les mécanismes, mis à mal, de régulation du marché et finalement de conserver intact le capitalisme. La société, cependant, peut intervenir et éviter d'en passer par là, comme ce fut le cas aux États-Unis avec le New Deal. Pour autant, il n'y a pas, selon l'auteur, de « lien causal avec Auschwitz » : il invite à en chercher l'explication plutôt dans les particularités du monde germanique.

Cette interprétation ne m'a pas paru très différente de ce que j'ai pu entendre lors d'exposés marxistes (quand on m'expliquait que fascisme et impérialisme résultaient des contradictions internes au capitalisme). En

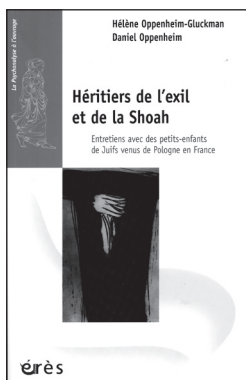
revanche je trouve novatrices les remarques sur le développement possible, sous nos yeux, de nouveaux fascismes, en Europe ou au Moyen-Orient, quand les notions d'« Europe chrétienne », d'« Oumma » (la communauté des croyants musulmans) ou de « puissantes pulsions communautaires » peuvent se substituer à l'exaltation de la race chez les Nazis et être proposées comme remèdes aux déstructurations culturelles des sociétés ou à la défaite des nationalismes. Comme le disait si bien Brecht, « *Le ventre est encore fécond d'où est sortie la bête immonde* ». ■

Marcel Jablonka

Hélène Oppenheim-Gluckman, Daniel Oppenheim, *Héritiers de l'exil et de la Shoah* Entretiens avec des petits-enfants de Juifs venus de Pologne en France, Éditions Eres, 2006, 317 pages, 25 euros.

Ce livre présente le grand intérêt de nous offrir un regard dans lequel nombre d'entre nos lecteurs peuvent retrouver une part d'eux-mêmes, non pas exactement comme face à un miroir, mais plutôt comme au travers d'un kaléidoscope dont on s'approprierait certains fragments. Trois générations sont concernées : celle des personnes qui étaient adultes au moment de la Seconde Guerre mondiale (les grands-parents nés en Pologne entre 1900 et 1920), celle des enfants durant la guerre (ou nés immédiatement après) et celle des petits-enfants des premiers, aujourd'hui jeunes adultes. Les auteurs, psychiatres et psychanalystes, avaient proposé à leurs interlocuteurs une « grille d'entretien » non contraignante, pour « ne pas partir de questions ou d'hypothèses trop précises telles les séquelles transgénérationnelles de la Shoah ou la résilience ». Ils ont ainsi réalisé un peu plus d'une quinzaine d'entretiens, scrupuleusement retranscrits, accompagnés d'un commentaire reprenant l'essentiel des points clés évoqués.

Le résultat en est une succession de témoignages chaleureux et remplis d'émotion, privilégiant cependant – mais cela faisait partie de la grille d'entretien – la relation grand-parentale au détriment des relations filiales. La Seconde Guerre mondiale et la Shoah sont bien évidemment omniprésentes dans ces entretiens même si l'impact en est différencié selon les histoires propres à chacun.



L'un des points du questionnaire avait trait à la perception de la judéité. La dimension religieuse en est quasiment absente, sauf pour un jeune qui, né d'une mère non juive, s'est converti au judaïsme. Une jeune femme distingue fort judicieusement judaïsme et identité juive.

La quasi-totalité des jeunes interrogés se soucient d'une transmission à leurs propres enfants. Si leur lien avec leurs propres parents et surtout leurs grands-parents leur a permis d'approcher un monde englouti, celui de la *yiddishkeit*, quoi transmettre à leur tour ? La mémoire certes, mais est-ce suffisant ? On peut légitimement se poser la question à la fin de la lecture de ces entretiens. ■

Georges Wajs

Rosie Pinhas-Delpuech, *Anna, Une histoire française*, éd. Bleu autour, coll. « d'un lieu l'autre », Saint-Pourçain-sur-Sioule, 2007, 208 pages, 15 euros.

Deuxième volume de la trilogie annoncée, ce récit apparaît à la première lecture comme à la fois simple et déroutant. À la différence du premier, *Suite byzantine*¹, récit de son enfance à Istanbul marquée par sa curiosité pour les langues et son amour du français, l'auteure, alors jeune femme, après la mort de son père et désormais dépositaire des papiers de famille qu'il conservait, est amenée à s'intéresser à « l'histoire française » de sa tante Anna, laquelle révèle lâchetés, dénonciations, escroqueries dont furent victimes Anna et les siens dans la France de Vichy. Récit simple, banal si l'on peut dire, et dont le lecteur de *Diasporiques* a déjà lu bien d'autres récits similaires : celui de l'histoire d'Anna, convertie au catholicisme à Paris en 1942, décédée en 1984, bien longtemps après la mort d'André son fils tué à dix-huit ans sur le front d'Alsace en 1945 et celle de son époux Nissim, mort en déportation. Récit déroutant dans sa structure même : dix-neuf courts chapitres au titre énigmatique, le dernier surtout, « le parapluie bleu ». Ce chapitre qui clôt le livre est un hommage à Jacy, l'amie disparue, en même temps qu'elle l'associe à cette curiosité, cet amour pour les langues qui fait l'unité profonde de tout le livre. Arrivées en France à Grenoble, en 1965², les deux amies voulaient « y étudier

ensemble et vivre une vie, chacune la sienne, avec l'amour fou d'une langue, d'une pensée, que nous voulions puiser à leur source ».

L'amour des langues, voilà entre autres ce qui marque ce livre, particulièrement de la France et du français, « amour que comme [son] nom [son] père [lui] a transmis à [sa] naissance ».

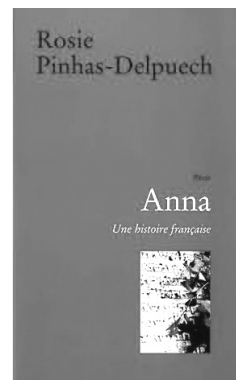
Ce rapport aux langues on le retrouve à chaque page du livre, inséparable de la recherche sur qui était cette tante qu'elle n'a pas connue : « elle était fâchée avec tout le monde, ne voulait voir personne ». Sa conversion au catholicisme et les drames qu'elle a vécus l'ont éloignée de sa famille. En témoignent les recommandations de son père à la fillette de dix ans sur le chemin qui la conduit pour la première fois à ce lycée catholique : « Je l'ai entendu me dire doucement, gentiment de ne jamais me convertir, de rester juive [...] Il m'a expliqué que cela signifiait changer de religion, que des femmes de la famille s'étaient laissées séduire par l'appât d'une autre religion, que j'avais le droit d'éprouver de la sympathie pour telle ou telle croyance mais que *je devais rester ce que j'étais*. »

Rosie Pinhas part donc en quête de ce que fut sa famille, du lieu où celle-ci vécut à Edirne (Andrinople) : les énigmes s'accumulent et il faut tout le flair linguistique de Rosie pour démêler cette histoire, roman policier d'un nouveau genre ! Au lecteur le plaisir de découvrir ce joyau qu'illustre la citation de Sebald placée en exergue « *Voilà à quoi ressemblent les abîmes de l'histoire. Tout s'y retrouve pêle-mêle et, quand on y plonge le regard, on est saisi d'effroi et de vertige* ».

Au lecteur de découvrir aussi cette ancienne communauté juive si lointaine, à l'extrémité de la Thrace, où sont venus s'installer des juifs ashkénazes « originaires d'Allemagne et même de France », bien avant que n'arrivent ceux d'Espagne. Et surtout de découvrir la richesse qu'apporte à la narratrice la possession de ces documents : « ... j'ai commencé sans le savoir une nouvelle vie [...] Les années ont passé. J'ai continué de faire circuler des mots d'une langue dans

² Rosie Pinhas-Delpuech a alors dix-huit ans. D'un milieu juif originaire d'Edirne (Andrinople), de père ashkénaze, amoureux fou du français, et de mère sefarde, dès sa première enfance elle entend parler à la maison allemand, français, yiddish, ladino et... turc. Lorsqu'elle a dix ans, ses parents la retirent de l'école turque pour la mettre dans un établissement français, le lycée Notre-Dame-de Sion.

¹ *Suite byzantine*, Bleu autour, 2003.





l'autre, de m'aventurer toujours plus loin dans l'hébreu qui me construit à mesure que, mot à mot, je le fais passer dans le français, dans mon français ».³

Relisons ses propos : « Mes parents chuchotaient en allemand pour que je ne comprenne pas [...] Dans la forêt illisible où les parents expédient leurs enfants, ça bruissait de mots : Anna, André, fâché, guerre, argent, rembourser, fâché, Allemands [...] Avec ces documents dont ils m'ont rempli les poches, je suis allée en français dans la forêt des contes allemands de mon enfance ».

Ainsi en allant à la quête de ses racines et en découvrant l'histoire française d'Anne, l'auteure met plus avant encore ses pas dans sa propre histoire française et finalement, par-delà l'histoire française d'Anna, c'est « l'histoire française » de Rosie Pinhas-Delpuech qui est au cœur de ce livre. ■

Antoinette Weil



Doris Bensimon-Donath, *Quotidien du vingtième siècle, histoire d'une vie mouvementée*, L'Harmattan, Paris, 2007, 234 pages, 20,50 euros.

Doris Bensimon est une femme sympathique, sensible, chaleureuse, courageuse. Le livre autobiographique qu'elle vient de publier est à son image : honnête et généreux. Doris a eu le bonheur de vivre un grand amour mais pas celui d'avoir des enfants. Et l'on comprend qu'elle ait éprouvé le besoin de laisser une trace d'une autre nature en nous confiant ce récit particulièrement dense et émouvant d'une existence effectivement très « mouvementée ». Sans doute ce qui a le plus profondément marqué cette vie est la longue étape chrétienne qui l'a entrecoupée. Âgée de quinze ans au début de la guerre, orpheline d'un père déporté, Doris, à l'image de sa mère, s'est convertie très jeune au catholicisme et est allée au bout de sa passion en entrant dans un couvent de religieuses de Notre-Dame-de-Sion. C'est au cours d'un séjour en Israël, dans les années soixante, qu'elle est définitivement revenue au judaïsme et qu'elle en a fait l'objet central de ses recherches personnelles en sociologie des religions mais aussi de son engagement politique et culturel dans la cité.

³ Rosie Pinhas-Delpuech, écrivain, traductrice de l'hébreu, dirige actuellement la collection hébraïque chez Actes Sud.

Son livre est imprégné de la sagesse d'une femme « qui a beaucoup appris dans sa vie », et qui, selon la bonne tradition juive, est habitée par la volonté « d'apprendre jusqu'à ses derniers jours ». ■

Philippe Lazar

Emmanuelle Polack et Sarah Royon, *La fille du charbonnier*, conte bilingue français yiddish, L'Harmattan, Paris, 2007, 23 pages, 6 euros.

« Les fantômes aiment le yiddish et, pour autant que je le sache, ils le parlent tous », déclarait Bashevis Singer lors de la remise de son prix Nobel de littérature. Pour qu'ils ne soient pas les seuls à le faire, la meilleure façon est de commencer tôt à s'acculturer à cette langue. C'est manifestement ce qu'ont en tête Emmanuelle Polack et sa toute jeune fille Sarah Royon lorsqu'elles rédigent le (très classique dans sa conception et très joli dans sa réalisation) conte ici évoqué, que Bernard Vaisbrot a traduit en yiddish. Une bien sympathique façon de transmettre, non point par la contrainte mais par le plaisir. Bravo ! ■

P.L.



La proximité aveugle*

Je suis

*Tu es trop près
pour que je puisse te voir
tu habites mes prunelles
je vois à travers toi
je ne te vois pas*

*Une fois je t'ai vu
réellement*

*De loin
à travers le verre grossissant des
larmes*

Je pars

*Reste car
je ne veux pas te voir*

* Jerzy Ficowski (voir p. 2)

Actualité musicale : du concert au disque...

Un concert original

Pour faire mieux connaître le compositeur juif polonais Simon Laks¹, un concert aura lieu le mercredi 10 octobre 2007 à 19 heures à la bibliothèque polonaise de Paris, 6, Quai d'Orléans, 4^e arrondissement. On y entendra des mélodies composées par Laks ainsi que par Karol Szymanowski et Francis Poulenc.



Une nouvelle parution discographique

La dernière production de la collection *Patrimoines musicaux des juifs de France*² aborde sa composante séfarade, que la Fondation du judaïsme français considère comme appartenant pleinement au patrimoine musical juif de notre pays de par la place occupée par les séfarades dans la population juive de France depuis leur expulsion d'Espagne et du Portugal à la fin du XIV^e siècle.

Constatant que les créations musicales revendiquant une filiation judéo-espagnole sont particulièrement rares de nos jours, la Fondation du judaïsme français a passé commande d'un nouveau répertoire judéo-

espagnol pour une ou plusieurs guitares auprès de huit compositeurs de différentes origines³, avec pour seule contrainte l'obligation de s'appuyer sur un matériau thématique traditionnel.

Ces compositeurs, portant leur attention sur la structure fondamentale et le fonctionnement interne des cantigas séfarades, ont réussi à saisir l'essence même de ces chants traditionnels, c'est-à-dire à transcender ce folklore et créer un nouveau langage d'une grande richesse musicale. La réécriture qu'ils ont développée, juxtaposant des univers musicaux parfois très différents – harmonisation des mélodies originelles sur des rythmes latino-américains, développement contrapunctique ou modal dans l'esprit du *maqam* – a réussi à dépasser les difficultés inhérentes à la multiplicité d'interprétations, à leur variabilité et aux problèmes soulevés par le passage de l'oralité à la notation écrite. Ces pièces sont magnifiquement servies par deux guitaristes de grand talent et de réputation internationale, Liat Cohen et Ricardo Moyano. Les Parvarim, groupe israélien connu depuis quarante ans, ouvrent le récital par deux anciens airs judéo-espagnol arrangés pour trois guitares et deux voix.

Un voyage musical entre tradition et modernité à ne pas manquer... ■

Jean-François Lévy



Les charpentiers*

*le charpentier Joseph accueillit dieu
il lui tailla des jouets dans du bois de cèdre*

*un autre charpentier d'égal mérite
lui tailla une croix*

*la charpenterie sait tout faire
le ciel et l'enfer*

*avec le tronc d'un arbre innocent
d'une hachette impeccable*

* Jerzy Ficowski (voir p. 2)

¹ Voir *Diasporiques* n° 41, mars 2007, p. 37-38.

² *Variations ladino*, Liat Cohen et Ricardo Moyano, guitares, Les Parvarim, chant. Disponible à la Fondation du judaïsme français, 72 rue de Bellechasse, 75007 Paris, www.fondationdujudaisme.org

³ Argentine, Brésil, Espagne, Géorgie, Israël.



« Le Cercle nous apporté les réflexions et matériaux permettant d'étayer notre besoin de transmission »

Histoire du Cercle Gaston-Crémieux : Jacques Burko, poète et traducteur

Le Cercle Gaston-Crémieux a quarante ans en 2007. Rita Thalmann a commencé à raconter son histoire dans le précédent numéro de *Diasporiques*. Nous avons cette fois demandé à Jacques Burko, qui a rejoint le cercle quelques années plus tard pour en devenir ultérieurement le secrétaire, d'évoquer lui aussi ses souvenirs de cette époque féconde.

Philippe Lazar : Jacques Burko, le cercle Gaston-Crémieux est créé en 1967, vous ne faites pas partie de ses fondateurs mais vous en serez quelques années plus tard un membre particulièrement actif. À quel moment en avez-vous entendu parler ?

Jacques Burko : En 67-68, pendant ces années intéressantes à plus d'un titre, je vivais dans un autre milieu, celui du Club Laïque de l'Enfance Juive (le CLEJ), un groupe de Juifs de gauche, très laïques, s'occupant de l'éducation juive de leurs enfants en dehors de la religion. Mes amis et camarades n'avaient entendu parler du Cercle qu'au moment où il était en train de renaître, dans les années 73-74. Nous avions eu connaissance d'un papier de Richard Marienstras (ou peut-être s'agissait-il de son livre : *Être un peuple en diaspora*¹). Le CLEJ a alors invité Richard à venir faire un exposé sur ses idées, nous avons appris l'existence

du Cercle, été informés de ses activités et de ses projets et nous avons été nombreux à le rejoindre. Je crois me souvenir qu'il était venu avec son épouse, Élise, car je me rappelle qu'à la fin de cette réunion, qui nous a tous enthousiasmés, l'un de mes amis s'est exclamé : « Nous sommes tous des indiens juifs ! »².

P.L. : Vous habitiez rue de La Rochefoucauld, à deux pas des Marienstras, mais sans vous connaître ?

J.B. : C'est vrai, c'est un gag ; nous n'habitons cependant la rue que depuis 1972 et nous n'avions guère de raisons de faire connaissance avant la rencontre au CLEJ...

P.L. : Quand vous êtes entré au CLEJ, était-ce essentiellement dans la perspective de donner une éducation juive à votre enfant ou était-ce pour vous une forme d'engagement idéologique et politique ?

J.B. : J'avais effectivement un passé, une expérience très personnelle bien sûr... et donc nullement généralisable

P.L. : ... mais d'autant plus intéressante pour comprendre ce qui allait vous conduire à adhérer au Cercle Gaston-Crémieux.

Un jeune immigrant juif polonais

J.B. : Eh ! bien parlons-en. Je suis un métèque : entendez un immigré de la première génération. Je suis arrivé en France en 1949, venant de ma Pologne natale. En Pologne, entre 1946 et 1948, j'étais membre d'un mouvement d'enfance socialiste juif, d'appartenance bundiste, le SKIF³. Dès mon arrivée en France, je me suis renseigné, j'ai retrouvé avec émotion le même SKIF et j'ai donc tout naturellement renoué avec mon organisation d'origine à mille cinq cents kilomètres de là. J'ai d'abord fréquenté le SKIF en tant qu'adolescent, comme « colon » au château

¹ NDLR. Il s'agit sans doute de la première hypothèse, le livre en question ayant été publié chez Maspéro en 1975. Il est malheureusement épuisé.

² Élise Marienstras est historienne, spécialiste de l'histoire américaine et en particulier de celle des populations indiennes.

³ *Sotsialistisher Kinder Farband* (Union des enfants socialistes juifs).

de Corvol⁴ et dans des camps internationaux, ensuite comme moniteur (on appelait cela, de façon symbolique, « aide »). Puis, quand le SKIF s'est dissous (au début des années soixante, les mouvements politiques minoritaires avaient tendance à disparaître les uns après les autres), sur ses cendres est apparue, en 1964, une autre organisation laïque d'enfance, le CLEJ, et cela parce que la génération dont je fais partie avait à son tour des enfants à éduquer. Notre fille y est allée et, à partir de ce moment, je me suis senti à nouveau fortement engagé : en tant que parent, membre du conseil d'administration, président pendant quelques années.

P.L. : Vous avez aussi été membre de l'Union des Étudiants Juifs de France (UEJF). Ce militantisme juif...

J.B. : ... me paraissait tout à fait naturel. Mais une inscription à cette association n'avait en réalité pour moi rien de vraiment « militant ». J'étais étudiant, j'étais juif, il y avait une association des étudiants juifs, je m'y suis inscrit... et j'ai dû aller trois ou quatre fois au ciné-club, ou quelque chose comme ça. Ma vie politique et associative était ailleurs... Au demeurant, sur le plan politique, l'UEJF était un être mou, on y trouvait évidemment de tout...

⁴ *Diasporiques* n°42 (juin 2007) a donné, sous la plume de Jacques Burko, un écho des manifestations organisées à Corvol à l'occasion du soixantième anniversaire de la création de la colonie du SKIF puis du CLEJ dans ce village de la Nièvre. Le château avait été acheté en 1947 grâce à des fonds des bundistes américains.

P.L. : L'étiquette « juif » importait néanmoins pour vous ?

J.B. : Oui, mais c'est encore une fois une histoire de trajectoire personnelle : je venais de Pologne et, en Pologne, j'avais passé trois ans dans un lycée polonais où j'étais le seul Juif sur mille quatre cents élèves, et je vous garantis que je ne passais pas inaperçu en tant que tel ! Cette identité, qu'on m'a, là-bas, suffisamment « reprochée », je ne pouvais que l'affirmer quand je suis devenu libre de le faire.

Crémieux : une expérience exaltante

J.B. : Nous sommes donc arrivés à quelques uns dans le Cercle renaissant et nous y avons trouvé une ambiance je dirai de jeunesse, alors que nous n'étions pas des gamins...

P.L. : Vous aviez une quarantaine d'années ?

J.B. : Oui, c'est cela. L'expérience était exaltante parce que le cercle s'est recréé à une époque où le milieu juif n'avait plus en pratique d'active que sa composante religieuse. La composante laïque était absente de la scène – c'est du moins comme cela que je le ressentais – et donc avait toute sa place et pouvait attirer beaucoup de monde une organisation préconisant le maintien d'un judaïsme actif, conscient, riche, non point dépourvu de références culturelles mais ne mettant pas l'accent sur elles et privilégiant au contraire des références culturelles.

P.L. : Je peux en porter témoignage puisque je faisais partie du groupe des fondateurs du cercle : ils ont, de leur côté, été très heureux de votre arrivée parce que le rapprochement des deux



Coll. particulière

Jacques Burko à l'époque de la création du Cercle Gaston-Crémieux



entités qu'étaient le CLEJ et le Cercle permettait de concilier l'approche plus théorique qui était celle de Crémieux, autour de Richard Marienstras, et celle, plus opérationnelle, de la transmission, dont vous aviez vous-mêmes l'expérience.

J.B. : Nous avions en effet en charge nos enfants, à l'époque âgés de huit à quatorze ans – une période extrêmement sensible dans le développement – et nous avions besoin d'une réflexion et de matériaux pour étayer cette transmission. Nous apportions ainsi une sorte de « clientèle » à Crémieux, un cercle qui comblait bien le vide que nous ressentions.

P.L. : Une clientèle bien sûr mais aussi une réflexion propre parce que vous aviez déjà beaucoup travaillé sur ces questions de transmission, précisément... Vous avez été assez nombreux à venir du CLEJ, une bonne dizaine si mes souvenirs sont exacts ?

J.B. : Je ne saurais être aussi précis. Je me rappelle de surcroît que nous n'étions pas les seuls à affluer au Cercle à l'époque. Je me souviens d'une séance refondatrice qui s'était tenue, un peu curieusement, rue Broca – un lieu que le Cercle n'a ultérieurement pas beaucoup fréquenté⁵. Les participants étaient nombreux et très divers. Je crois me souvenir en particulier qu'Alain Finkielkraut en faisait partie, et

⁵ Il s'agissait de l'Espace Rachi, espace communautaire juif situé au 39 de la rue Broca à Paris.



Photo Archives CLEJ

L'été à Corvol...

aussi des membres du *Rassemblement des Juifs Antisionistes* (le RJAS) : des jeunes, quelque peu exaltés, rejetant comme nous le dogme de la centralité d'Israël (mais nous, nous nous considérions non pas comme *anti* mais bien comme *as*ionistes)...

P.L. : Je me souviens que nous avions essayé de faire valoir à ces jeunes gens qu'il était quand même paradoxal de se définir par rapport à ce que l'on ne voulait pas être, de façon purement négative en quelque sorte.

J.B. : Ils ont eu du mal en fait à persister dans cette voie paradoxale : plusieurs d'entre eux se sont tournés – c'est quand même curieux ! – vers la religion : je me souviens de quelques conversions subites et parfois un peu choquantes... enfin, respectons !

P.L. : Ils étaient manifestement « en quête », c'est bien juif, cela...

J.B. : Oui ! Et l'on peut dire que Crémieux a peut-être

alors failli à sa mission puisque nous n'avons pas su leur apporter tout ce qu'ils cherchaient... Mais, incidemment, le fait de les avoir simplement accueillis a causé beaucoup de tort au Cercle : c'était en soi, aux yeux de la « communauté juive », un acte hautement condamnable !

P.L. : Comment vous êtes-vous senti accueilli vous-même à Crémieux ? Comme souvent lorsqu'on entre dans un milieu nouveau, avez-vous ressenti une sorte de barrière psychologique entre les « initiés » et vous ?

J.B. : Ce « vous » s'adresse-t-il à l'individu ou au groupe issu du CLEJ ?

P. L. : Aux deux, à votre choix...

J.B. : Personnellement, je n'ai généralement aucune difficulté à m'intégrer dans un groupe, je ne me suis donc jamais senti mal à l'aise à Crémieux, ni freiné ni a fortiori rejeté. Les autres non plus me semble-t-il. Le cercle était une sorte de *melting pot*,

où se retrouvaient des gens d'origines diverses et le petit noyau des fondateurs était un peu submergé par leur masse : il ne pouvait donc y avoir de barrière.

P.L. : Nous avons dû être jusqu'à cent cinquante ou deux cents...

J. B. : Avec le recul du temps, on ne peut qu'être frappé par la fringale d'activités de ce public qui avait rejoint le cercle : il y avait une chorale, un atelier culinaire, des cours de yiddish, une commission culturelle (au demeurant et en illustration de mon propos sur l'ouverture du cercle, on m'a demandé de présider cette commission alors même que je venais d'arriver !). Autre exemple d'ouverture : le secrétaire du cercle, Samy Zoberman, y avait adhéré pratiquement en même temps que moi...

Le retour du religieux

P.L. : La période que nous évoquons était un peu difficile pour les gens de gauche, non ?

J.B. : Oui mais nous avions le sentiment que l'échec de Mitterrand face à Giscard n'était pas une réelle surprise. La gauche n'était pas vraiment préparée à assumer la responsabilité du pouvoir. C'est ensuite qu'elle s'est structurée, musclée. Nous nous sentions alors en quelque sorte condamnés à une certaine marginalisation, aussi bien en tant que citoyens de gauche que de Juifs laïques. La « communauté juive de France » avait profondément changé avec l'afflux des Juifs sépharades d'Afrique du Nord : ils ont fait souffler un vent de renouveau religieux et donné

une visibilité beaucoup plus grande au judaïsme. Les Juifs ashkénazes étaient beaucoup plus timorés dans l'expression publique de leur judéité...

P.L. : Ou plus discrets ?

J.B. : C'est cela, plus discrets ! Tandis que ceux-là nous impressionnaient par leur envergure publique, pour ne pas dire leur exhibitionnisme religieux.

P.L. : Vous avez l'impression que ça a changé depuis cette époque ?

J. B. : Oui, un peu. Sur le plan individuel, beaucoup de ces Juifs se sont apparemment « assagis ». Leurs enfants ne portent plus un *mogen David* de cinq kilos sur la poitrine. Mais l'activité religieuse sous-jacente s'est plutôt renforcée et étayée. Ainsi mettre une *hanoukiah*⁶ géante sur la Place de la République n'était pas dans la tradition juive : maintenant on se montre...

P.L. : On est loin en effet de l'époque où l'on se contentait de mettre à *Hanukkah* une bougie à la fenêtre !

J.B. : Absolument. Et ce comportement va de pair avec une manifestation bruyante de soutien à l'État d'Israël. Ce tumulte, ces drapeaux, cette façon d'occuper le devant de la scène, tout ceci relève d'un comportement qu'on ne peut qualifier que de communautariste.

Un repliement inquiétant

P.L. : Ce repliement est-il à votre avis réversible ? En d'autres termes, peut-on

encore revenir à un judaïsme plus intégré dans la nation française ?

J.B. : Où est la boule de cristal ? Personnellement, j'appartiens à un milieu de gens très conscients et plutôt discrets. Cela ne veut pas dire que nous ne manifestions pas publiquement notre appartenance (je me souviens de quelques cortèges auxquels nous avons participé, sous la banderole de Crémieux). Mais, dans la vie quotidienne, je n'oblige personne à être comme moi, ce qui relève de ce que j'appellerai volontiers un comportement civilisé. Chacun de nous vit ainsi dans un certain milieu et il est très difficile d'extrapoler ce que l'on fait soi-même à l'ensemble d'un groupe humain. Les Juifs de France sont des citoyens à part entière de ce pays et il est évidemment inadmissible qu'un Arno Klarsfeld se promène en France en uniforme de lieutenant de l'armée israélienne. Cette double appartenance, cette loyauté partagée ne sont pas compréhensibles par nos compatriotes et sont donc lourdes de menaces pour notre avenir.

P.L. : C'est cependant une tendance qui semble hélas se développer aujourd'hui puisque nous entendons parfois dire : « *On peut aimer du même amour sa mère et son père* » – en l'occurrence la France et Israël –, ce qui est à la limite de la double allégeance.

J.B. : Je n'ai pas d'autre commentaire vis-à-vis de cette expression dont j'ignorais

⁶ Le chandelier traditionnel à huit branches de *Hanukkah*, la fête des Lumières.



l'existence que d'en récuser de la façon la plus énergique l'emploi.

Des figures mémorables

P.L. : Avez-vous le souvenir de personnalités du cercle vous ayant particulièrement marqué ? Je pense bien sûr d'abord à Richard Marienstras.

J.B. : Oui, Richard, à ce moment de son évolution personnelle et de sa présence dans le cercle, était un authentique mentor. Non pas un gourou – il n'imposait pas ses vues – mais on pouvait le consulter sur toutes nos interrogations et nous avions avec lui des discussions passionnantes, de véritables « libres débats » pour reprendre l'une des ex-

pressions-clés de la charte originelle du cercle. Chacun s'exprimait, de façon souvent contradictoire. Certains, troublés par l'intensité de ces débats, ont parfois songé à quitter le cercle. Je me souviens notamment de discussions passionnées sur la laïcité, qui ont failli le couper en deux... Mais Richard parvenait toujours à trouver des terrains d'entente entre nous.

Il nous arrivait aussi de nous retrouver autour d'un verre avec de vieux copains en dehors même du cercle, et notre commune appartenance à Crémieux renouvelait agréablement nos thèmes de discussions. Je me souviens en particulier à ce propos de mon ami Samy Zoberman, que je connaissais de longue date et dont je rappelais tout à l'heure qu'il était rapidement devenu secrétaire du cercle.

P.L. : Parlez-nous donc un peu de Samy...

J.B. : Samy était l'exemple même du *self-made man*, dans le bon sens du terme. Il est beaucoup d'autodidactes qui deviennent insupportables. Samy était remarquablement intelligent, ce qui lui a permis d'éviter de faire trop « m'as-tu-vu » : sans échapper complètement, c'est humain, à cette tendance, il savait rester dans les limites parfaitement tolérables...

P.L. : Il était très chaleureux...

J.B. : Très chaleureux en effet, toujours plein d'égards pour les autres, les bras ouverts... Ancien trotskyste devenu socialiste, mais avec des

souvenirs de la gauche extrême qui remontaient régulièrement. Il aimait par dessus tout discuter avec ses amis, un verre à la main. Et il leur apportait beaucoup.

P.L. : D'autres noms ?

J.B. : Oui, à une certaine époque j'étais très proche de Vladimir Spiro (Vladeck), qui fut trésorier du cercle...

P.L. : Vous avez vous-même été secrétaire du cercle...

J.B. : C'est exact. Juste après que Samy a renoncé à exercer cette fonction, s'étant un peu détourné du cercle, pour des raisons psychologiques plus qu'idéologiques. Samy avait quand même besoin de reconnaissance. Je m'aventure sur un terrain délicat, mais je crois qu'il n'a pas trouvé le cercle assez gratifiant de ce point de vue.

P.L. : Et Rita Thalmann ?

J.B. : Rita... ne faisait pas partie des « copains » qu'on retrouvait au cercle ou en dehors du cercle. On ne la voyait en fait qu'aux réunions, où elle avait un discours un peu didactique. Elle les marquait par une présence forte, précieuse, très intellectuelle dirai-je...

P.L. : Et très laïque...

J.B. : Très très laïque en effet !

Le culturel et le cultuel

P.L. : Si mes souvenirs sont exacts, c'est avec vous que nous avons organisé le premier (... et dernier !) *Seder*⁷ laïque du cercle, au château de Corvol ?



Photo J.-F. Lévy

Richard Marienstras dans les années 80

J.B. : Dans ma mémoire, nous en avons organisé deux à Corvol, mais qu'importe... nous parlons bien du même, celui de l'année 1974. Certaines organisations laïques juives ont tenté d'institutionnaliser de telles manifestations en inventant des « rites » particuliers. Nous ne les avons absolument pas suivies dans cette voie. Nous pensions, nous, que la réflexion sur le concept de libération des peuples qui, traditionnellement, accompagne les pratiques culturelles lors du Seder était bien plus riche qu'une parodie contestable et appauvrissante du rituel religieux.

P.L. : C'est bien le même état d'esprit, me semble-t-il, qui a guidé la réflexion du groupe de travail du cercle sur le temps, auquel vous avez fortement participé personnellement et qui a abouti, dix ans plus tard, à la publication du livre collectif *Temps juif, lecture laïque*⁸.

J. B. : C'est tout à fait exact. Ce travail nous a permis d'étudier des textes que nous n'aurions peut-être pas éprouvé le besoin de lire et d'en tirer quelque chose de très enrichissant. Nous avons pris conscience que les faits et gestes apparemment les plus liés à la religion (comme par exemple la célébration hebdomadaire du *Shabbat*) pouvaient mener à une réflexion complètement détachée de la synagogue, d'ordre culturel...

P.L. : Je me souviens que vous aviez personnellement



Samy Zoberman

Photo Archives CLEJ

travaillé en particulier sur le *Shabbat*, et aussi sur « l'étrange » *jeûne d'Av*, cette manifestation permettant de célébrer en une seule fois dans l'année l'ensemble des malheurs du peuple juif...

J.B. : Le *Shabbat* est en effet l'un des fondements de la religion juive : « *Tu observeras le Shabbat...* ». C'est une obligation ardente... qu'un Juif laïque peut parfaitement faire sienne, d'une certaine façon. Le fait de suspendre l'action quotidienne pour engager une réflexion sur soi, sur ce qu'on fait, sur les torts et les mérites qu'on a, sur ce qu'on va faire... est très profondément humain. S'arrêter pour réfléchir est très enrichissant !

P. L. : C'est aussi une rupture régulière de l'ordre économique au profit d'un ordre culturel...

J.B. : Oui et le fait d'intégrer le temps de repos au sein même de l'activité est bouleversant, révolutionnaire même : il implique que le travail ne saurait se concevoir sans cette pause réflexive récurrente, ce moment où l'individu redevient lui-même et n'est plus l'esclave de la tâche qu'on lui a assignée.

P.L. : C'est aussi une façon d'affirmer qu'il y a d'autres formes d'activités que l'activité « productrice », agricole ou, plus tard, économique...

J.B. : Mais ce que les Juifs très religieux ont poussé à l'extrême, puisqu'ils ne s'adonnent plus à aucun travail économique pour se consacrer entièrement à l'étude, ce qui est quand même un peu stérile, je trouve, sur le plan sociétal !

⁷ Pâques (*Pessah*), marqué notamment par un repas rituel.

⁸ Éd. Liana Levi, Paris, 1995, 184 pages, 15 €.



Wladimir Spiro

Peut-on « représenter » les Juifs ?

P.L. : Je crois me souvenir que certains des membres fondateurs du cercle imaginaient assez volontiers à l'origine qu'il pourrait y avoir une représentation élective des Juifs en tant que minorité historique et culturelle de ce pays, et que nous devons donc la revendiquer. D'autres, dont moi-même, étaient très réservés sur cette idée. Quelle est votre position à ce sujet ?

J.B. : À un moment donné, le CRIF, qui se dit représentatif des Juifs de France...

P.L. : ... plus précisément des institutions juives de France⁹, ce qui n'est pas exactement la même chose...

⁹ Le CRIF est le « Conseil représentatif des institutions juives de France ».

J. B. : Vous avez raison, il y a une nuance ! Le CRIF a donc alors entrepris à l'époque, sous la houlette je crois de Robert Badinter, une réforme censée aller dans le sens d'une démocratisation de ses structures. L'idée a germé que le cercle pourrait dès lors y adhérer et j'y étais plutôt pour ma part favorable. En tant que secrétaire du cercle et mandaté par lui, j'ai donc pris des contacts avec cette organisation... et je suis devenu très rapidement violemment opposé à cette opération en prenant conscience des exigences émises : il fallait remettre nos statuts bien sûr mais aussi la liste de nos adhérents, ce qui était beaucoup plus délicat¹⁰.

En contrepartie, j'avais demandé des renseignements concernant le fonctionnement du CRIF, et notamment son règlement intérieur, qu'on a refusé de me communiquer (« Il n'est accessible qu'aux associations adhérentes »). Nous ne pouvions donc « acheter un chat dans un sac opaque », comme on dit en polonais. Il y avait aussi des conditions financières un peu lourdes pour nous. Mais là n'était pas l'essentiel : cette organisation « démocratique » ne semblait guère l'être en réalité, des organisations comme la nôtre n'avaient en fait aucune façon de se faire entendre au sein d'une institution dont la majorité était statutairement constituée de façon absolument écrasante par les trois organisations

¹⁰ NDLR. Et qui serait maintenant contraire aux dispositions de la loi « Informatique et libertés » !

fondatrices et leurs alliés confessionnels. D'autres organisations laïques ont alors adhéré – j'en connais au moins deux – mais elles ont de facto au sein du CRIF un rôle de pure figuration. Elles en sont en quelque sorte l'alibi laïque...

P.L. : N'y a-t-il pas des raisons encore plus fondamentales encore de réticence à adhérer à une entreprise de cette nature ? Est-il sain qu'une culture soit représentée au niveau national par un processus électif ? N'entre-t-on pas ainsi directement dans une logique communautariste ?

J.B. : Là nous avons une divergence. Pour ma part, je n'ai pas peur de cela. Tout dépend de la façon dont se comporte cette entité représentative. Tout groupement de cette nature risque de devenir essentiellement un groupe de pression. Mais la France est riche de communautés culturelles très diverses et elles ne peuvent se contenter de n'exister qu'au niveau des individus qui les composent. Qu'elles aient une représentation collective ne me paraît pas en soi choquant.

Une école juive laïque ?

P.L. : Une autre idée a prévalu à la même époque chez certains des membres du cercle, vis-à-vis de laquelle j'étais personnellement très réticent : la création d'une école laïque juive.

J.B. : Je m'en souviens parfaitement en effet. Là encore il y a beaucoup à dire. Une école laïque juive aurait eu des avantages et des

inconvenients. Parmi les avantages, les aspects positifs d'une éducation de cette nature, et notamment le bagage culturel qu'on peut acquérir de façon systématique plutôt que d'être voué au statut d'un autodidacte. Mais l'aspect négatif est bien sûr le fait d'établir une séparation précoce entre les enfants de la République et finalement je pense comme vous que ce n'était pas une très bonne idée. Mais je comprends qu'elle ait surgi chez les Juifs laïques – les Juifs religieux étant, eux, parfaitement servis ! Dans la ville polonaise où j'ai vécu mes premières années, il y avait des lycées d'État (je fréquentais l'un d'eux) et un lycée juif. J'avoue qu'étant donné l'antisémitisme virulent auquel je me suis trouvé confronté, j'aurais bien volontiers transféré mes bagages dans ce lycée. L'inconvénient est que l'enseignement y était professé en yiddish, qui n'était pas ma langue...

P. L. : La situation des Juifs en Pologne était quand même très particulière...

J.B. : Certes, mais n'oubliez quand même pas que dans les banlieues françaises aujourd'hui les enfants juifs sont parfois en butte à des agressions certes moins violentes mais qui peuvent inciter leurs parents à se poser des questions. C'est triste, mais c'est comme cela.

P.L. : Pour de bonnes ou moins bonnes raisons, nous sommes donc bien confrontés à un risque de repliement communautaire...

J.B. : Oui, mais ce repliement n'est pas volontaire : il est induit par l'environnement. Il

s'agit d'une défaillance de la république.

P. L. : Le risque n'est-il pas de répondre à cette difficulté par une fuite en avant qui n'en est pas moins de nature communautariste ?

J. B. : C'est vrai, et le risque c'est de donner la main à la Ligue de défense juive, au Bétar, etc. Il faut donc continuer à réfléchir et à débattre.

P. L. : Les raisons d'existence du cercle Crémieux continuent donc d'être vivaces ?

J.B. : Absolument, mais ce qui me trouble c'est que si les raisons demeurent la clientèle faiblit. La jeunesse n'obéit plus aux impératifs catégoriques qui devraient l'amener chez nous et qui restent pourtant parfaitement valides. ■

**Liste des abonnés
du réseau téléphonique
de la ville de Varsovie pour
l'année 1938/39.***

*A la suite du brusque transfert des
[adresses précises
vers l'onomastique générale
les numéros retourneront à l'abstraction de
[nombres*

*la chair se fit verbe
dans l'Herbier des Abonnés*

*Voici les élus accrédités
qui ne sont Personne des rues Néant
qui restent pourtant si précises encore
qu'on pourrait les yeux fermés
éviter la flaque d'eau
traverser
vers ce kiosque où on vend des fruits des cigarettes*

*Ils ont traversé
à contretemps ils s'alignent
en de longs cortèges de lettres imprimées
et tout est en ordre
alphabétique
dans les listes d'absence*

*Et le téléphone sourd les appelle
en des lieux vides sonne sa cloche noire
pour ceux qui furent pris naguère
en flagrant délit
de vivre*

* Jerzy Ficowski (voir p. 2)



Diasporiques

In this issue of *Diasporiques*

Here we continue Jacques Burko's fortunate initiative (p. 2) in the last issue : he has selected this time a series of poems all by Jerzy Ficowski. But *Diasporiques* is innovating in many other ways. The leading article discloses our views on possible changes in our journal at a time of thinking over the nature of a left wing commitment which might lead to a political alternative, Michel Rocard's main preoccupation (p. 4). Such a political project cannot avoid dealing with the way non dominant cultures are perceived and treated in this country. Michel Groulez, Régine Dhoquois and Thérèse Spector have put together an impressive file on how Jews and Moslems are referred to in schools (p. 11). Dominique Lazar analyses Danielle Rozenberg's remarkable book on jewish questions in contemporary Spain, as a preliminary step to the future conference organised by the Cercle Gaston-Crémieux on the historical and cultural sources of diasporic and secular judaism in Europe (p. 24). In Spain still we accompany Maurice Mourier in his fascinating and moving search into what might have become Orson Welles's masterpiece : his unhappily uncompleted film *Don Quijote* (p. 34). Add to this a judeo-spanish record commented on by Jean-François Lévy (p. 47). Presented by Fania Perez, Devorah Boxer could have been inspired by the valiant knight in one of her engravings because of her fondness for « different and raw » objects (p. 40). Following Rita Thalmann's torch in the previous issue of *Diasporiques*, Jacques Burko writes what he and his friends from the CLEJ¹ gained from the Cercle and his founder Richard Marienstras when they joined it five years after it was born (p. 48).

In the central pages Anne-Emmanuelle Lazar invites us to partake of the gods'fare for which Sylvie Kuisinexkise has prepared savoury receipes. ■

¹ Club laïque de l'Enfance juive.

Diasporiques

postmaster@diasporiques.org

Sites : www.diasporiques.org

www.diasporiques.eu

Le Cercle Gaston-Crémieux

postmaster@cercle-gaston-cremieux.org

Sites : www.cercle-gaston-cremieux.org

www.cercle-gaston-cremieux.eu

Diasporiques est une revue trimestrielle interculturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux.

Adresse de la rédaction : c/o Jean-François Lévy, 2 avenue Jeanne, F-95600 Eaubonne.

Directeur de la publication : Philippe Lazar.

Collectif de rédaction faisant fonction de rédacteur en chef : Philippe Lazar, Jean-François Lévy, Georges Wajs.

Comité de rédaction : les mêmes plus Françoise Basch, Régine Dhoquois-Cohen, Edmond Kahn, Fania Pérez, Antoinette Weil.

Correspondant au Proche-Orient : Claude Rosenkovitch.

Conseillers pour la maquette : Corinne Dupuy puis Loïc Le Gall.

Mise en page : Jean-François Lévy.

Correction : Antoinette Weil, Dominique Lazar.

English abstract : Françoise Basch.

Travaux graphiques : Benjamin Lévy.

Impression : Présence graphique, Monts (37260). N° ISSN 1276 4248.

N° de commission paritaire : 1108 G 78821.

Des textes peuvent être soumis aux fins de publication par Diasporiques. Ils doivent être présentés sous forme de fichiers de type Word et respecter les consignes de rédaction disponibles à l'adresse électronique de la revue. Ils sont soumis à son Comité de rédaction. Les textes publiés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Abonnements

Le montant des abonnement annuels à *Diasporiques* varie de 25 à 45 euros selon le pays d'habitation comme indiqué ci-dessous. Vous pouvez aussi consulter notre site (adresse ci-contre).

Montant annuel de l'abonnement (quatre numéros) :

Zone	Abonnement normal	Abonnement de soutien
France	25 euros	35 euros ou plus
Union Européenne et Suisse	30 euros	40 euros ou plus
Reste du monde	35 euros	45 euros ou plus

Le bulletin d'abonnement inclus (page suivante) vous donne toutes indications sur la manière d'en régler le montant.

Les productions de *Diasporiques* et du cercle Gaston-Crémieux

Publications

- La revue trimestrielle *Diasporiques* (les tarifs d'abonnement figurent en page 52)
- *Temps juif, lecture laïque*, Éd. Liana Levi, Paris, 1995, 184 pages, 15 €
- *Du temps des Juifs au temps juif*, Éd. du cercle Gaston-Crémieux, 50 pages, 6 €
- *Juifs laïques, progressistes et diasporistes aujourd'hui en Europe*, Suppl. à *Diasporiques* n°31, septembre 2004, 75 pages, 8 €
- *Valeurs, cultures et politique*, Suppl. à *Diasporiques* n° 37, mars 2006, 166 pages, 14 €

DVD

- *Deux entretiens avec Joseph Minc* : un double DVD d'une durée totale 138 minutes, 18 €, voir les détails au verso de cette page.

Bulletin d'abonnement ou de commande

à renvoyer à Jean-François Lévy, 2 avenue Jeanne, F - 95600 Eaubonne

Attention : si vous êtes abonné(e), vous serez averti(e) de la fin de votre abonnement, ce bulletin ne vous concerne donc que pour vos commandes de livres, livrets ou DVD.

M ou Mme (entourer)

Nom :

Prénom :

Adresse postale :

Adresse électronique (si vous en avez une et si voulez être tenu(e) périodiquement au courant de nos activités) :

Tel :

Abonnement ou commande	Tarif	Nombre ou durée	Montant total
<i>Abonnement annuel à Diasporiques</i> . Vous pouvez vous abonner pour 1 ou 2 ans ; et aussi faire un cadeau d'abonnement à des parents ou amis, pensez-y ! Si tel est le cas, n'oubliez pas de nous communiquer sur papier libre leurs coordonnées selon les indications ci-dessus.	Voir page 52		
<i>Temps juif lecture laïque</i> ,	15 €		
<i>Du temps des Juifs au temps juif</i>	6 €		
<i>Juifs laïques, progressistes et diasporistes aujourd'hui en Europe</i>	8 €		
<i>Valeurs, cultures et politique</i>	14 €		
<i>Double DVD Joseph Minc</i>	18 €		
		Total	

(Envois franco de port)

• Mode de paiement

• **France** : chèque bancaire ou postal à joindre au bulletin, à l'ordre du Cercle Gaston-Crémieux-*Diasporiques*

• **Belgique** : virement bancaire à effectuer auprès de Henri Liebermann, compte n° 750-9064356-58, mention « *Diasporiques* »

• **Suisse** : virement bancaire à effectuer auprès de Massimo Sandri, Banque cantonale vaudoise, compte n° 5006.66.86, mention « *Diasporiques* ».

• **Autres pays** (Autres pays européens et reste du monde) : virement bancaire à effectuer au compte du Cercle Gaston-Crémieux :

IBAN	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
FR08	30041	00001	5303975W020	09

Date et signature :





Vous pouvez encore vous procurer le double DVD des entretiens de *Diasporiques* avec Joseph Minc

Faites-vous plaisir ! Celles et ceux d'entre vous qui étaient abonnés à *Diasporiques* en septembre 2004 se souviennent sans doute du merveilleux entretien que nous avons eu à l'époque avec **Joseph Minc**, alors âgé de quatre-vingt-seize ans. Nous avons eu deux autres entretiens avec lui fin 2006-début 2007, en filmant cette fois notre interlocuteur juste avant et juste après son quatre-vingt-dix-neuvième anniversaire. Ces entretiens (« **J'aurais pu être rabbin...** » et « **L'avant-guerre, la guerre, la Résistance** », de respectivement 73 et 65 minutes) sont reproduits dans le double DVD dont voici la couverture :



Joseph Minc a toujours la même vivacité et vous bénéficierez en prime de son délicieux accent yiddish ! Le boîtier contient aussi la reproduction intégrale de l'article paru en 2004.

Pour passer commande de ce double DVD, reportez-vous aux indications données à la page précédente.

Vous pouvez aussi faire un joli cadeau à vos amis en nous demandant de leur envoyer ce double DVD de votre part. Il suffit pour cela que vous fassiez part de leur adresse à Jean-François Lévy et que vous lui fassiez parvenir dans les mêmes conditions que ci-dessus le montant de votre commande.

Croisés de l'an 5768

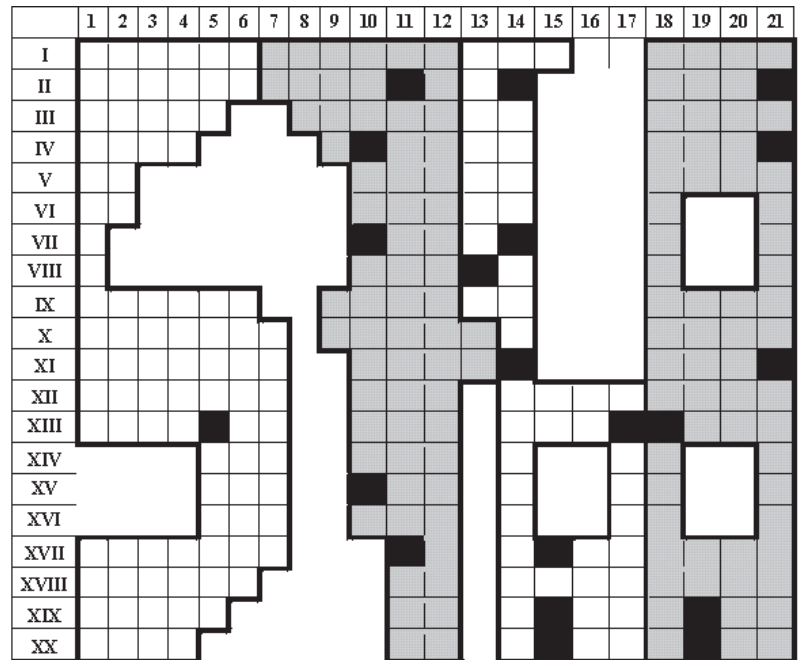
Philippe Lazar

Horizontalement

I – Elle rassemble ce qui ne se ressemble pas nécessairement. Dépourvu de protection externe.
II – Troublasse d'un coup bien asséné. Pour un géomètre extrême-oriental. Objet d'un premier amour.
III – Une pilule qui l'est est un attrape-nigaud. Vivement pointées. S'acquitte d'un dû.
IV – Une autre forme d'ego. À l'état brut. On s'en sert comme on l'a fait.
V – Vient d'avoir. Tout petit dans l'immensité même quand il est très gros. Tout petit dans l'immensité salée.
VI – Personnel. Équilibrer avant de déséquilibrer puis de rééquilibrer.
VII – Possessif.
VIII – Il faut savoir le fixer à l'envers.
IX – Confiance théâtrale. Appellation qui ne saurait être contrôlée. Change radicalement de conditions de vie.
X – On y trouve du IX-2. Lieu de passage. Lieu de passage.
XI – La Botte lui botte. Entreprise qui semble repartie d'une bonne aile. Se rendra.
XII – Pas toujours facile d'en sortir. Fait. Retour contrit sur le passé.
XIII – Sans bavures. À demi authentique. Prénom rugissant. Il lui faudra rendre compte... plus tard. Y en a plus !
XIV – Farce. Passage en sens inverse. Sur un courrier local.
XV – Sans variations. Aux bords d'un sautoir. Demi gamin de Paname.
XVI – Vient d'être. Typically british. Au centre des terres.
XVII – Cailloux aux chevelures flamboyantes. Doit apprendre à feuler.
XVIII – Précieux dans le jeu. Interjection. Parfaitement adaptée.
XIX – Embrassa très fort. Contre affirmation. Ne peut que progresser. Préposition.
XX – Témoigne en justice. Personnel. Au bout de toute idée. Lie.

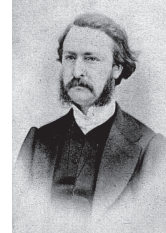
Verticalement

1 – Point de passage obligé aujourd'hui de tout événement de quelque importance. Modeste demeure.
2 – Rêve sociétal. Garde les moutons du poète. Enlèves.
3 – Au moment de. Moment dépassé. Moment d'une éternelle durée.
4 – A atteint le stade 3-3. Parcours à nouveau. Mendès y fut très jeune élu.
5 – Faisait jadis rougir. Sélectionne. Attendit avec impatience.



Avertissement : Les grisés et traits de séparation n'ont pas à être pris en compte, ils ne servent qu'à faire mieux apparaître les chiffres 5, 7, 6 et 8.

6 – Boîte à musique. Agaçantes.
7 – Contribue à immortaliser Brecht. On a intérêt à utiliser celles qu'on peut renouveler.
8 – Drogue qui eut son heure de célébrité.
9 – Souverain asiatico-européen. Demi-vieux familial.
10 – Cellule universitaire. Ce possessif a la tête en bas. Qualifiait hier l'épiphyse.
11 – Qu'on n'a pas du tout intérêt à acquérir. Levant.
12 – Capte les messages cardiaques.
13 – Grimpent sur les murs. Chose latine.
14 – Transpirer. Poème lyrique. Pas fragile du tout.
15 – Article ibérique.
16 – Vient de pouvoir. Bande.
17 – Mesquin.
18 – Poudre miraculeuse. En nombre nécessairement pair entre le sujet et le verbe ou entre le verbe et le complément d'objet direct.
19 – Tous les matins en principe. Gros conduit vital. Dieu rayonnant.
20 – Pas si vite ! Se rendrait. Supprimée du lot.
21 – On ne saurait trop se méfier d'un sire de cette espèce. Émettent un bruit en retour.



La Fédération Humaniste Européenne

Le Cercle Gaston Crémieux vient d'adhérer à la Fédération Humaniste européenne (FHE¹), une organisation fortement pénétrée du principe de laïcité². On trouvera ci-contre le texte introductif à la brochure « Laïcité et humanisme en Europe » que la FHE a récemment publiée avec l'aide de la Commission Européenne³ ; il est de la plume de Georges C. Liénard, le Secrétaire général de la Fondation.

La Fédération Humaniste Européenne (FHE), association internationale de droit belge, créée en 1991, a comme membres les principales associations humanistes et laïques de tous les pays de l'Union Européenne et de plusieurs pays d'Europe centrale et orientale. Ses principaux objectifs sont

- de représenter ses membres, de mieux faire connaître et de défendre, notamment auprès des institutions européennes, les principes de laïcité et d'humanisme,
- de mener une action pédagogique, scientifique et culturelle afin de promouvoir une vision humaniste et laïque des valeurs culturelles, sociales et éthiques en Europe,
- de favoriser la diffusion des informations et des expériences qui contribuent au développement des valeurs humanistes et laïques en Europe.

Attentive à l'évolution de l'Union Européenne, notamment aux questions liées à la citoyenneté et à la non-discrimination entre les personnes, la FHE a élaboré des prises de position humanistes et laïques sur les questions suivantes : droits de l'homme, éthique, coopération au développement, libertés, principes démocratiques, citoyenneté, place de la société civile au sein de l'Union Européenne. La FHE a déposé auprès de la Commission des contributions à la Charte européenne des droits fondamentaux et au Livre Blanc sur la gouvernance européenne. Par la suite la FHE a déposé deux mémoires auprès de la Convention « Pour l'avenir de l'Europe ».

Au cours de nombreux débats, colloques et auditions organisés dans ce contexte, il est apparu que la notion de laïcité était mal connue sinon mal perçue, alors qu'elle porte en elle le principe même de tolérance et de cohabitation harmonieuse de personnes de culture, de religion et de tradition fort diverses. D'autre part, un humanisme

« fourre-tout » est utilisé abondamment par d'aucuns sans souci des exigences de comportement que ce principe implique. Pour ces raisons, il a paru opportun et utile de tenter de clarifier, sans chercher pour autant à être exhaustifs, ce que l'humanisme et la laïcité peuvent apporter à la construction européenne. Des auteurs, tant de la tradition « anglo-saxonne » que « latine », ont fait part de leur vision, de leur mise en perspective et de leurs espoirs. Ils nous montrent qu'humanisme et laïcité se rejoignent non seulement dans leur lutte contre toute discrimination – et plus particulièrement contre les discriminations selon les convictions athées, agnostiques ou religieuses des personnes – mais également dans leur volonté de bâtir un monde de paix, de solidarité et de dialogue. ■

Résumé des priorités de la FHE (extraits)

Aspects politiques : inclure des garanties explicites de laïcité dans les traités régissant l'Union Européenne (UE) ; assurer le respect de la dignité humaine à tous les stades de l'accueil des réfugiés ; prendre des mesures pour que l'adhésion de certains États à l'UE n'y introduise pas de nouveaux conflits à connotation religieuse.

Pluralisme : en matière de religion, l'exercice des droits légitimes doit être garanti [...] sans jamais interférer avec les domaines public et politique⁴ ; tendre à l'égalité de traitement quant aux moyens matériels mis à la disposition des organisations religieuses par les États.

Création culturelle : l'UE doit se doter d'un projet culturel ambitieux, dans un esprit de dialogue des composantes de la société.

Lutte contre l'exclusion et la pauvreté : elle doit réellement devenir prioritaire.

L'Europe vecteur de paix : démocratie et contrôle parlementaire sont les clefs du rôle international de l'UE en faveur de la paix.

Représentation de la société civile : toutes les associations doivent obéir à des règles claires quant à leur fonctionnement démocratique et à leur financement.

⁴ Rappelons que la France est l'un des rares pays où Église et État sont légalement « séparés » – une situation manifestement privilégiée au regard de ce qui se passe dans la plupart des pays européens.

¹ fhe@ulb.ac.be Tel 32 (0) 26 27 68 90.

² La FHE est, entre autres, co-organisatrice du colloque « international, interculturel et interconvictionnel » qui doit avoir lieu à Strasbourg les 3-4 octobre 2007 et à la préparation duquel le Cercle Gaston-Crémieux participe activement (Voir *Diasporiques* n°42, p. 48-49).

³ On peut se procurer cette brochure auprès de la FHE, Campus de la Plaine ULB, CP 237, B – 1050 Bruxelles.